



# **LES CRISES EN AFGHANISTAN DEPUIS LE XIX<sup>E</sup> SIÈCLE**

**AVRIL 2010**

**MARIAM ABOU-ZAHAB, GILLES BOQUÉRAT,  
LIEUTENANT-COLONEL MARIE-DOMINIQUE CHARLIER,  
JOHN GUNTHER DEAN, GÉRARD FUSSMAN, COLONEL MICHEL GOYA,  
ZALMAÏ HAQUANI, PIERRE JOURNOUD, HASSAN KAKAR,  
PIERRE LAFRANCE, NICOLAS REGAUD**

**AVERTISSEMENT**

Les opinions émises dans ce document  
n'engagent que leurs auteurs.  
Elles ne constituent en aucune manière  
une position officielle du ministère de la défense.

**Études de l'Irsem déjà parues :**

**1 – LES CRISES EN AFGHANISTAN DEPUIS LE XIX<sup>E</sup> SIÈCLE**

## LES ÉTUDES DE L'IRSEM

L'Irsem déploie son activité dans le champ de la pensée stratégique afin de renouveler approches et grilles d'analyse nécessaires au renouvellement de la pensée stratégique. Il s'agit de rendre intelligibles les principaux enjeux stratégiques contemporains qui intéressent la France tout en offrant des réflexions originales sur ces mêmes enjeux.

L'Irsem couvre huit domaines d'études: étude des nouveaux conflits, pensée stratégique et nouveaux concepts, armement et prolifération, sécurité européenne et transatlantique, sécurités régionales comparées, défense et société, histoire de la défense et de l'armement, enjeux juridiques de défense.



## AVERTISSEMENT

Les actes présentés dans ce cahier sont le produit d'une journée d'études sur l'histoire des crises en Afghanistan depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, organisée le 29 avril 2009 par le Centre d'études d'histoire de la défense (CEHD), intégré, depuis, à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (Irsem) où il a en charge le domaine *histoire de la défense et de l'armement*.

Dans un contexte marqué par une grave recrudescence de la violence, en Afghanistan comme au Pakistan, l'absence de perspectives tangibles de solution militaire au conflit, et l'invocation récurrente des leçons de l'histoire dans les médias comme pour conjurer l'impuissance du présent, les organisateurs ont souhaité réunir un panel de spécialistes capables d'éclairer les origines, les spécificités et les enjeux de la crise actuelle. 2001-2010, il y a neuf ans que les forces de la coalition internationale sont engagées en Afghanistan, dans une guerre devenue chaque année plus meurtrière. Une meilleure connaissance de l'évolution politique, religieuse, ethnologique, sociale, économique et culturelle de l'Afghanistan, eut sans nul doute permis d'éviter bien des déconvenues depuis le déclenchement de l'opération *Enduring Freedom*, en octobre 2001. On peut formuler le vœu que l'approfondissement d'une expertise pluridisciplinaire du pays et de son environnement régional puisse encore être utile aux décideurs dans leur effort de compréhension des caractéristiques et des ressorts du conflit actuel, et surtout, dans leur recherche de solutions durables. Il faudrait, dans cette perspective, tenir un plus grand compte des spécificités ethnologiques de l'Afghanistan, des raisons du succès du mouvement taliban, de l'importance des acteurs régionaux, ou encore, des limites de certains choix stratégiques ou tactiques effectués par les responsables militaires de la coalition. C'est à ces différents aspects que sont consacrés les textes présentés dans ce recueil, sans qu'ils prétendent à eux seuls résumer la complexité des problèmes auxquels les décideurs sont aujourd'hui confrontés ni en proposer une vision unique. Il a paru nécessaire, en effet, de laisser s'exprimer des points de vue différents et parfois contradictoires.

Les organisateurs voudraient remercier les auteurs et les personnels de l'Irsem qui ont contribué à la réalisation de cette publication, en particulier Marie-Hélène Houssin pour son aide précieuse dans la relecture et la mise en forme des textes.



## SOMMAIRE

Préface.....	9
<i>Pierre Lafrance, ambassadeur de France</i>	
Le poids de la longue durée dans la crise afghane.....	15
<i>Gérard Fussman, professeur au Collège de France</i>	
Les crises politiques en Afghanistan 1979-2009.....	25
<i>Zalmai Haquani, ancien ambassadeur d'Afghanistan en France</i>	
Russia's role and influence in Afghanistan since mid-nineteenth century.....	45
<i>Hassan Kakar, ancien professeur d'histoire à l'Université de Kaboul</i>	
Témoignage.....	75
<i>John Gunther Dean, ancien ambassadeur des États-Unis</i>	
Afghanistan : un contexte politico-militaire sous tension.....	77
<i>Lieutenant-colonel Marie-Dominique Charlier, Irsem</i>	
L'expérience militaire britannique dans le Helmand (2006-2009).....	89
<i>Colonel Michel Goya, directeur d'études, Irsem</i>	
L'appropriation au Pakistan de la « guerre contre le terrorisme ».....	95
<i>Gilles Boquérat, chercheur au Centre Asie de l'Ifri</i>	
L'héritage du Viêt-nam dans la guerre en Afghanistan depuis 2001.....	109
<i>Pierre Journoud, chargé d'études, Irsem</i>	
Des talibans aux néo-talibans : chronique d'un mouvement social.....	133
<i>Mariam Abou-Zahab, chercheure rattachée au Ceri</i>	
Postface.....	145
<i>Nicolas Regaud, adjoint au directeur chargé des affaires stratégiques, Das, au ministère de la défense</i>	
Annexes.....	149
Chronologie.....	149
Bibliographie.....	155
Les auteurs.....	163





## PRÉFACE

Pour qui à sa manière, participe de la vie de l'Afghanistan et de sa région, pour qui s'efforce, chaque jour de mieux en connaître les ressorts, bref pour tout Afghan ou vieil ami de l'Afghanistan, les mots couramment utilisés pour décrire la crise que connaît ce pays et en proposer les remèdes sont effarants d'inadéquation. Dès lors, ils laissent muets ceux qui auraient un savoir à communiquer et contraignent les autres à de laborieux balbutiements dont finissent par naître, mais fort tardivement, quelques énoncés relevant du bon sens.

Ce qui sévit en Afghanistan n'est pas une *insurrection locale* mais une guerre entre des forces d'ampleur mondiale et se jugeant réciproquement délétères pour le genre humain. Il s'agit, pour les uns, de frapper l'arrogance occidentale et, singulièrement, américaine sans la moindre assurance de la jeter à bas. Il s'agit pour les autres, de frapper l'anti-occidentalisme forcené prêt à la dérive totalitaire sans être sûr de pouvoir le faire disparaître. Le choc entre le *jihād* réduit à la haine sacralisée et le défi à « *l'axe du mal* » lui aussi pieusement obtus, relève d'une abdication de la raison, donc de la folie meurtrière. Ces divagations politiques resteraient d'importance limitées si elles n'étaient pas contagieuses c'est-à-dire propres à se répandre dans les masses et surtout parmi ceux pouvant agir sur elles grâce aux moyens financiers dont ils disposent tels, entre autres, les pétrodollars.

Les foyers d'affrontement n'existent pas seulement en Afghanistan mais ailleurs dans le monde, par exemple en Afrique tant orientale que septentrionale, et en particulier dans les confins saharo-sahéliens.

Une folie peut être traitée en l'exacerbant au point d'en révéler le caractère insupportable et amener par là un sursaut ou un réveil de la raison. C'est une méthode peut-être éprouvée mais risquée et coûteuse même si elle peut séduire par les formules employées pour la justifier : « *terroriser les terroristes, mener la guerre sainte contre le jihād, bombarder les bombes humaines* ».

Il est plus censé d'en rechercher et d'en combattre les causes et donc d'en réduire les ressentiments qui en provoquent la naissance et la propagation : par exemple, tenter de combler certains fossés

économiques, en tout cas prévenir leur accentuation, relancer par des voies, au besoin contraignantes, tous les processus de paix, singulièrement au Proche-Orient, travailler à de meilleurs accords entre gouvernants et gouvernés, lutter donc contre la corruption à l'échelle planétaire tout en évitant les ingérences brutales têt qualifiées d'agressions impérialistes.

En d'autres termes, la riposte la plus appropriée à une agression démentielle est le retour progressif à la raison en sachant que bien souvent la folie des comportements reflète celle des situations. Il s'agit donc avant tout de combattre la guerre, de lui faire perdre sa raison d'être, de la rendre résiduelle. Il ne s'agit pas de l'alimenter en l'aggravant dans ses manifestations comme c'est trop souvent le cas, notamment en Afghanistan.

Ces évidences élémentaires sont rappelées à l'envi dans maints articles de géopolitique mais beaucoup trop peu en ce qui concerne l'Afghanistan.

Cette guerre internationale plus proche de la guerre civile de par sa fureur désespérée que de l'épreuve militaire entre États, laquelle peut se solder par des traités, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence, trouve l'occasion de son déclenchement dans des guerres civiles ou des actions subversives quand les circonstances s'y prêtent. On le voit en Somalie depuis des années. On l'a vu tout récemment dans la vallée de Swat sous une forme emblématique. On l'a vu en Algérie dans les années 90 et, bien sûr, on le voit en Afghanistan.

La guerre, dès lors, se fait par apparente procuration entre telle faction, tel gouvernement, prêtant à l'accusation de corruption ou d'occidentalisme, d'une part, et de l'autre, tel État ou groupe de partisans prétendant incarner la rigueur morale, la foi, la fraternité et s'autorisant donc à mener le *jihād* mondial. En de telles circonstances, la population est arbitre. Là où elle aura des raisons de juger le *jihād* pertinent, elle en soutiendra les acteurs, dans le cas inverse, elle leur opposera une résistance passive, passive ou armée. Si ces acteurs sont écrasés par une force militaire supérieure, ils seront voués à réapparaître dès lors que la population restera prête à les soutenir ou du moins à tolérer leur action. Le général Petraeus ayant mis à la mode les réflexions sur la guerre d'Algérie, il est plus que jamais urgent de garder son aboutissement en mémoire.

Ces considérations générales montrent, s'il en est besoin, le danger de solutions telles que l'Afghanistan de la guerre d'Afghanistan. Se borner à former une armée afghane puissante ne fera, au mieux, que retarder les désastres si on ne parvient pas à défaire le pays des germes de la guerre civile sur laquelle la guerre supranationale se greffe d'autant plus aisément que les évolutions mondiales nourrissent sa virulence.

L'action prioritaire de la communauté internationale en Afghanistan est donc de mettre fin à ce qui peut faire renaître la guerre interne. Il lui appartient dès lors de soutenir les forces permettant à la société afghane de se reconstruire et de combattre celles qui la détruisent.

Quand on examine l'histoire de l'Afghanistan et en particulier celles des guerres ayant, depuis 30 ans, ravagé ce pays déjà pauvre initialement, il paraît évident que deux grandes forces y ont été et y restent à l'œuvre : d'une part un égoïsme cynique ayant favorisé la prolifération de chefs de factions rivaux et prédateurs et, de l'autre un sens aigu de la solidarité entre habitants de mêmes lieux : solidarités verticales entre certains protecteurs historiquement investis d'un pouvoir et d'un devoir de dévouement envers leurs protégés mais, aussi et surtout, solidarités horizontales s'exprimant dans des assemblées traditionnelles, les *Djirgah*, les *Shura*, habilitées à définir des actions et des comportements conformes au bien commun.

La première des deux forces tend à désagréger la société en la réduisant à un champ clos où s'affrontent les groupes criminels (milices, réseaux de corruption, mafias de la drogue). La seconde vise à l'émergence d'un État de droit. Quand elle s'exerce pleinement, elle sanctionne le cynisme, l'arrivisme, l'immoralité par la seule réprobation. Dès lors qu'elle est indigente et submergée par les désordres, elle peut se résigner à l'exercice d'une violence légitime. Ainsi s'est développé le mouvement *taleb*, d'abord bien accueilli en 1995 en ce qu'il opposait un État de droit musulman au jeu de factions prédatrices et antagonistes, et cela, en recourant à une violence légale dissuasive. Sa mission a été trahie dès lors qu'il n'a pu ou voulu substituer le consensus et la réprobation à la contrainte et à la violence, mais s'est engagé résolument dans la surenchère puritaine et totalitaire sous des influences externes (mentors divers, bailleurs de fonds, fournisseurs d'armes) et internes (alliance objective du

nationalisme pashtoun et du rigorisme sunnite). Ainsi le défi à la tyrannie est-il devenu lui-même tyrannique. Le comble a été atteint lorsque s'est consacrée dans les faits la confusion entre la guerre interne et la guerre supranationale (destruction des bouddhas de Bamyán, attentats du 11 septembre).

L'expérience a donc montré à quel point la société est fragile face à ses démons, à quel point ses propres réactions salutaires peuvent être déviées par des interventions extérieures maladroites ou malintentionnées, à quel point également, des interventions extérieures lui sont nécessaires pour affermir sa capacité de survie et vaincre ses tendances à l'autodestruction. Dire qu'il faut se garder de toute tentative de *nation building* en Afghanistan mais s'en tenir à des actions purement militaires revient à se situer hors du réel.

Cela est d'autant plus vrai qu'en Afghanistan comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs, la santé de la société est liée à celle de l'économie. Quand les ressources sont trop précaires pour être raisonnablement gérées, il y a tendance à la cohue et à la prédation. Quand l'avenir des individus ou des familles semble incertain et devient sujet de défiance il y a corruption, tricheries diverses, refuge dans l'économie criminelle. La paix en Afghanistan est donc indissociable d'une construction sociale elle-même dépendante d'une relance économique.

Pour obtenir cette paix, consentir comme c'est le cas actuellement, un effort militaire 25 fois supérieur à celui consacré à l'aide économique revient à inverser les priorités. Une société dans laquelle la création de richesse périmerait la prédation serait une société en voie d'apaisement n'appelant des interventions militaires que limitées dans leur ampleur et dans leur coût. Affirmer que la sécurisation du pays est la condition de son développement revient à assigner aux forces de sécurité une mission impossible. D'ailleurs, on entend parfois tel ou tel responsable occidental, avouer que des actions civiles bien conduites contribuent à assurer la sécurité des troupes engagées sur le terrain.

Que dire de l'expédient trop commode ayant consisté à réarmer les milices si néfastes pour le pays en prétendant s'en faire des alliés contre les talibans !

Enfin, il est une réalité que certains analystes tendent à ignorer ou sous-estimer : l'Afghanistan est un pays de cols. Sa configuration et sa situation géographiques font de lui l'intersection de grands bassins fluviaux débouchant chacun sur une aire de civilisation et de développement économique potentiel : sous-continent indien, Iran, Asie centrale et même Chine. Négligés quand le pays avait été confiné au rôle d'État tampon, les cols afghans deviennent, de nos jours, d'une haute importance pour le pays et le mieux-être régional. Or, ces cols sont situés dans des zones déshéritées servant de refuges à des populations portées au ressentiment et attentives à tous les mots d'ordre de révolte. Ces cols peuvent donc être des lieux de passage pour un commerce prospère mais aussi pour des groupes opposés au pouvoir central et aux représentants de l'ordre international.

Oublier délibérément les zones montagneuses et pauvres pour concentrer l'effort économique et militaire sur un Afghanistan prétendument utile parce que fertile, productif, accessible, revient à ignorer la géographie physique et humaine du pays. On peut, bien sûr, tenter de dépeupler les montagnes afghanes, miner les cols et transformer en champs de ruines les villages d'éleveurs en altitude. Cela reviendrait à rendre plus implacables et plus communicatifs encore les ressentiments et où seraient les droits de l'homme que l'on prétend défendre ?

À la réflexion la tâche immense de rénovation et de consolidation de la société afghane a toute chance d'apparaître comme la manière la plus rapide et la moins onéreuse d'établir la paix dans ce pays infortuné et meurtri.

**Pierre Lafrance**  
**Ambassadeur de France**



# LE POIDS DE LA LONGUE DURÉE DANS LA CRISE AFGHANE

Le 7 octobre 2001 commençaient les premiers bombardements de l'aviation américaine sur l'Afghanistan. L'objectif était et reste double : pourchasser, arrêter et punir les dirigeants d'Al-Qaïda, responsable des attentats du 11 septembre 2001 ; chasser du pouvoir les talibans, coupables d'avoir abrité Al-Qaïda et d'imposer à l'Afghanistan une politique qui fermait les écoles, interdisait la musique et surtout – argument très mis en valeur par la presse américaine – ravalait les femmes au rang d'esclaves.

Apparemment, Al-Qaïda existe toujours, les talibans aussi, et les femmes afghanes – hors de Kaboul du moins – ne sont guère mieux traitées qu'en 2001. Le conflit dépasse maintenant très largement les frontières de l'Afghanistan. Le Pakistan, où la condition des femmes n'est guère meilleure que dans l'Afghanistan des talibans, connaît une véritable guerre civile. Les forces terrestres et navales de l'Otan sont apparemment insuffisantes, non seulement pour mener de front

les guerres de l'Irak et de l'Afghanistan, mais aussi pour intervenir si nécessaire au Pakistan, en Iran, en Corée du Nord et, plus humiliant encore, contre les pirates somaliens.

Que la coalition militaire la plus puissante au monde, appuyée par la neutralité au moins bienveillante de tous les pays d'Asie centrale et de la Russie et même du très anti-sunnite et donc anti-taliban Iran, alliée du gouvernement du Pakistan qu'elle subventionne très généreusement, et appuyée par l'opinion publique de tous les pays démocratiques, soit à ce point engluée dans ce petit pays après 8 ans de guerre, mérite au moins une explication.

Je ne suis pas compétent pour faire l'inventaire des erreurs militaires ni pour souligner les défaillances d'une aide économique dont les premiers bénéficiaires, sur le plan financier, sont ceux qui l'apportent et non ceux qui devraient la recevoir.

Mais on peut au moins s'interroger sur la multiplication d'erreurs psychologiques majeures, comme d'une part, le choix par les Britanniques de Maiwand comme premier camp militaire, Maiwand étant le lieu de la plus humiliante défaite britannique et donc, pour tous les Afghans, le symbole de leur indépendance et de leur valeur militaire.

D'autre part, la tenue à Strasbourg, il y a un mois, d'un sommet de l'Otan presque entièrement consacré à l'Afghanistan, sans la participation d'un seul Afghan. Allez après cela prétendre aux Afghans qu'ils sont gérés par un gouvernement indépendant.

Ce n'est pas que l'information ait fait défaut. Entre 1924, date d'ouverture du pays aux chercheurs étrangers, et 1978, date de la révolution communiste et du boycott international qui s'ensuivit, le pays fut largement ouvert aux chercheurs étrangers. Les Britanniques accumulent même les renseignements depuis 1815 (Mountstuart Elphinstone, *An Account of the Kingdom of Caubul*). Après 1978, l'Otan n'a pas manqué de militaires et d'agents de renseignement sur place. Certes, cette information n'était pas toujours de qualité, ne serait-ce que parce qu'elle était incomplète et rarement synthétique, que les ethnologues ou anthropologues ont parfois tendance à voir en rose leur sujet d'études, et que les émigrés prennent trop souvent leurs



désirs pour des réalités. On sait aussi que les politiques et militaires de tous pays préfèrent les informateurs qui sont du même avis qu'eux. Si l'art de la guerre consiste à prévoir le pire pour pouvoir y faire face, ils feraient peut-être mieux d'écouter davantage les Cassandre.

L'information purement scientifique est en partie caduque : elle est pour l'essentiel antérieure aux années 1970. L'explosion démographique, les mouvements de population, les camps de réfugiés, l'urbanisation galopante, l'apparition de nouvelles légitimités politiques nées de la guerre, l'accroissement des inégalités sociales avec aux deux extrémités de l'échelle non plus des paysans sans terre et de gros propriétaires, mais des paysans déracinés et des chefs enrichis par la corruption ou le trafic de drogue, tous ces phénomènes conjugués n'ont pu rester sans conséquences sur les structures sociales et économiques. Le grand nomadisme pashtoun, par exemple, semble avoir disparu. Dans un pays en guerre, il est impossible de mesurer ces conséquences de façon objective. On doit se contenter d'impressions et l'impression majeure est que les solidarités ethniques, donc les rivalités ethniques, se sont accentuées et que l'influence de l'islam le plus extrémiste est loin d'avoir diminué.

Mais il reste des constantes, et d'abord la nature du terrain. L'essentiel de l'Afghanistan est constitué de montagnes, maintenant presque complètement déboisées et râpées, et de déserts. Cet entrelacs de petites vallées, ces amas de rochers sont évidemment le meilleur terrain possible pour une guérilla tant que celle-ci ne regroupe pas ses forces. Les Pashtouns l'ont bien compris, qui en Afghanistan au moins semblent avoir renoncé à l'antique pratique des *lashkars*. Mais surtout la carte montre la dépendance alimentaire du pays. L'agriculture n'est possible que dans les oasis, parfois grandes comme celle de Balkh, et dans des vallées en général étroites. Certes, ce sont des terres riches lorsqu'elles sont irriguées, et les paysans d'Afghanistan, depuis l'âge du bronze, sont des experts en fait d'irrigation. Mais les précipitations sont irrégulières et des rendements relativement élevés ne signifient pas que la population puisse manger à sa faim si elle est trop importante. La production agricole de l'Afghanistan ne suffisait pas à nourrir le pays en 1975, même en année normale. Si l'enneigement était insuffisant, c'était la disette. Or à l'époque, la population de l'Afghanistan atteignait au plus 13 millions d'habitants. On parle aujourd'hui de 23 millions d'habitants. Ces chiffres sont sujets à cau-

tion, mais les cartes de Kaboul parlent d'elles-même : la ville occupe aujourd'hui presque tout le fond de la vallée ; les exploitations agricoles, qui en 1960 encore occupaient la plus grande part du terrain ont presque entièrement laissé place à des habitations qui escaladent même la montagne. Kaboul compterait aujourd'hui 2 ou 3 millions d'habitants. Elle en comptait 60 000 en 1830, dont une partie devait quitter la ville l'hiver, faute de nourriture et de bois de chauffage. La fermeture simultanée de la route de Peshawar, de la route de Kandahar et du col du Salang signifierait la disette. Mais surtout il faut payer toutes ces importations et je crains que les exportations de l'Afghanistan n'y suffisent jamais. La dépendance alimentaire structurelle de l'Afghanistan explique en partie les phénomènes auxquels nous assistons : l'émigration, jadis vers l'Inde et l'Iran, aujourd'hui vers l'Europe, le développement de cultures de rapport comme le pavot, et la multiplication d'activités illégales, mais qui assurent la survie d'une partie de la population (contrebande, brigandage, enlèvements, etc.).

La morphologie du pays implique presque nécessairement l'existence de populations parlant des langues très diverses. Ce phénomène n'est en rien spécifique à l'Afghanistan. On le constate au Caucase et dans les Alpes, par exemple. Les langues sont toujours portées par des populations. Les cartes montrent le refoulement de populations anciennes plus faibles vers les hautes vallées et les terres infertiles et l'expansion de populations plus récemment arrivées et militairement plus fortes, en l'occurrence les Pashtouns qui sont aussi en expansion au Pakistan.

Une vue simplifiée de la carte linguistique de l'Afghanistan montre un pays coupé en deux : une majorité de populations parlant un langage proche du persan au nord, à l'ouest et dans les villes (en fait, surtout à Kaboul) ; une majorité de populations parlant divers dialectes du pashto au sud. Les Occidentaux ont généralement cru, et la plupart le croient toujours, que le persan, langue de culture et que les Français apprennent facilement, était en expansion et que tous les Pashtouns finiraient par parler persan à l'instar des élites pashtouns de Kaboul. C'est une illusion. Le nationalisme linguistique pashto est très vivace. Le pashto est une langue en expansion : à 10 km de Kaboul, à Shevaki, on parle maintenant pashto, et je crains fort qu'une fois la paix revenue on ne constate que les vallées pashai et nouristani sont maintenant pashtophones.

Partager une même langue n'implique pas nécessairement le désir de constituer une unité politique autonome. Il n'y a pas de nationalisme persanophone, il n'y a pas ou il n'y avait pas de nationalisme nouristani. Mais parler une même langue implique une forme de communauté qui peut, si les circonstances s'y prêtent, accentuer sa différence avec les communautés voisines et éventuellement entrer en concurrence ou en rivalité avec elles. La guerre a produit ce phénomène, ou l'a révélé à de naïfs occidentaux. C'est ainsi qu'on a vu deux groupes linguistiques méprisés, les Hazaras et les Panjshiris, profiter du conflit pour relever la tête et récupérer une partie au moins de leur dignité. C'est ainsi qu'on a vu, à la surprise de tous, les très pacifiques Ouzbeks constituer une milice dont l'existence nous rappelle que les Ouzbeks, avant d'être des paysans, étaient des conquérants. Ces groupes ethniques, à la rigueur, disent appartenir à la République d'Afghanistan, mais ne se disent jamais – dans leur langue maternelle tout au moins – Afghans. Ils ont maintenant l'armement nécessaire pour tenir tête, un temps au moins, aux pashtophones, qui seuls, se disent en leur langue Afghans et dont beaucoup considèrent encore, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, que l'Afghanistan est leur par droit de conquête. Il n'est pas innocent que l'organe législatif majeur ait été, jusqu'il y a peu, la *loya jirgah*, expression pashto dont le persan *majlis* est loin d'être l'équivalent. Ce n'est pas un hasard non plus si les talibans, à ce que j'en sais, sont tous ou presque pashtouns.

Parler pashto implique l'appartenance, parfois par agrégation, à une communauté ethnique prétendant avoir un ancêtre unique, divisée en tribus et clans dont l'existence est connue de tous car tous savent à quel segment ils appartiennent par naissance, fière d'une organisation sociale relativement égalitaire régulée par un ensemble de dispositions spécifiques dit *pashtunwali* (actuellement concurrencé par la *charia*), capable d'assimiler rapidement des populations conquises ou soumises, fière d'un passé toujours chanté par les bardes et les poètes pashtouns et qui, sans parler de la légende de la tribu juive disparue, remonte à bon droit à la conquête musulmane de l'Inde par Mahmud de Ghazni et plus encore à la fondation de l'empire d'Afghanistan par Ahmad Shah Durrani en 1747.

L'empire d'Ahmad Shah Durrani, qui n'était pas un État au sens moderne, avait au moins une certaine unité linguistique : il s'étendait au sud jusqu'à la rive droite de l'Indus, et donc englobait tous les

territoires pashtophones ; à l'ouest jusqu'à Meshed et Nishapur et au nord jusqu'à la rive gauche de l'Amu-Darya. Sa cohérence politique était loin d'être grande, mais au moins le pays ne se composait pas que de montagnes plus ou moins stériles.

L'Afghanistan contemporain naît en 1880 avec l'émir d'Abdur Rahman Khan qui allait en accepter bon gré mal gré ses frontières actuelles. L'Afghanistan d'Ahmad Shah Durrani est alors amputé de la plupart de ses provinces iraniennes et de la plus grande partie des territoires pashtophones. Le tracé droit des frontières ouest, est caractéristique des frontières de l'époque coloniale. De fait les frontières ouest et nord de l'Afghanistan ont été tracées par des commissions de délimitation russo-britanniques entre 1870 et 1896 et l'on sait par les mémoires d'Abdur Rahman que ses revendications et protestations ne furent pas prises en compte. Quant à la frontière sud, c'est ce qu'on a appelé plus tard la fameuse ligne Durand, imposée à l'émir Yakub par les Britanniques en 1879 comme prix de son très bref retour au pouvoir, et reconnue en 1893 par Abdur Rahman. Théoriquement ce n'était pas une frontière, simplement une ligne de partage d'influences. Mais elle coupait l'émir d'Afghanistan de la majorité des territoires peuplés d'Afghans et allait devenir la frontière sud du pays. Les Afghans n'ont jamais pardonné à l'émir Abdur Rahman Khan d'avoir accepté le traité de Gandamak, mais même la guerre victorieuse de 1919 ne put effacer la ligne Durand.

Aucun gouvernement afghan n'a admis que c'était sa frontière méridionale, beaucoup ont promu l'idée d'un Pashtounistan qui unirait les tribus pashtouns et s'étendrait jusqu'à la rive droite de l'Indus, la frontière historique de l'empire abdali d'Ahmad Shah Durrani. Les Britanniques savaient d'ailleurs à l'occasion la tenir pour négligeable : c'est un *lashkar* de Mangals et de Waziris qui permit à Nadir Shah, avec la complicité des officiels britanniques sur place, de reprendre Kaboul en 1929 au Panjshiri Bacha-i Saqao. Les Occidentaux et les Pakistanais n'en tinrent guère compte non plus au moment de la guerre contre les Soviétiques. Quant à l'état-major pakistanais, si j'en crois mes amis indiens, il a toujours considéré l'Afghanistan comme lui donnant la profondeur stratégique nécessaire pour résister à une invasion indienne victorieuse au Panjab. Bref, seuls les diplomates font semblant de croire que cette frontière existe. Les talibans, Afghans ou non, et tous les Pashtouns refusent de la reconnaître. Mangals,

Mahsouds et Wazirs, Mohmands et Yousoufzaïs peuvent s'entretuer pour des vendettas ou la possession de terres, mais ils s'unissent pour dire qu'ils vivent tous sur la même terre afghane, interdite aux étrangers et surtout aux infidèles.

Les concessions faites aux Britanniques par l'émir Abdur Rahman, qui au début de son règne ne contrôlait guère que Kaboul et sa région, lui interdisaient d'exercer son autorité sur la majorité des tribus afghanes, établies à l'est de cette ligne, mais aussi de prétendre à nouveau restaurer un pouvoir afghan sur le Cachemire et l'Inde du nord, territoires de conquête depuis plus d'un millénaire pour les Afghans. L'émigration seule restait possible. La contrepartie était l'absolue indépendance de l'émir à l'intérieur de ces frontières, sans présence d'aucun officiel britannique non-musulman ni russe, la garantie pour l'essentiel de ses frontières nord contre toute avancée des troupes tsaristes, et le maintien de sa souveraineté sur Hérat.

Les Britanniques lui assuraient aussi le versement annuel de sommes importantes (1 200 000 roupies). Ceci lui permit de se présenter sous un jour qui n'était pas entièrement faux : comme un patriote afghan convaincu, qui, malgré les bons rapports qu'il entretenait avec la vice-royauté britannique des Indes, ne tolérait aucune interférence britannique dans les affaires de l'Afghanistan ; comme le seul prince indien ayant refusé la présence d'un *political agent* et de troupes anglo-indiennes sur son territoire ; comme un bon musulman garantissant que sa partie du *dar-ul islam* ne serait souillée par la présence d'aucun infidèle, exceptés de rares experts étrangers. Le *subsidy* britannique, considéré comme une espèce de tribut que les Britanniques lui versaient pour s'assurer la sécurité de leur frontières, et les armes que ceux-ci lui donnèrent ou vendirent lui permirent d'organiser et de payer une armée, d'abord utilisée contre son cousin Mohammad Ayub Khan, le héros de Maiwand, qui tenait Herat, puis contre les tribus afghanes et les populations non-pashtophones, en d'autres termes pour s'assurer le contrôle d'un pays divisé et dont de très larges portions contestaient son autorité.

La politique d'Abdur Rahman était de faire de la portion d'Afghanistan que les impérialismes russe et britannique lui avaient concédée un État moderne, capable de résister à toute agression extérieure grâce à une armée moderne, entièrement afghane ; avec

l'aide des tribus afghanes, qui en étaient maîtres par droit de conquête et au profit desquelles se firent la reprise en main du Hazarajat et du Turkestan ; et au nom d'un islam sunnite dont le clergé était payé par le pouvoir, et soumis à ses vues.

Cette unification du pays et sa modernisation progressive au nom du patriotisme afghan, d'un nationalisme ombrageux ne tolérant aucune présence militaire étrangère sur son sol, et d'un islam militant ont été pendant tout un siècle l'objectif sans cesse proclamé de la dynastie. Elles sont restées l'objectif de tous les successeurs d'Abdur Rahman. Les différences portaient surtout sur le rythme et la nature des réformes. La révolution de 1975, l'intervention massive des Soviétiques fin 1979, ont complètement changé la donne. Le nationalisme xénophobe afghan est toujours là, mais il est pris en charge par les tribus. L'islam est toujours là, de plus en plus là, mais il n'est plus soumis au pouvoir politique et se réfère désormais à des modèles extérieurs à l'Afghanistan, les modèles deobandis et wahhabites. Les élites modernisantes, formées avec tant de difficultés pendant un siècle, ont pour la plus grande partie pris le chemin de l'exil, laissant le champ libre aux éléments les plus réactionnaires de la société. Surtout, l'Afghanistan a été inondé d'armes modernes. Ceux qui veulent et voudront réunifier l'Afghanistan et imposer une paix civile devront, pour s'assurer un minimum de légitimité politique, se montrer aussi nationalistes que leurs ancêtres, c'est-à-dire n'accepter aucune troupe étrangère sur leur sol. Ils auront à faire face, ils ont à faire face, à un pays divisé dont les groupes antagonistes possèdent désormais des armes bien plus performantes et bien plus nombreuses que les fusils de la première guerre mondiale qui constituaient l'essentiel de l'armement des tribus afghanes en 1975, et dont Hazaras, Ouzbeks et Panjshiris étaient alors totalement dépourvus. Ils doivent et devront faire face à un islam renforcé, sans véritable adversaire dans le pays, un islam militant très conservateur, porté par un mouvement mondial, bien implanté des deux côtés d'une ligne Durand qui pour lui ne signifie rien. Ils devront compter avec ce qui se passe et se passera au Pakistan car le destin des deux pays est lié. Ils devront payer leurs troupes, car sans la force rien ne sera possible. Ils devront nourrir une population dont le nombre excède de loin les capacités agricoles et économiques du pays. Pour dire les choses crûment, si le Pakistan n'explose pas entièrement, il sera toujours possible d'évacuer l'Afghanistan en proclamant une victoire

– vraie ou fausse – sur Al-Qaïda et en le laissant aux mains de talibans dits modérés. Mais il faudra toujours nourrir ses habitants, ou leur permettre d’émigrer en masse et les accueillir dignement, ce que ni le Pakistan ni l’Iran ni l’Europe ne sont apparemment prêts à accepter.

Gérard Fussman  
Professeur au Collège de France





# LES CRISES POLITIQUES EN AFGHANISTAN 1979-2009

Le présent et l'histoire de l'Afghanistan sont remplis de crises dont certaines, comme la crise politique actuelle au lendemain du scrutin présidentiel du 20 août 2009, peuvent produire des conséquences internes et externes durables pour le pays<sup>1</sup>. Si on entend par crise, *phase grave dans l'évolution des choses*, incluant divers aspects de tensions et de conflits<sup>2</sup>, elle englobe bien toute son histoire, du moins depuis 1747, c'est-à-dire depuis que l'État afghan existe dans sa forme actuelle.

Durant les trente dernières années l'Afghanistan fut plongé dans de longues crises et conflits avec des conséquences désastreuses pour le pays et le peuple afghan. À la suite des événements de septembre 2001, l'Afghanistan revient avec force sur la scène internationale avec recherche de solutions à l'échelle mondiale dans la lutte contre le terrorisme.

---

1. Aussi bien la date choisie du 20 août que le déroulement du vote et les résultats obtenus font l'objet de graves dissensions et contestations à l'intérieur et à l'extérieur du pays toujours à la recherche de sa sécurité et de sa stabilité. Pour plus de précisions, voir par exemple la presse nationale en France, comme *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*, entre le 21 août et 25 septembre 2009.

2. Selon *Le Robert*.

L'Afghanistan est d'abord dans un environnement géopolitique singulier. Il est situé entre les pays d'Asie centrale, issus de l'ex-Union soviétique au nord, la Chine, au nord-est, l'Iran à l'ouest et le Pakistan à l'est et au sud. Il s'agit d'un voisinage qui n'est pas facile à gérer.

La population afghane, estimée entre 24 et 30 millions d'habitants, à défaut de recensement et de statistiques fiables, est pluri-ethnique, avec deux ethnies dominantes, les Pachtounes et les Tajiks (40 % pour chacune environ) et répartie dans des régions montagneuses et des plaines avec des brassages successifs opérés en vue d'assurer la cohésion sociale et l'emprise du pouvoir central, non complètement acquises. Cette diversité ne l'a pourtant pas empêché d'avoir un ferment de sentiment national qui se manifeste régulièrement à divers moments critiques de son histoire.

L'histoire de l'Afghanistan est marquée par les différentes invasions et conquêtes, passages des civilisations bouddhiques, grecques et musulmanes. Indépendant depuis 1747, le pays, dans ses frontières actuelles, a connu aussi trois guerres avec les Anglais, deux au XIX<sup>e</sup> et une au XX<sup>e</sup> siècles. En 1919, la dernière guerre avec les Anglais aboutit à la reconnaissance définitive de son indépendance par ces derniers sous le roi Amanullah dont la tentative de modernisation échoue en 1929. La même année, le roi Nader Chah débarque à Kaboul en provenance de Nice, avant d'être assassiné par un étudiant en 1933. Le roi Zaher Chah succède à son père en régnant durant 40 ans, avant son exil romain en 1973 et son retour au pays, *comme père de la Nation*, en avril 2002. Il y résidera jusqu'à sa mort en juillet 2007.

En 1973, l'Afghanistan vit politiquement sous une monarchie constitutionnelle et une démocratie parlementaire octroyée par la Constitution de 1964, et aborde économiquement son quatrième plan quinquennal de développement en profitant relativement bien de la compétition Est-Ouest, de l'aide soviétique et celle des États-Unis. L'Afghanistan entre timidement dans la modernité économique et sociale avec des progrès, mais aussi avec des difficultés et des problèmes qui sont ceux d'autres pays semblables, en développement à cette époque. L'arrivée forcée au pouvoir, le 17 juillet 1973, de Mohammed Daoud, cousin du roi, met fin brutalement à cet équilibre fragile interne et externe.

Le nouveau coup d'État du 27 avril 1978 change totalement la nature du régime politique afghan et bascule le pays dans des conflits et des guerres durables jusqu'à pratiquement nos jours.

Entre 1979 et 2001, l'Afghanistan ne connaît que guerres et échecs de solution. Depuis 2002, il retrouve une paix et une sécurité relatives, ainsi qu'un début de reconstruction économique et sociale, en dépit de tous les obstacles et difficultés non encore surmontées.

## I. LES GUERRES ET LES SOLUTIONS AVORTÉES

Entre 1979 et 2001, l'Afghanistan a connu trois guerres et trois échecs de solution.

### **Les trois guerres sont : guerre d'invasion, guerre civile et guerre des talibans**

La *guerre d'invasion* est le cheminement d'un long processus. Sous la première République, c'est d'abord des mouvements contestataires islamistes et certains dirigeants politiques et militaires qui sont accusés de tentatives de renversement du régime républicain de Daoud : certains hommes connus sont arrêtés, jugés sommairement et exécutés. Ensuite ce sont les communistes, dont certains sont des alliés du Président à l'origine, qui mènent la guerre souterraine contre celui-ci. Enfin, le Parti communiste clandestin, avec la participation des officiers afghans formés en Union soviétique, et l'aide directe ou indirecte des conseillers soviétiques, réussit son coup d'État sanglant le 27 avril 1978.

Cependant, le régime communiste est miné de l'intérieur par les querelles et conflits entre ses deux principales factions : *Khalk et Parcham* et entre ses dirigeants, lesquels n'hésitent pas à se battre à l'intérieur d'une même faction, ce qui aboutit à l'élimination de Taraki par Amin en septembre 1979. Ensuite, il est menacé par une résistance populaire non encore organisée en 1978, qui se dresse contre le totalitarisme et la tyrannie du régime qui pratique à outrance la fameuse règle, *tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous*. Menacé, Amin fait appel à l'intervention armée soviétique – en application de l'accord bilatéral

de coopération de 1978 – dont le premier acte sera l'assassinat du président Amin lui-même, remplacé par Babrak Karmal, arrivé à Kaboul le 28 décembre dans un fourgon de l'armée Rouge.

On sait que la décision d'intervenir en Afghanistan fut prise par le bureau politique du Parti communiste soviétique, contre l'avis des militaires. Très vite, les forces soviétiques passent de quelques milliers d'hommes à plusieurs dizaines de milliers accompagnés de moyens terrestres et aériens massifs, sans résultats décisifs sur le terrain, mais au prix de 50 000 morts ou blessés du côté soviétique, et de deux millions de morts et de blessés du côté afghan, fortement armé par les Américains à partir de 1983.

Les conséquences de la politique de répression du gouvernement communiste afghan et de l'intervention soviétique seront désastreuses pour les Afghans, mais aussi pour le régime soviétique : destructions, massacres, déplacement de populations à l'intérieur à l'extérieur ; l'économie, la société et le régime politique sont minés désormais en Union soviétique, en grande partie du fait de la guerre d'Afghanistan.

Après dix années d'invasion, le dernier soldat soviétique quitte le sol afghan, sur décision du président Gorbatchev, le 28 février 1989, le régime communiste afghan demeurant au pouvoir jusqu'à l'arrivée des mudjahiddins à Kaboul en avril 1992.

Mais très vite c'est le début de la deuxième guerre d'Afghanistan : une *guerre civile* alimentée aussi par l'extérieur. Avec l'arrivée de la résistance afghane – composée de sept mouvements et réunie en gouvernement provisoire en exil au Pakistan en 1989 – à Kaboul le 28 avril 1992, c'est l'espoir de paix et de sécurité qui l'accompagne, en même temps que la communauté internationale montre sa disponibilité pour la reconstruction de l'Afghanistan et le retour des réfugiés au pays, même si n'est pas le plan de paix des Nations Unies, après celui proposé par les Soviétiques, qui est appliqué.

Mais moins de deux mois après la constitution du gouvernement de mudjahiddins, la guerre civile remplace la guerre d'invasion soviétique, et les interventions étrangères dans les affaires afghanes se poursuivent par groupes et mouvements afghans interposés. Cette nouvelle guerre qui oppose les gouvernements successifs à des

groupements d'opposition a aussi ses immenses pertes humaines et ses destructions, lesquelles frappaient désormais l'intérieur des villes, comme la belle ville de Kaboul.

Ceux qui étaient unis dans la guerre de résistance contre l'occupant soviétique, sont divisés cruellement entre eux dans des querelles intestines loin de défendre l'intérêt national. Les mouvements issus de la résistance sont concernés ; moins de deux mois avant la fin du mandat du président Mudjadidi et tout le long de la présidence Rabani, la guerre, les conflits, les retournements d'alliances font rage. Le commandant Massoud se retire du ministère de la défense, Hekmatyar devient Premier ministre tout en continuant ses bombardements sur Kaboul.

Les interventions étrangères et des soutiens extérieurs, politiques et militaires, continuent d'alimenter les conflits et les combats. Et c'est dans ce contexte, sans résultat pour son emprise réelle sur l'Afghanistan que le Pakistan lâche Hekmatyar au profit d'un mouvement créé de toutes pièces, celui des talibans qui prennent Kandahar en 1994 et Kaboul en 1996.

C'est le début de la troisième guerre, la *guerre des talibans* jusqu'au 13 novembre 2001<sup>3</sup>. Les localités et villes, telles Kandahar en 1994 et Kaboul en septembre 1996 tombent dans leurs mains facilement, compte tenu de la puissance de l'armée pakistanaise mise à leur disposition, et de l'accueil favorable des populations ne connaissant encore ni la politique destructrice des talibans, ni la stratégie en profondeur et les visées du Pakistan.<sup>4</sup>

Progressivement, les talibans contrôlent, 50, 60 et 80 % du territoire, ayant désormais l'effectivité de leur côté, même si dans le nord Mazar -e Sharif tombe en 1997 difficilement – au prix de massacre de la population civile par milliers – et que la résistance du gouvernement légal et en particulier celle des forces dirigées par le commandant Massoud, continuent jusqu'à leur victoire finale, au sein du Front uni, avec la prise de Kaboul le 13 novembre 2001.

---

3. Il suffit de lire l'ouvrage d'Ahmad Rachid, journaliste pakistanaise, *L'ombre des talibans*, pour connaître et comprendre comment les services secrets et le gouvernement pakistanaise de l'époque, dirigé par Bénazir Butto ont conduit à la victoire préfabriquée des talibans, entre 1994 et 1996, profitant aussi du mécontentement grandissant des diverses couches de la population afghane à l'égard des mouvements de mujahiddins en guerre les uns contre les autres.

4. Leur premier acte à Kaboul fut la pendaison du président déchu Nagibullah, pourtant réfugié et protégé dans les locaux des Nations Unies à Kaboul.

**C'est la fin des trois guerres, mais aussi celle de toutes les politiques et solutions avortées jusqu'à la conférence de Bonn de novembre-décembre 2001 : échec des communistes afghans et des Soviétiques, échec des Nations Unies ; échec des mudjahiddins et des talibans**

Lorsque le roi fait de Daoud en 1953 son premier ministre, la nouvelle est bien accueillie par la jeunesse contestataire de Kaboul – telles les *Wish Zalmyan* – qui ont souffert des gouvernements précédents dirigés successivement par deux oncles du monarque.

Autoritaire, le prince Daoud se lance résolument dans la voie de la modernisation économique et sociale dans le cadre notamment des plans quinquennaux de développement. Déçu par le refus américain d'aide, il s'appuie désormais sur la coopération soviétique qui petit à petit touche tous les domaines, y compris celui de l'enseignement supérieur, de la formation et des forces armées. Il accentue largement les conflits frontaliers avec le Pakistan, et, en désaccord avec le souverain, il démissionne en 1963.

Ecarté du pouvoir politique par la Constitution de 1964 qui exclut les membres de la famille royale de la vie politique, Daoud choisit l'autre voie pour prendre le pouvoir avec l'aide des officiers dont certains sont formés en Union soviétique, et la bienveillance de certains membres du Parti communiste clandestin profitant des failles démocratiques du régime qui ne tolère pratiquement pas la formation légale des partis politiques pourtant prévue par la Constitution.

La démocratie octroyée de 1964 a échoué non seulement en raison de la crise rampante de la société afghane, et notamment de la jeunesse, mais aussi parce qu'elle ne s'est pas dotée des moyens politiques et juridiques lui permettant de résister contre les forces obscures de tout bord qui la menaçaient continuellement. Faute d'avoir des partis politiques légalement organisés, deux mouvements souterrains antagonistes se sont développés jusqu'à la victoire de l'un deux avec le coup d'État de Daoud.

La République de Daoud a un fonctionnement anachronique sur le plan interne et externe : il veut se débarrasser, sans succès, à la fois de la tutelle des officiers communistes et de leur protecteur soviétique

en se tournant vers d'autres forces politiques, dans le cadre de sa nouvelle constitution de 1977, et en s'appuyant sur l'aide financière occidentale, arabe et iranienne.

Le régime du président Daoud, qui se présentait comme la seule alternative « révolutionnaire » valable à la « pseudo-démocratie » du roi Zaher Chah, ne sera en réalité qu'une étape de transition bien calculée du Parti communiste clandestin en vue de la prise du pouvoir obtenue en avril 1978.

- Dans une première phase, avec l'échec du pouvoir communiste et des Soviétiques, le pouvoir communiste afghan a tablé sur la terreur et une répression féroce contre les opposants et résistants, cherchant en même temps l'appui des paysans avec l'annonce de la réforme agraire, jamais mise en oeuvre réellement. Le soutien du prolétariat n'existait pas, pas plus que celui des membres ou sympathisants, pas très nombreux et de surcroît détestés par le reste de la population les considérant comme traîtres à la patrie et comme briseurs des fondements nationaux, sociaux et religieux de la société afghane.

En réalité, le régime communiste, loin d'avancer dans la lutte des classes, était confronté à des crises internes qui le mineront à terme : divisions et conflits entre les deux factions *Parcham* et *Khalk*, et rivalités et affrontements à l'intérieur de chaque faction. Aucune conciliation et aucun compromis, même par l'intermédiaire du *Grand Frère* ne seront possibles : Amin élimine Taraki avant d'être éliminé à son tour par l'armée Rouge qu'il avait appelé au secours (entre septembre et décembre 1979).

Babrak Karmal s'efforcera d'associer tactiquement des non-communistes à l'exercice du pouvoir, mais sans résultat non seulement en raison de la nature du régime, mais également à cause des ravages de l'invasion soviétique dans tout le pays, lequel résiste avec plus de moyens grâce, à partir de 1983, à l'aide massive américaine et à la résistance par l'entremise du Pakistan.

Nagibullah qui remplace en 1986 Karmal à la tête de l'État, veut élargir les bases du régime avec son *Front national* ouvert à toutes les couches de la population, et une nouvelle constitution qui prend

la place de la constitution de 1980. La dernière phase est celle de l'effondrement du régime qui est à l'agonie dès l'annonce de la décision du retrait militaire soviétique en 1989.

Il s'agit aussi de l'échec non seulement militaire, mais aussi politique, soviétique. Les difficultés sur le terrain, les faiblesses et l'incapacité du régime de Kaboul, les succès de la résistance soutenue désormais fortement sur le plan international, obligent aussi d'autres alternatives tout en voulant sauvegarder leurs intérêts vitaux et, si possible, leur protégé Nagibullah.

C'est dans ce cadre que se situent les contacts tous azimuts pris avec des Américains, avec d'anciens dirigeants afghans tels l'ancien roi en exil, et le nouveau plan de paix de Moscou présenté en février 1990 : cessez-le-feu immédiat ; l'arrêt simultané des livraisons d'armes ; conférence internationale sous l'égide des Nations Unies suivie par des élections générales ; démilitarisation totale de l'Afghanistan. Certains de ces points ressemblent aussi au plan de paix des Nations Unies.

Les Nations Unies échouent à leur tour. Forte de la conclusion des accords de Genève du 14 avril 1988 entre l'Afghanistan et le Pakistan, parrainés par les États-Unis et l'URSS. L'Onu préconise la fin des livraisons d'armes aux belligérants afghans et une transition politique pacifique à Kaboul.

Le secrétaire général Pérez de Cuéllar propose en avril 1991 un plan de paix dont les trois points essentiels sont : formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale ; application d'un cessez-le-feu immédiat ; élections générales.

Ces plans et propositions ne sont pas acceptés par l'alliance des sept mouvements de la résistance afghane et le gouvernement intérimaire constitué au Pakistan en février 1989 : forts de leur succès sur le terrain où les villes et les localités tombent dans leurs mains les unes après les autres, ils ne peuvent faire confiance ni aux autorités affaiblies de Kaboul, ni aux manœuvres soviétiques ; ils ne sont pas satisfaits des Nations Unies qui ne les ont jamais officiellement reconnus, et qui les ont écartés des négociations et des accords de Genève.



- Mais unis face à la menace extérieure, les résistants afghans seront aussi divisés, avant et après la prise du pouvoir à Kaboul en avril 1992. C'est le début de la *guerre civile* d'abord et *celle des talibans* ensuite.

L'unité sera souvent de façade, les accords et alliances conclus continuellement violés. On verra même un premier ministre défier et combattre son président. Ces divisions et trahisons seront aussi largement alimentées de l'extérieur. D'autres pays se battent entre eux par combattants afghans interposés. Dès le mois d'août 1992, des affrontements opposent à Kaboul, la coalition gouvernementale à celle de Hekmatyar.

La démission en mars 1993 du commandant Massoud , ministre de la défense, afin de permettre à Hekmatyar de devenir premier ministre, ne mettra pas fin au conflit, pas plus que les efforts du nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies Mahmoud Mestri arrivant à Kaboul en mars 1995.

Mais les talibans sont déjà là : après la prise de Kandahar en 1994, ils arrivent, avec l'appui de l'armée pakistanaise, à Kaboul en septembre 1996, avec un objectif affiché, celui de rétablir la paix et la sécurité dans le pays. On connaît la suite : exécution de Nagibullah réfugié dans les locaux de l'Onu à Kaboul ; proclamation de l'Émirat islamique d'Afghanistan reconnu seulement par trois pays ; association avec Al-Qaïda et Ben Laden.

Le gouvernement des talibans renfermé sur lui-même et soutenu jusqu'au bout par le Pakistan, ne fera aucun effort d'ouverture interne, excepté des contacts informels ou début de négociations, à l'extérieur, tous interrompus avec les événements de septembre 2001.

## II. LA SÉCURITÉ ET LA STABILITÉ RELATIVES ET LA RECONSTRUCTION INACHEVÉE

Les trois premiers trimestres 2001 sont tristes et terribles pour l'Afghanistan : les deux Bouddhas géants de Bamyân qui regardent l'Afghanistan central depuis plus de 1500 ans sont détruits en février ; le régime des talibans gagne du terrain par la terreur et la guerre, noue des contacts à l'extérieur sur les plans économiques et politiques ; en même temps on sait que les attentats terroristes au Kenya, en Tanzanie et au Yémen sont bel et bien perpétrés par Al-Qaïda de Ben Laden qui dispose d'utiles bases arrières en Afghanistan ; les appels sans succès du commandant Massoud à Paris, à Strasbourg et à Bruxelles en avril sont des cris d'alarme ultimes lancés à la communauté internationale en vue de sauver non seulement son pays, mais aussi le reste du monde du danger terroriste ; il est assassiné le 9 septembre et les événements terribles de New York et de Washington se produisent le 11.

À partir du 12 septembre, une série d'actions couvertes par les Nations Unies sont menées dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et pour instaurer la paix et la sécurité en Afghanistan. Alors que les Américains commencent leurs bombardements sur l'Afghanistan le 8 octobre 2001, opérations qui permettent aux forces du gouvernement légal afghan d'entrer à Kaboul le 13 novembre. Le lendemain, le Conseil de sécurité ouvre la voie d'une solution politique inter-Afghans dans le cadre d'une conférence sous l'égide de l'Onu, en présence du nouveau représentant spécial du Secrétaire général. L. Brahimi, le 6 décembre le Conseil entérine l'accord de Bonn signé la veille, et approuve, le 20 décembre, la mise en place de l'Isaf (Force d'assistance à la sécurité en Afghanistan) et le 28 mars 2002, adopte la résolution portant création de la Manua (Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan).

L'accord de Bonn devait organiser une période de transition de deux ans avant que l'Afghanistan ne retrouve une situation à peu près normale sur les plans de la paix, de la sécurité et de la stabilité politique et un début de reconstruction économique et sociale. En 2009, on constate que l'on est loin du compte en dépit des efforts et des progrès accomplis.

L'accord de Bonn du 5 décembre 2001, négocié dans l'urgence du moment sous l'égide des Nations Unies, est bel et bien le résultat d'un compromis précaire entre les représentants de quatre groupes afghans choisis en toute hâte. On connaît bien les divergences et rivalités, alimentées par les guerres et les interventions extérieures, entre groupes et mouvements divers en Afghanistan où tout paraît bon – langues, ethnies, religions, régions – pour maintenir et nourrir les conflits. Il fallait donc rechercher des solutions de compromis entre ces groupes et mouvements, et en particulier, si possible, entre les plus importants et influents d'entre eux.

Après avoir surmonté certaines difficultés – concernant le lieu de la conférence, en Afghanistan ou à l'étranger, dans un pays voisin ou dans un pays européen, la participation des parties afghanes, la situation et la position du gouvernement légal qui est désormais à Kaboul – la conférence s'est ouverte le 26 novembre et s'est achevée le 5 décembre 2001 à Bonn, à l'invitation et avec le soutien du gouvernement fédéral allemand. Sous la présidence de l'Ambassadeur L. Brahimi et conformément à la résolution du 14 novembre 2001 du Conseil de sécurité, quatre parties afghanes y étaient représentées : le Front uni incluant le gouvernement légal et les partisans du commandant Massoud, dirigé par Younos Kanouni (actuel président de la Chambre des députés) ; le groupe de Rome constitué sous l'égide de l'ancien roi, dirigé par Satar Syrat (écarté par la suite de toute action politique en Afghanistan) ; le groupe Chypre constitué par les partisans de Gulboddin Hekmatyar (toujours accusé d'actions terroristes et sous mandat d'arrêt international), dirigé par son gendre, M. Jarir ; le groupe de Peshawar de M. Guélani, et représenté par l'un de ses fils, à la conférence .

L'accord de Bonn signé le 5 décembre 2001, en présence du Chancelier allemand, sera entériné le lendemain par le Conseil de sécurité, lequel demande :

*« À tous les groupes afghans d'appliquer pleinement cet accord, en particulier en apportant une coopération pleine et entière à l'autorité intérimaire qui doit entrer en fonction le 22 décembre.*

*À tous les donateurs bilatéraux et multilatéraux, agissant en coordination avec le représentant spécial du Secrétaire général, les organismes des Nations Unies et*

*tous les groupes afghans, de réaffirmer, renforcer et concrétiser leur engagement à la réhabilitation, au renforcement et à la reconstruction de l'Afghanistan, en coordination avec l'autorité intérimaire et aussi longtemps que les groupes afghans honoreront leurs engagements ».*

Le préambule de l'accord de Bonn réaffirme « l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et reconnaît le droit du peuple afghan à déterminer librement son propre avenir politique conformément aux principes de l'Islam, de la démocratie, du pluralisme et de la justice sociale ». On remarque ici la double référence à l'islam et à la démocratie, obtenue non sans difficulté – comme celle, plus loin, aux accords et normes internationaux – garantissant aux Afghans le respect de leurs droits individuels et collectifs bafoués gravement par le passé. Les participants à l'accord rendent également hommage aux mudjahidins « qui, au long des années, ont défendu l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale du pays et ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre le terrorisme et l'oppression, et dont le sacrifice a fait d'eux tout à la fois des héros du jihad et des champions de la paix, de la stabilité et de la reconstruction de leur patrie... ». Enfin, ils expriment leur gratitude au président en exercice, B. Rabani, qui accepté le transfert de pouvoir, sans oublier l'ancien roi Zaher qui aura un rôle symbolique à jouer dans son pays, tel l'ouverture de la *Loya Jirga* d'urgence en juin 2002.

Le dispositif de l'accord contient des stipulations de fond et de procédure régissant la vie institutionnelle et politique en Afghanistan pendant la période de transition prévue de deux ans : l'administration intérimaire comprenant un président, cinq vice-présidents et vingt-quatre autres membres, la Commission spéciale préparatoire de la *Loya Jirga* d'urgence, réunie en juin 2002 et mettant en place le gouvernement de transition sous la présidence, comme celle de l'administration intérimaire, de Hamed Karzaï durant les dix-huit mois restants, celui-ci étant notamment chargé de préparer, par l'entremise des organes indépendants, le projet de constitution, lequel sera soumis à la *Loya Jirga* constituante en octobre 2003. Pendant cette période de transition, le pouvoir judiciaire est exercé par une Cour suprême et les autres tribunaux, en même temps qu'une Commission spéciale, présidée par une femme, qui veillera au respect des droits de l'homme<sup>5</sup>.

5. La Constitution de 1964 – à l'exception de ses dispositions sur la monarchie – et les autres lois et règlements afghans retrouvent leur application, sous réserve de leur compatibilité avec les engagements internationaux de l'Afghanistan et les résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies.

Depuis lors l'Afghanistan et la communauté internationale présente front face, non sans difficultés, à un triple défi : paix et sécurité, stabilité politique et institutionnelle, reconstruction économique et sociale

- Aujourd'hui, *en matière de paix et de sécurité*, on assiste à une dégradation considérable de la situation sécuritaire en Afghanistan ; des dizaines d'attentats en 2009 avec 1 600 morts afghans et étrangers. Le rétablissement de la paix et de la sécurité en Afghanistan constitue le problème primordial, pour les 100 000 militaires de l'Otan et de la coalition antiterroriste, présents en Afghanistan. Il y a aussi depuis 2001 des efforts continus d'adaptation à la situation, mais sans impact décisif, y compris dans les zones du sud et de l'est où les forces internationales et afghanes sont massivement présentes.

Cantonnée d'abord dans Kaboul et ses environs, les forces de l'Otan sont actuellement présentes dans plusieurs provinces au sud, à l'est, à l'ouest et au nord. Elles prennent part également à des opérations PRT (équipe de reconstruction provinciale) destinées à se rapprocher davantage des populations en leur apportant aide et contribution à des opérations de reconstruction dans des secteurs divers.

L'Isaf mène aussi dans tout le pays des opérations DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion), destinées à débarrasser les populations de la présence d'anciens mudjahidins armés. Le désarmement et la démobilisation des commandants et de leurs troupes armées se poursuivent, conformément à l'accord de Bonn, tant bien que mal selon les régions et les conditions locales. Et pourtant, certains chefs de guerre locaux restent puissants et mènent souvent leurs propres jeux au détriment du pouvoir central toujours très faible.

De même, depuis 2002, la France et les États-Unis ont en charge la formation de l'armée afghane disloquée à tort en avril 1992, après la chute du régime communiste à Kaboul. Il en va de même pour les forces de police reconstituées et formées avec la coopération allemande et japonaise. Cette coopération se poursuit aujourd'hui et a permis la formation de 45 000 militaires et de 30 000 policiers, largement insuffisants pour assurer l'ordre et la sécurité, ou protéger les frontières restées toujours fluides au profit de pays voisins.

Pour ce qui est de la présence militaire française, avec un peu plus de 3 000 soldats, elle se renforce depuis l'accession de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, dans le nord-est et le sud avec le déplacement de quelques avions de combat supplémentaires.<sup>6</sup>

Depuis décembre 2001, la présence des forces internationales permet à l'Afghanistan de connaître une paix et une sécurité relatives. Mais depuis deux ans, la situation sécuritaire se dégrade de façon significative à l'est, au sud et dans le nord, avec notamment le développement des attentats suicides, inconnus jusqu'alors en Afghanistan, et avec l'augmentation de dommages collatéraux touchant les populations civiles. Cette situation crée un sentiment de malaise dans les rapports avec les autorités afghanes impuissantes, et aussi d'hostilité croissante des populations civiles à l'égard des forces étrangères. En revanche, elle renforce bien les forces hostiles à l'extérieur et les insurgés à l'intérieur du pays.

On connaît les débats nationaux et des oppositions manifestées dans certains pays d'origine – tels le Canada, les Pays-Bas – concernant le maintien de leurs soldats en Afghanistan. Il existe également des difficultés d'harmonisation et de coordination d'une part entre le commandement international et les autorités nationales afghanes et, d'autre part, entre les forces étrangères elles-mêmes. Enfin, des divergences de vue et de conduite à tenir vis-à-vis du gouvernement afghan ou des pouvoirs locaux sur place, ou encore à l'égard des oppositions armées qui les combattent, apparaissent de plus en plus clairement entre certains pays intervenants (entre les États-Unis et le Royaume-Uni par exemple).

Des appréciations et pressions des grandes puissances et de la communauté internationale dépendent aussi les relations entre l'Afghanistan et les pays voisins, au sud-est, comme à l'ouest et au nord. L'évolution de la situation au Pakistan en 2007 entraîne des conséquences immédiates sur celle de l'Afghanistan. Autant les relations avec l'Inde sont bonnes et soutenues, autant les rapports entre l'Afghanistan et le Pakistan sont difficiles et tumultueux. Dans leur lutte pour l'indépendance, les nationalistes du sous-continent indien trouvaient leur centre d'appui et leur base arrière en Afghanistan. Après l'indépendance, les relations entre l'Afghanistan

---

6. Depuis 2002, la France a perdu 35 de ses militaires présents en Afghanistan.

et l'Inde se sont développées très favorablement (sauf sous le régime des talibans), alors que parallèlement les relations avec le Pakistan étaient souvent tendues pour différentes raisons comme le contentieux territorial et de frontières ou encore l'appui apporté par les gouvernements pakistanais successifs à des groupements et mouvements extrémistes agissant en Afghanistan. Aujourd'hui, les deux pays et surtout le Pakistan, peuvent mesurer les risques énormes de la contagion terroriste extrémiste au Pakistan, touché à son tour depuis trois ans par l'instabilité et de multiples actions terroristes. Dans ce contexte les deux pays n'ont d'autre choix que de coopérer en tenant compte de leurs intérêts mutuels.

À l'ouest, l'Iran digère mal la présence de troupes étrangères et notamment américaines sur le sol afghan, mais sans qu'il soit en mesure de faire rompre le processus d'intervention engagé en Afghanistan. Il entend donc, pour le moment peser politiquement et économiquement dans ce processus, et se tenant prêt pour la défense des intérêts de la minorité chiite dans le pays. Il faut reconnaître aussi que la présence encore de plusieurs millions de réfugiés et immigrés afghans au Pakistan et en Iran pèse lourd socialement et économiquement, alors que l'Afghanistan n'a toujours pas la capacité de les absorber.

Enfin au nord-est et au nord, la Chine, les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale et plus loin la Fédération de Russie, suivent attentivement la situation en Afghanistan tout en s'efforçant de montrer directement ou indirectement – dans le cadre du *Forum Shanghai* et l'*Eco* notamment – leur soutien à la stabilisation de l'Afghanistan et à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux dans la région. La résurrection de la Russie et leur rivalité avec les États-Unis dans la région, de même que l'évolution de la situation internationale de l'Iran, ne sont pas non plus sans conséquences pour l'Afghanistan.

Il est certain que la solution du drame afghan qui dure depuis très longtemps, au mépris et au détriment des populations, n'est pas seulement militaire, mais également et surtout politique. On s'attend à ce que la deuxième révision en six mois de la nouvelle stratégie pour l'Afghanistan du Président Obama tienne compte davantage de ce volet, parallèlement au renforcement inévitable des moyens militaires.

- Sur le *plan politique et institutionnel*, l'Afghanistan est aussi à la recherche de sa stabilité depuis la conclusion de l'accord de Bonn. Ainsi, l'administration intérimaire d'Afghanistan fut légitimée en juin 2002 par la *Loya Jirga* – assemblée entièrement élue, pour la première fois dans l'histoire de cette assemblée – de plus de 1 000 membres qui la transforme en gouvernement de transition pour la période restante. L'adoption de la nouvelle constitution le 7 janvier 2004 par la seconde *Loya Jirga* a ouvert une autre étape dans la poursuite du processus démocratique en Afghanistan.

La nouvelle constitution dont l'élaboration a fait l'objet d'un large débat dans tout le pays, instaure un régime républicain et est fondée sur le respect des principes fondamentaux de l'islam, mais aussi sur la démocratie directe et indirecte, l'État de droit, le multipartisme, la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales – droits civils et politiques, droits économiques, sociaux et culturels – conformément à la Charte des Nations Unies et autres instruments internationaux auxquels adhère l'Afghanistan.

Le président de la République est élu au suffrage universel direct : Hamed Karzaï a été élu le 9 octobre 2004 par un peu plus de 54 % des voix parmi les 18 candidats en présence, avec une participation électorale dans des conditions matérielles difficiles de plus de 70 % des inscrits dont plus de 40 % de femmes ; ce qui ne s'était jamais produit en Afghanistan.

Le Parlement bicaméral fut mis en place à l'issue des élections de septembre 2005 avec 249 députés et sénateurs dont 69 femmes. La Cour suprême, instituée également en même temps, se porte garante du respect de la constitution et des lois, ainsi que de l'équilibre des pouvoirs. Les droits et devoirs individuels et collectifs sont garantis de la même façon que sans la Constitution de 1964 et repris par l'accord de Bonn. Les Afghans sont libres de se constituer en mouvements ou en partis politiques, en syndicats ou associations, à condition de respecter la Constitution et les lois en vigueur. Il est à souligner que la Constitution afghane fait référence expressément au devoir de l'État pour lutter contre le terrorisme et contre la culture et le trafic de drogue.

La Constitution autorise bien évidemment la création des partis politiques, et une loi organique adoptée récemment en précise les



conditions et modalités. Dans la pratique, de très nombreux statuts de partis politiques ont été officiellement déposés ; mais en réalité, deux forces politiques opposées sont face à face et en gestation : le *Front national uni d'Afghanistan*, regroupant plusieurs anciens partis et mouvements ; le projet de création d'un *parti républicain* par les partisans du président Karzaï.

La Constitution actuelle, comme tout texte constitutionnel, n'est pas sans défauts, faisant l'amalgame des régimes présidentiel et parlementaire et mettant face à face l'exécutif et le législatif dans une confrontation permanente sans fin. La conséquence est que dans la pratique chaque pouvoir entend agir à la place de l'autre avec des interprétations souvent erronées de la constitution : tel est le cas de la question de confiance ou de défiance à l'égard des membres du gouvernement, tirillés entre un président de la République qui veut les conserver et une chambre basse du parlement qui les rejette<sup>7</sup>. Les conflits d'intérêts entre ces deux pouvoirs, auxquels se mêlent aussi, à tort ou à raison, la Cour suprême, sont souvent inédits, surprenants et source de paralysie dans le fonctionnement des institutions.

Il faut bien reconnaître que la préparation et le déroulement de l'élection présidentielle du 20 août 2009 n'est pas très satisfaisante pour les Afghans et la communauté internationale qui l'a soutenue.

L'administration centrale et locale fonctionne très mal et de façon archaïque. Elle ne correspond plus à la réalité du pays et les cadres compétents y manquent cruellement, comme dans les institutions judiciaires touchées, elles aussi, par la corruption généralisée. Toutes les tentatives de réforme n'ont pas encore produit les effets escomptés, en dépit des centaines de millions de dollars de l'aide internationale absorbés à cette fin.

On est encore loin en Afghanistan du respect minimum des droits de l'homme et de l'État de droit dont les violations sont dénoncées quotidiennement par un organe constitutionnel, la commission indépendante des droits de l'homme. La presse écrite et les médias audiovisuels sont certes libres ; mais certains moyens

---

7. C'est le cas par exemple depuis plusieurs mois, de Dadfar Spanta, ministre des affaires étrangères, déchu par la Chambre des députés, mais qui continue à exercer ses fonctions avec l'apparent appui du président Karzaï qui avait saisi la Cour suprême, laquelle s'était prononcée contre la décision de la Chambre des députés.

de communication de masse fonctionnent de façon anarchique, désordonnée et sans borne. Bref, aujourd'hui en Afghanistan, la démocratie apparaît comme une coquille vide, avec un parlement qui ne trouve pas sa place et son rôle<sup>8</sup>, un gouvernement qui ne gouverne rien, une administration et une justice totalement ou partiellement paralysées. Il n'est pas rare de constater de part et d'autre le fossé qui sépare la lettre et l'esprit des lois en vigueur d'une part et leur application dans les faits d'autre part, dans tous les domaines y compris en matière économique et sociale.

- La *reconstruction économique et sociale* constitue encore, huit ans après la conférence de Bonn, le problème majeur pour les autorités nationales et la communauté internationale présente. En novembre 2001, nous retrouvons un pays complètement dévasté et détruit et une population meurtrie et en désarroi : il n'y avait plus de tissu agricole, industriel ou de service, ni de secteur d'éducation, de formation et de santé. Les villes étaient détruites après les campagnes ; les forêts sont dévastées, les installations industrielles, comme beaucoup de vestiges et objets de musées, pillées et exportées vers l'étranger; les différentes couches de la population, tuées, emprisonnées, terrorisées, privées de leurs droits élémentaires, déplacées, réfugiées à l'intérieur et à l'extérieur du territoire afghan.

Deux économies parallèles fonctionnent encore en Afghanistan : l'économie visible reposant sur quelques secteurs de production et des recettes fiscales et douanières très limitées, ainsi que sur l'aide financière internationale ; et l'économie informelle non officiellement comptabilisée, de plusieurs milliards de dollars provenant de la production et du trafic de drogues et des armes (l'Afghanistan en fournissant en 2009, 80 % de la production mondiale).

Les efforts financiers consentis aux conférences de Berlin en décembre 2001, de Tokyo en janvier et de Bruxelles en mars 2002, ainsi qu'à la conférence de Berlin en avril 2004, et à celle de Londres en janvier février 2006, celle de Paris en juin 2008, sont relativement importants :

---

8. Le dernier épisode des rapports tendus entre le parlement et le gouvernement s'est illustré le 26 novembre 2007, lorsque le président de la Chambre des députés, Y. Kanooni, a décidé, avec la moitié des députés présents, de n'y plus siéger afin de protester contre les mépris répétés du gouvernement à l'égard des interpellations et remontrances adressées par le parlement au gouvernement. Il devait, avec ses collègues, regagner leurs sièges trois jours plus tard au parlement après un entretien fructueux avec le Président Karzaï.

plus de 20 milliards de dollars pour une nouvelle période de cinq ans à partir de 2009, répartis principalement entre les États-Unis et l'Union européenne et incluant les contributions multilatérales et bilatérales, et tous les secteurs concernés.

Les dépenses engagées concernent tous les domaines et secteurs : sécurité, armée et police, infrastructure routière et aéroports, agriculture et élevage, industrie légère et de transformation, production, commerce et transit, tous les secteurs sociaux, éducatifs, culturels<sup>9</sup>, y compris ceux de la santé, de la formation et de l'enseignement scolaire et supérieur<sup>10</sup>.

Beaucoup de projets dans ces différents domaines et secteurs sont réalisés ou sont en voie de l'être. Si la stabilité monétaire en Afghanistan est un succès, et qu'il y a une légère augmentation des niveaux de vie et une inflation faible, la répartition des revenus reste très inégale entre une minorité trop riche et la quasi-totalité de la population très pauvre. À l'exception de la drogue<sup>11</sup>, et de quelques produits primaires ou transformés, l'Afghanistan ne produit pas comme auparavant. Les secteurs gazier et minier ne profitent pas à la collectivité nationale et échappent au contrôle de l'État. Enfin, le retour « volontaire », sous la pression des pays d'accueil, de plus de trois millions de réfugiés du Pakistan et d'Iran pose d'énormes difficultés d'installation et d'insertion, auxquels les autorités afghanes et les Nations Unies sont dans l'incapacité de répondre. On constate aujourd'hui que cette aide est loin de correspondre quantitativement et qualitativement aux besoins et prévisions estimées par les experts, d'autant plus qu'une grande partie de cette aide est dépensée par les bailleurs de fonds eux-mêmes, les organisations intergouvernementales, les organisations non-gouvernementales, les pays donateurs, les entreprises, etc...). À cela s'ajoutent d'autres dépenses induites absorbées par le gaspillage et la corruption interne et externe, ou encore par le manque ou l'insuffisance des mécanismes de coordination et de contrôle.

---

9. Un exemple parmi d'autres est significatif : le musée de Kaboul fut reconstruit et ses vestiges et objets retrouvés restaurés avec l'aide du musée Guimet, lequel a organisé une très belle exposition à Paris *Afghanistan, trésors retrouvés*, entre novembre 2006 et avril 2007. Voir *Afghanistan, trésors retrouvés*, préfacé par Jacques Chirac et Hamed Karzaï, Réunion des musées nationaux, Paris, 2007.

10. En 2007, le budget ordinaire de l'État afghan englobe 700 millions de dollars de dépenses de fonctionnement dont la moitié provient des recettes intérieures.

11. Contrairement à ce qui est affiché, il n'y a pas de stratégie nationale et internationale cohérente et efficace en matière de lutte contre ce fléau dont le volume et la valeur ne cesse d'augmenter chaque année.

Face à ces défis, les nouvelles autorités afghanes et la communauté des États impliqués assument une lourde responsabilité afin de répondre aux besoins élémentaires et urgents des Afghans, mais aussi aux attentes de leurs propres opinions publiques. Il ne faudrait en aucune manière un retour en arrière. Bien au contraire, il faudrait réussir le défi afghan qui est aussi celui du monde.

**Zalmai Haquani**  
Ancien ambassadeur d'Afghanistan en France

# RUSSIA'S ROLE AND INFLUENCE IN AFGHANISTAN SINCE MID-NINETEENTH CENTURY

Russia has influenced events in Afghanistan even before its empire became co-terminus with her. In 1837 the Russian Government sent Captain Paul Vitkevich to the court of Amir Dost Mohammad in Kabul to obtain his support for Persia's design on the province of Herat. Since Herat was an integral part of Afghanistan, but then besieged by Persia, it was natural for the Amir to reject the proposal. Therefore the Vitkevich mission failed, but it had a consequence of a severe nature for Afghanistan as well as for the British Government of India. The mission, as well as the Persian siege of Herat, prompted the British Government of India to invade Afghanistan in 1838. After the conclusion of the Turkomanchay treaty with Russia in 1828, the British Government feared, since Persia had fallen under Russian influence, its occupation of Herat might endanger India, Britain's largest colony

in Asia. Earlier, through Muslim and British travelers, Britain had discovered that the route through which Russia could reach India passed through Afghanistan. Afterward, their official circles believed that “*of all the external influences beyond the frontiers, the Russian advance in Central Asia that threatened British supremacy in Afghanistan constituted the greatest danger*”<sup>12</sup>.

This “danger” was also due to the nature of the Russian empire which was compact, and expanding since the sixteenth century. Herat, situated on Russia’s southern march, was considered to be the gate to India, as the Khyber Pass had served the gate to India by way of the Khyber Pass which had hostpriczly (?) liked Russia and India, before Russia and Britain became involved in a rivalry for domination of Central Asia in what has been dubbed the “Great Game”. But in its first stage, Britain suffered a large setback in Afghanistan. Losing an army of over 4500 soldiers and 12000 camp followers at the hands of Afghans compounded by inclement winter conditions during their retreat from Kabul in early 1842. During the following forty years, Afghanistan remained autonomous while maintaining good relations with both powers.

In 1878, however, due to the changed situation in Europe, Russia made another move in Afghanistan similar to its first one forty years earlier. Russia’s governor-general in Tashkent, Constantine P. von Kauffmann, sent a military mission under general Stolietoff to Kabul without warning beforehand Amir Sher Ali, the ruler of Afghanistan, and in spite of the fact that Russia had declared in 1873 Afghanistan to be beyond its sphere of influence. Reportedly in Kabul, general Stolietoff concluded a defensive and offensive treaty with the Amir. The conclusion of such a treaty is doubtful, but the general had promised the Amir that Russia would assist him with a large army in time of necessity.

Apparently, by sending the mission to Kabul and promising the Amir to assist him militarily, Russia intended to embroil the British in Afghanistan so that they would recall Indian troops that had already been sent to Malta in support of the Ottoman empire with which

---

12. KAKAR, M. Hassan, *A Political and Diplomatic History of Afghanistan, 1863-1901*, Brill Publishing House, 2006, p. 193; YAPP, M.E., *Strategies of British India, Britain, Iran and Afghanistan, 1798-1850*, Oxford, Clarendon Press, 1980, p. 145.

Russia was then at war. Whatever the truth, the scheme worked as the British, after having failed to impose a mission of its own on the emir, declared war on Afghanistan in November 1878. The second Anglo-Afghan war started as simple as that. Russia not only broke its promise of rendering military assistance, it also refused to allow the Amir entry to its territory so he could present his case to the European congress<sup>13</sup>.

The Amir died shortly afterward, and although the Afghans had no longer a legitimate ruler, they waged a patriotic war on their own until they forced the British to leave Afghanistan altogether, in early 1881. By then the British had secured a few frontier districts and accepted Amir Abd al-Rahman as the new ruler of the land, provided his external relations were handled by them. For having deceived the late Amir, Russia had lost credibility not only with the Afghans but also with their new ruler, despite the fact he had spent 11 years in exile in the Russian-dominated lands of Samarkand and Tashkent.

This was more or less the situation when the Bolshevik revolution occurred in Russia in 1917. Concurrently the Afghans, led by a dynamic king, Amir Aman Allah, regained the right to conduct their own external relations as a result of the third Anglo-Afghan war, or the war of independence, of 1919. Thereafter the fully independent Afghanistan under King Aman Allah and the new Soviet Russia under V. Lenin found a common ground in an alliance against British imperialism. Russia, under Lenin was keen to establish friendly relations with Afghanistan with the goal of estranging the Afghans from British influence, also a threat to Russian possessions in Central Asia. Russia therefore became the first country to officially recognize Afghan independence and to conclude a treaty of friendship with Afghanistan in February 1921. Russia also granted to Afghan traders the right to carry their transit goods through Russian territory free of charge.

The alliance however, did not last long. A change came over the Muslim lands of Central Asia resulting in clashing policies. King Aman Allah strived to be the leader of an Islamic confederation in Central Asia, that included Bukhara, Ferghana and Khiva. However Soviet Russia looked upon these territories as its possessions, a legacy of its Tsarist roots. After the revolution, the Bolsheviks were engaged in

---

13. KAKAR, H., *op. cit.*, p. 26, 195.

civil war so Afghan officials and soldiers found a good opportunity to infiltrate these lands. Consequently, in places like Merv the Afghans acted as rulers, and in other places extended their influence so much so that “*no town in this area was free of Afghan presence*”.

But by 1922 when Soviet Russia had restored the railway line to Tashkent, and overcame its enemies in the civil war, reasserted themselves in Bukhara and other places, and warned Afghanistan to disengage from Central Asia. Russia also broke its promise to restore the region of Panjdeh to Afghanistan which it had taken in 1885<sup>14</sup>.

At the same time, however, Soviet Russia strongly reaffirmed its faith in the treaty of friendship with Afghanistan, and instructed its officials in Kabul to refrain from spreading communistic ideas. Gregory Chicherin, the National Commissar of the Foreign Affairs of Socialist Russia even promised that “*we will not refrain from assisting the Amir of Afghanistan in the reforms that he has introduced in his country as much as we can.*” He even overlooked the efforts of Afghanistan in promoting the Pan Islamic movement in Central Asia by stating that it was the work of “*certain Afghan circles*” assisted by the British agents<sup>15</sup>.

After the final suppression of the anti-Soviet Basmachi movement, Russia established control over all of Central Asia, and King Aman Allah concentrated on internal reforms, the first of their kind in Afghanistan. During these tumultuous years about half a million Tajiks, Uzbeks, and Turcomans from Central Asia along with the Amir of Bukhara, Mohammad Alam Khan, fled their lands and took refuge in Afghanistan. With their arrival their brutal treatment by the Soviets spread far and wide in Afghanistan. Nevertheless Russia’s friendship with Afghanistan continued to the extent that they actually increased their aid to King Aman Allah when he was in serious trouble due to the popular uprisings against him and his reforms first in 1924, and then on a much larger scale in 1928. But King Aman Allah eventually preferred exile in Italy rather than waging war against his own people. After a short period of civil war, a new dynasty rose to power under King Mohammad Nadir in 1930. Under the new dynasty the Soviet-Afghan relations continued to be friendly, but without the warmth of the Aman

---

14. ADAMEC, Ludwig, *Afghanistan, Foreign Affairs to the Mid-Twentieth Century, Relations with the USSR, Germany and Britain*, Tucson, The University of Arizona Press, 1974.

15. Ministry of Foreign Affairs of Afghanistan ; Ministry of Foreign Affairs of the Soviet Union, *The Soviet-Afghan Relations, 1919-1969*, Kabul, Government Press, p. 22.



Allah period. In June 1931 a new treaty of friendship was concluded between Afghanistan and the Soviet Union, and the volumes of trade between them increased. Adjustments were made on a number of issues arising from the common border in a friendly atmosphere<sup>16</sup>. Seeing the Soviet empire to the north and the British empire to the southeast of Afghanistan, the new dynasty followed a cautious policy toward both, and chose to remain neutral during World War 2. It also followed a rigorous policy of maintaining security at home and of promoting gradual development of the country. But at the conclusion of World War 2, the creation of the United Nations Organization, coupled with the evacuation of the subcontinent of India by Britain in 1947 and the subsequent rise of two states, India and Pakistan, confronted Afghanistan with new challenges. In response, the heads of the dynasty undertook to soften the authoritarian form of government by allowing free elections for the lower house of parliament and municipal councils. Premier Shah Mahmud also permitted free press to flourish and political parties to function even though they were not officially declared legal. Under him, a new period of relative freedom, hope and democracy emerged. But the biggest challenge for the dynasty, as well as for the Afghan nation, was the emergence of Pakistan, which included a territory considered part of Afghanistan but given/allocated to Pakistan by the British. The seriousness of this challenge can be understood by the fact that because of this territorial dispute, the royal dynastic government of Afghanistan became estranged from the West which backed Pakistan on the issue. Afghanistan was therefore forced to become closer to the Soviet Union, a closeness which led to the gradual Russian involvement in Afghanistan and ultimately its invasion of the country. The dispute between Afghanistan and Pakistan was over a territory which the Afghans called Pashtunistan, a wide territory east of the so-called Durand Line. The British government of India had separated this territory from Afghanistan in 1893 to be part of its “sphere of influence”, aiming to intercept any possible invasion of India by Russia through Afghanistan, calling it “the scientific frontier”. By agreement the territory was not meant to be a part of India. Nevertheless, in 1901 the British government of India called it the North–West Frontier Province (NWFP) of India. Even so it was unable to administer the territory as it did the subcontinent of India. Britain had a separate and unique system of arrangement for the territory. Actually the NWFP, or Pashtunistan, was a territory

---

16. For details, see the above.

that was fundamentally distinct from the subcontinent of India and the British administered it directly or through local rulers. Because of this distinction, the people of NWFP, under their elders and religious leaders, resisted in various forms British rule until they left India in 1947. The struggle for independence that Mirza 'Ali Khan of Waziristan, known as the Faqirof Epi waged against the British from 1935 onward was so relentless that it arguably had no parallel in the rest of the British Empire<sup>17</sup>.

The struggle really started after the completion of the so-called Durand Line in 1897. It was met with a general uprising of all the tribes in the area and led the British government of India to deploy about 70 000 soldiers to counter it. This number exceeded what Britain had deployed in either the first or second war in Afghanistan. Because of this resistance and because the territories of Pashtunistan once belonged to Afghanistan (up to 1893), the Afghan government asked first the British government of India and subsequently the government of Pakistan to allow the people of the area to decide their political fate. Given that these people shared a common identity with those on the west side of the so-called Durand Line, the Afghan government requested they be allowed to determine their own future. Their decision would establish whether they were to be independent, part of Afghanistan, or part of Pakistan. Instead, they were given the choice to become either a part of Pakistan or part of India. As Muslims, they naturally preferred Pakistan to India. The dispute between Afghanistan and Pakistan has been ongoing similar to the Kashmir issue between India and Pakistan. It was because of the Pashtunistan dispute that Afghanistan cast a negative vote on the issue of Pakistan membership in the United Nations in 1947.

The Pashtunistan issue became more serious after Mohammad Dawud, a cousin and brother-in-law of the reigning King Mohammad Zahir, became prime minister in 1953. His rise to power was an indication that he, his brother Mohammad Naeem, and King Mohammad Zahir, all members of the second generation of the ruling dynasty, had become the forerunners of Afghan politics. As Prime minister for ten years (1953-63), Mohammad Dawud took the cause of Pashtunistan very seriously when he embarked on his modernization schemes with

---

17. KAKAR, H., *The Durand Agreement Should Have Been Cancelled Long Ago*, in *Duran, the Partition Line of One Nation*, Cultural Development Association-Germany, A Collection of Articles (Pashto), 2007, pp. 4-28.

equal emphasis on the implementation of economic and educational projects. Whereas his predecessor had reacted to Pakistan's bombardment of the Afghan village of Mughalgay with light criticism, Dawud wanted to make Afghanistan strong enough to respond to such challenges in the future. For this reason, but also because of a growing concern to maintain internal security in a largely conservative Afghan society destabilized by modernization policies, Dawud wanted, to strengthen and modernize the Afghan army. However, obtaining modern weapons and training Afghan military officers abroad became another challenge to Premier Mohammad Dawud. Although Afghan efforts for obtaining arms from the United States had begun in 1951, they had produced no positive results. Nevertheless, the Afghans were optimistic, hoping that the United States would reconsider its position on the matter. But finally the Eisenhower administration disappointed the Afghans altogether.

On December 28, 1954 Secretary of State John Foster Dulles answered Mohammad Dawud via a note presented to the Afghan ambassador in Washington, Mohammad Kabir Ludin:

*"After careful considerations, extending military aid to Afghanistan would create problems not offset by the strength it would generate. Instead of asking for arms, Afghanistan should settle the Pashtunistan issue with Pakistan"*<sup>18</sup>.

In addition to the disappointing note, senior officials of the U.S. administration treated their Afghan counterparts rather arrogantly. In a meeting with Mohammad Naeem, Afghan ambassador in Washington, George McGhee, Assistant Secretary of State for Near Eastern and South Asian Affairs, Naeem gave the telephone number of the Russian embassy in Washington, after the former had hinted that Afghanistan could approach Russia for arms if they could not find them elsewhere<sup>19</sup>. This was in 1951, and Mohammad Naeem, as already noted, was the brother of Mohammad Dawud the minister of national defense. As if this was not enough, according to a reliable source, later the United States Vice President Richard Nixon, while on an official visit to Kabul, rolled his eyes when Premier Mohammad Dawud, was explaining the issue of Pashtunistan. Curiously, Dulles

---

18. POUILLADA, L.B.; POUILLADA, Leila D.J., *The Kingdom of Afghanistan and the United States, 1828-1973*, The Center for Afghanistan Studies, University of Nebraska, 1995, p. 149.

19. *Ibid.*, p. 148.

sent a copy of his note mentioned above to Pakistan's ambassador in Washington, Amjad Ali. All this showed the extent of the preference the US administration had for Pakistan in relation to Afghanistan. As Leon Poullada notes "*the United States had placed itself in the uncomfortable position of having to choose between an ally, Pakistan, and a friend, Afghanistan. Inevitably, it chose the ally*<sup>20</sup>".

This was the time when Pakistan had hoped to become a member of the two regional military alliances, the Central Treaty Organization (Cento) and the South-East Asia Treaty Organization (Seato), both sponsored by the United States. In view of its own serious security problems, the newly constructed state of Pakistan did so essentially to align itself with the United States that had designed these pacts in an effort to contain communism and encircle the Soviet Union with military allies. All this resulted in a new Cold War atmosphere where Pakistan, not only found an opportunity to strengthen itself militarily, but found new allies supported by the United States. On the other hands Afghanistan, a member of the Bandung Conference and pursuing a policy of nonalignment, had only a small army equipped with antiquated weapons, and no supporters for the Pashtunistan cause. This was the first major challenge to Premier Mohammad Dawud since he intended to introduce comprehensive reforms which had the potential of provoking the traditionalist segment of the population. In the 1920's, this segment had already turned against King Aman Allah despite his initial popularity for making Afghanistan fully independent.

After his disappointment with the Eisenhower administration Premier Dawud had to look for an alternative source of support. In the atmosphere of the Cold War this alternative could not be other than the Soviet Union whose leaders, Nikita Khrushchev and Nikolai Bulganin, had adopted, after Stalin's death in 1953, a policy of peaceful coexistence with countries of different social and political systems. They also showed willingness to increase aid to the developing countries of the Third World. In the case of Afghanistan, the Soviet Union had an additional reason to do so which was to secure the southern flank of their empire contiguous with Afghanistan, since they feared that their central Asian colonies would be in danger if the United States established a military base there. Like Lenin in the 1920's, the

---

20. *Ibid.*, p. 150.

Soviet leaders now deemed it necessary to assist Afghanistan in her developmental schemes essentially for this reason. They showed willingness to respect the nonalignment status of Afghanistan and to extend economic and military assistance. They likewise openly came out in support of Afghanistan's stand on Pashtunistan. But in so doing none took notice of the basic and sharp differences that existed not only between their state systems, but even more so between the value systems of their peoples. Indeed, it was because of these differences as well as the fact that the Soviet Union was a disproportionately larger neighbor that the majority of Afghans did not think their leaders would let the country become as dependant on the Soviet Union as it did during the premiership of Mohammad Dawud. Aware of this sensitivity the Soviet leaders time and again reassured the Afghans of their respect for their national sovereignty and independence, while citing the Soviet-Afghan friendship as a model of relations between two countries with different systems.

Soviet-Afghan relations were progressively broadened after Premier Mohammad Dawud obtained a mandate from the great assembly or *Loya Jirga* about how to deal with the situation. Composed of influential tribal, community and religious elders as well as senior civil and military officials, the *Loya Jirga* was created in Kabul in November 1955 in which I, as a student of Kabul University, also attended its opening session. In a strong-worded resolution the *Jirga* advised the government to work for the realization of the rightful cause of Pashtunistan. Since the balance of power in the region had shifted in favor of Pakistan through adjoining military alliances, it also advised the government to build up armed forces and obtain weapons for them from any source it saw fit<sup>21</sup>. Thus advised by representatives of the nation, Premier Dawud went ahead with expanding Afghanistan's relations with the Soviet Union. The next month (December) he officially received the Soviet leaders, Nikita Khrushchev and Nikolai Bulganin in Kabul. There the Soviet leaders agreed to extend credits to Afghanistan for its development projects and the modernization of its army, as well as declaring support for its policy on Pashtunistan.

Specifically, the Soviet leaders *“offered a \$ 100 million long-term development loan to Afghanistan, to be paid over a thirty-year period [22 years]*

---

21. *Ibid.*, p. 108; DARIZ, Amanullah, *Afghanistan in the 20<sup>th</sup> Century*, Peshawar, Danish Publishing Association, p. 360.

at 2 % interest. Several projects to be financed with this loan were announced in March 1956, including the construction and improvement of hydroelectric plants, automotive maintenance and repair shops, a road from Qizil Qala [...] to Kabul including the three-kilometer Salang tunnel, airports, irrigation dams with canal systems and a bridge<sup>22</sup>. This was in fact a grand opening for Russian leaders to conclude many other agreements on various aspects of economic life including the construction of large blocks of residential quarters in Kabul considering the Soviets had already constructed two large bakery silos in Kabul and Pul-e-Khumri. In 1960, the conclusion of a cultural agreement enabled both sides to send groups of artists to each other's country from time to time, an impressive way for creating good will among their respective peoples. This coupled with the assurances of the Soviet leaders that "Soviet Russia wants to be forever a reliable, sincere and a good neighbor of Afghanistan", the exchange of numerous official delegations and the visitation of leaders of both sides to each other's country from time to time proved effective in creating an atmosphere of good will toward each other, in particular among the originally skeptical Afghans<sup>23</sup>.

Of cardinal importance was the Soviet willingness to extend military aid to Afghanistan. Ironically, they were more willing to do so than the Afghan leaders were willing to accept their aid. The American author Leon Poullada notes that "for a number of years before the Flag incident, the Soviets had been offering military aid to Afghanistan. Afghan leaders had refused, in deference to a long standing hatred and suspicion of the Afghan people toward the Russians". It was after the mandate that he obtained from the Loya Jirga that "Dawud decided to accept the secret Soviet offer of military aid repeated by Bulganin and Khrushchev during their visit"<sup>24</sup>.

The secret deal for Soviet military aid was made public in the middle of 1956. On the recommendation of a Soviet military mission "a special long-term, low-interest loan was extended to Afghanistan for the purchase of Russian armaments including infantry assault rifles, machine guns, tanks and aircraft." The military aid made it necessary for Russian experts to oversee the Afghan army. "Scores of Russian military advisers and instructors came to Afghanistan to advise and instruct the Afghan officers in the use of the new equipment, and young Afghan army officers, especially pilots and tank personnel, were sent to the Soviet Union for training."<sup>25</sup>

22. GHAUS, Abdul Samad, *The Fall of Afghanistan*, Washington, Bergman Brassey's International Defense Publishers, 1988, p. 84.

23. *The Soviet-Afghan Relations*, op. cit., pp. 80-148.

24. POULLADA, op. cit., pp. 108-109.

25. GHAUS, op. cit., p. 84.

On the Pashtunistan issue, so dear to Premier Dawud, the Soviet leaders were open, frank and sympathetic. In his banquet speech in Kabul, on December 16, 1955, Bulganin stated, *“We sympathize with Afghanistan’s policy of Pashtunistan. The Soviet Union stands for an equitable solution of Pashtunistan problems which cannot be settled without taking into account the vital interest of the peoples of Pashtunistan”*. In his report to the Supreme Soviet in Moscow later in the month, Bulganin was even more emphatic on this issue, stating that *“The people of the region have the same right to national self-determination as any other people. There can be no justification for the stand of those who do not want to reckon and disregard the lawful interests of the people of Pashtunistan”*<sup>26</sup>. But this support even though loud was always verbal.

This was the first time that the leaders of the Soviet super power committed themselves to supporting Afghanistan on a large scale in the areas of economic assistance, military aid and Pashtunistan. In doing so, as the author Ghaus states *“the Russians succeeded in drawing a grateful Afghanistan closer to them than ever. The Russians had sensed that the time was right for them to take advantage of the Afghans’ wants and sensitivities. They moved in to fill the existing vacuum and made significant roads [down the road] in Afghanistan.”* For Premier Dawud and others it was a much needed success. They obtained what they wanted without changing their policies. *“At the Kabul talks, Bulganin and Khrushchev also constantly stressed the great importance the Soviet Union attached to Afghanistan’s neutrality and nonalignment”*<sup>27</sup>. Thus under Premier Mohammad Dawud Afghanistan was no longer an isolated country. This was contrary to the prediction of both Pakistan and the United States which held that the monarchical Afghanistan would prefer isolation to getting closer to the Soviet Union. But it did just that and by so doing found strong supporters for its general policies. The Soviet leaders also unequivocally professed respect for Afghanistan’s independence and its policy of nonalignment. Indeed, here they were in line with Afghan leaders who for many reasons wanted to keep Afghanistan neutral. What the Soviet leaders actually required of Afghanistan was, to keep distance from the United States-sponsored military alliance. Sensing this serious concern of theirs Mohammad Dawud assured Bulganin and Khrushchev that no danger would ever threaten Russia through Afghanistan, provided no attempt of any kind was made to interfere in

---

26. *Ibid.* p. 85.

27. *Ibid.*



the internal affairs of Afghanistan. For their part the Soviet leaders also addressed the concern of Afghans by assuring them that "... *they were only interested in Afghanistan's neutrality and prosperity and not in manipulating its sovereignty*"<sup>28</sup>.

The value that Afghanistan attached to its independence and neutral status even as it became closer to the Soviet Union was appreciated by others, especially the United States. In the atmosphere of the Cold War competition, the latter "rediscovered" Afghanistan, and moved to contribute to the preservation of its neutrality. Although its mediation efforts on the Pashtunistan issue between Pakistan and Afghanistan came to nothing, the United States first through its International Cooperation Administration, and subsequently through its Agency for International Development, increased its aid to Afghanistan for a variety of civilian projects, particularly in education and agriculture. It also received Afghan military officers for training in American institutions, whose number by 1962 had reached sixty eight. During the decade of Mohammad Dawud's premiership, many countries participated in Afghanistan's developmental projects either through their specialists or financial help or both, while the parts played by the Soviet Union and the United States were the greatest, Russia was easily ahead of all. Led by Premier Mohammad Dawud Afghan, leaders turned Afghanistan into a stage where the drama of peaceful coexistence was enacted by the diplomats of many countries, while their respective governments promoted antagonistic policies toward each other on the world scene in the conditions of the cold war. This cooperative atmosphere prompted the American author Louis Dupree, who had been stationed in Kabul since 1949, to proclaim that "*the imperialistic concepts of 'zones of influence' ... ceased to exist*" in Afghanistan. Specifically, he stated that "*at first shocked, both Americans and Russians finally accepted the fact that the Afghans had forced them into a de facto cooperation, though neither would officially express it in this manner.*"<sup>29</sup>

On the Pashtunistan issue, however, this cooperation was strikingly lacking, and Premier Dawud consequently failed to make any headway on the issue, despite Afghanistan having an upper hand in the verbal and propaganda war it was waging against Pakistan. For its part Pakistan pressured Afghanistan by creating difficulties for its transit

---

28. *Ibid.*, p. 86.

29. DUPREE, Louis, *Afghanistan*, Princeton, Princeton University Press, 1980, p. 529.



goods and the machinery that it imported through Pakistani territory. Due to its peculiar location, Afghanistan was heavily dependent on Pakistan for the export and import of many items including its commercial goods and the government of Pakistan frequently took advantage of this situation. Subsequently, border clashes between the two countries were frequent. For a variety of other reasons associated with the Pashtunistan issue which cannot be detailed here, President Mohammad Ayub of Pakistan on August 23, 1961, finally chose to close the border with Afghanistan and remove Pakistan's consulates. On September 6 Premier Mohammad Dawud responded by breaking off diplomatic relations with Pakistan after his advice for repealing the decision was ignored<sup>30</sup>. The closure created a most serious and unprecedented situation not only for the Afghan government but also for many segments of the Afghan people; furthermore, it affected all those countries of the western world that had helped Afghanistan in its developmental projects in one way or another. Once again the Soviet Union expressed willingness to relieve the Afghans in their difficult hour.

By choosing August for the closure of the border, Pakistan thought Afghan traders would not be able to export their fresh fruits to Pakistan and India as they had done for centuries. Affecting a large number of the population this seasonal trade item was one of the country's main exports. Pakistan's action was political, predicting that the closure of the border would cause the fruits to rot inside the country, and consequently there would be popular pressure on the government to back away from the cause of Pashtunistan. This did not happen; to the surprise of many *"the Russians offered unlimited help, airlifting the entire fruit crop to the Soviet Union. The remainder was flown by [the Afghan] Ariana Airlines to India. Again in 1962 a massive Soviet airlift saved the day, although Ariana transported more fruit to India than it had in 1961. The United States also provided ten cargo flights to India a week for forty weeks at no cost to the Afghans"*<sup>31</sup>.

Afghan transit trade was eventually diverted through the Soviet route after a transit agreement was concluded in November which Afghan businessmen used this route for trade with Europe. Federal Germany, the U.N. and other donors also used this route for dispatching equipments and goods. Even Japanese goods were shipped via Siberia

---

30. *Ibid.*, p. 543.

31. GHAUS, *op. cit.*, p. 92.

to Afghanistan. For obvious reasons the United States became an exception. Where the United States had first pushed Afghanistan unwittingly into the Soviet fold, Pakistan did so now. After more than eighteen months had passed with the border closure, its continuation as well as the increasingly progressive and bilateral dependence of Afghanistan on the Soviet Union became a source of serious concern for Afghan leaders. They *“reached the consensus that tensions created by the issue (of Pashtunistan) were damaging and that a more serene atmosphere would perhaps be helpful in finding an acceptable solution. The first step in reversing the Afghan-Pakistani confrontation would naturally be the resumption of diplomatic relations and the reopening of the Afghan-Pakistan border, an urgent necessity. Mohammad Dawud subscribed to this view and offered to resign to give a new government the needed latitude for a change of attitude toward Pakistan. King Mohammad Zahir Shah accepted Dawud’s resignation, which was made public on March 9, 1963, together with a series of proposals by the former prime minister for the betterment of Afghan society and the promotion of democracy<sup>32</sup>”*.

Mohammad Dawud’s resignation was followed by the establishment of a constitutional monarchy, in which the king was to rein, not rule. The new government headed by Prime Minister Mohammad Yusuf soon restored relations with Pakistan, and the border was reopened. Consequently, Afghanistan’s dependence on the Soviet Union was eased, and the relations between the two countries continued as before. Actually, the new government was in many ways the continuation of its predecessor but with marked influence from the western and Arab countries. The most notable difference was in its governing style which was democratic as opposed to the authoritarian practices of its predecessor. The role assigned to members of the ruling dynasty had also changed. Now by law they were barred from holding high office, or doing national politics. However, the ruling dynasty was defined so widely that it also included Mohammad Dawud and his brother, even though they were not members of the king’s family. Thus from the start, Mohammad Dawud was alienated and became an enemy of the new system. Nevertheless, King Mohammad Zahir and his new advisers acted on the view that the substitution of the authoritarian system of government by the constitutional order would gradually and effectively neutralize the forces of disruption and disorder. So throughout the constitutional decade the government ruled on the basis of the rule law in an atmosphere of democracy and freedom,

---

32. *Ibid.*

free from official intimidation and interference. General elections for the lower house of parliament were freely held. But in modern Afghanistan every time an authoritarian system of government has been replaced by a more or less democratic order, irresponsible voices are heard and irresponsible actions follow. This was particularly true of the constitutional system when its opponents worked to undermine it. A weak government (executive) and the freedom that dawned over Afghans greatly helped the anti-government sentiments.

Since prime ministers and government officials were to be chosen by law from among Afghans outside the ruling dynasty, the king was reluctant to grant them enough power. Of the five prime ministers that served during the constitutional decade, only the last Prime Minister, Musa Shafiq, was given full power, but by then it had become too late for the system to be saved. The ten years of constitutional monarchy were marked by almost continuous strikes, rallies and anarchy perpetuated exclusively by students. Their number had increased many fold as a result of the expansion of state-run modern secondary, technical and higher education. Throughout the constitutional decade, Afghan students were as much active as their counterparts were in Europe. In themselves, student agitations were harmless and looked upon as a feature of democracy. They were however instigated by political parties of various stripes which were not legal, but active nonetheless. Unbelievable at the time, the former premier Mohammad Dawud was perhaps the main instigator of student agitations. What these agitations achieved was to sow the seeds of rebellion.

Overall the constitutional decade was a very productive period, especially politically. It was during this period that all the major political parties on the left and right were organized, even though they were not legal and, subsequently shaped events in Afghanistan. Two factors made their rise possible. Firstly, the existence of an increasingly vocal educated middle class from which the political parties recruited their members. Thus the parties were predominantly, if not exclusively, the work of educated Afghans. Secondly, this educated middle class, dormant under the authoritarian rule of Mohammad Dawud, became remarkably active during the constitutional decade, taking full advantage of the freedom which Afghans came to enjoy after a long period of authoritarianism. The extremist parties of religious right, and secular left, were organized in line with the views of Abul Ala

Mawdudi and Sayyed Qutb for the former, and of Karl Marx and Vladimir Lenin for the latter, a strange development in a predominantly conservative and traditional society. Fundamentalist in nature both groups of political parties were open to foreign influence. Without assistance from foreign powers these parties could not make the progress that they actually made. The parties which acted on the belief that the Afghan nation was the source of sovereignty made no substantial headway. Of all foreign influences, Moscow played a crucial role in helping pro-Moscow leftists to organize a party called The Peoples Democratic Party of Afghanistan (PDPA). This was in spite of the fact that the Soviet leaders as usual officially declared their respect for the national independence of Afghanistan and non-interference in its internal affairs.

The PDPA was set up as a party on January 1, 1965 in Kabul by a dozen Afghan leftists under the leadership of Nur Mohammad Taraki with Babrak Karmal as his associate. "Democratic" in name it was actually a communist party whose leaders noted above were paid agents of the Soviet KGB, the first since 1951 and the second since 1957<sup>33</sup>. As general secretary of the PDPA Taraki was regularly paid 50 000 Afghanis by the KGB. He was also given "a personal allowance of 180 hard currency rubles, the equivalent of 4 000 Afghanis, and food supplies<sup>34</sup>." This was in addition to 35 000 Afghanis which Karmal was said to have received each month from the KGB<sup>35</sup>. It was actually this assistance which kept the PDPA alive against huge odds. Taraki himself admits this: "Without material and moral assistance from the Communist Party of the Soviet Union it will be unbelievably difficult for the communists of Afghanistan to continue their activities while the dynasty deals its insidious blows to our party<sup>36</sup>." It was this "material and moral assistance" which helped them consolidate their resolve in being more communist than even their Soviet comrades were. Still they felt they needed to assure their Soviet comrades from time to time that it was their sacred duty to spread the ideas of communism for the benefit of toiling men and women. In a letter to Leonid Brezhnev on October 1, 1970, Taraki said that "from the very beginning the PDPA has been spreading the ideas of Marxism-Leninism in Afghanistan<sup>37</sup>." On March 20, 1979, Taraki

33. MITROKHIN, Vasily, *The KGB in Afghanistan*, Washington, The Woodrow Wilson Center, 2002. Mithrokhin was director of KGB's archive in Moscow before he defected to Britain.

34. *Ibid.*, p. 19, 22.

35. KAKAR, M. H., *Babrak Karmal, Free or Unfree*, in KAKAR (ed.), *Light and Defence or Essays on the Population, History and Current Affairs of Afghanistan*, Peshawar, Sapi Center for Pashto Development, 1999, p. 160 (Pashto and Persian).

36. MITHROKHIN, *The KGB in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 23.

37. *Ibid.*, p. 22.

renewed his loyalty by assuring the Soviet leaders in Moscow that “*we shall never be as close to anyone as we are with you. We have learned and continue to learn from Lenin*”. Karmal specifically refers to himself as a communist when complaining to the Soviet ambassador Alexander Puzanov that “*they have isolated me*”, and “*for me as a communist, this is a heavy tragedy*”<sup>38</sup>. This was after the April coup of 1978 when Taraki and his lieutenant Hafiz Allah Amin had reduced him into an insignificant figure. By then the PDPA had for the second time split into the Khalq and Parcham factions or parties.

The PDPA was, in actual fact, from the very beginning two parties, the Khalq (people) and the Parcham (banner). The former was composed mainly of relatively poor educated Pashtuns from rural areas, and the latter mainly from the relatively wealthy educated elements of urban Afghanistan. What evidently united them was their dogmatic faith in the communism of the Moscow type. On this point too they were distinct from each other. The Khalqis were mainly nationalist communists, while the Parchamis were internationalist communists. The Parcham also had a larger number of urban educated females in its ranks, but overall the Khalqis outnumbered the Parchamis. Still, in the constitutional decade neither they nor other leftist and religious political parties were a danger to the government in spite of the noises they were raising and the agitation they were frequently making as was characteristic of the 1960's worldwide. They had no public support. The danger that was fatal to the constitutional government came from the Soviet-trained military officers led by former Prime Minister, Mohammad Dawud.

By the time of the July coup of 1973, the Afghan army had about 1 500 Soviet-trained noncommissioned officers most of whom were discontent and some were anti-monarchy for the simple reason that they were all treated by their superiors as an “*untouchable*” group of officers. They had a low standard of military skill. In Russia they were not allowed to take lecture notes or text books out of their classes, nor were they given practical training in the use of weapons. Besides “*In the Soviet Union some were being engaged in ideological subjects instead of professional subjects. And when they returned home they were of no use and were trained anew*”

---

38. *Documents of The Soviet Invasion of Afghanistan*, Woodrow Wilson Center, 2001, p. 148, 134.

*in the use of weapons*<sup>39</sup>.” They were however appreciative of Mohammad Dawud for his policy of establishing close ties with the Soviet Union, and making it possible for them to go there for further training.

On instruction from Mohammad Dawud, Ghaus al-Din Faiq, himself a junior nationalist officer, organized in the course of about seven years seventy of these junior leftist officers for overthrowing the government. Mohammad Dawud, Mohammad Hassan Sharq and others also worked for the same purpose, but Faiq’s role was the biggest. His recruits were from the military units stationed in strategic locations in and around the city of Kabul. While, King Mohammad Zahir had gone to Italy for medical treatment, officers from this group gathered 14 tanks at midnight on July 17, 1973 and rounded up all the heads of the military and police security departments, along with cabinet ministers and members of the royal dynasty from their homes and imprisoned them in a safe location without firing a shot. By eight in the morning, the rebels were in control of the city and Mohammad Dawud’s announcement on the news over the radio surprised all Afghans who accepted the *fait accompli* with enthusiasm. Even the king resigned without a fight. Thus the centuries old Afghan monarchy was replaced by the Republic of Afghanistan<sup>40</sup>.

The Soviet Union had not been involved in the coup, even though it had been informed about it on October 17, 1972 by Nur Mohammad Taraki and in May 1973 by Abdul Samad Azhar, a prominent member of the Parcham faction of the PDPA. This much, however, is known that after the coup “*The Residency [the Kabul KGB office] instructed Taraki to move loyal supporters into leading posts in the new state apparatus*<sup>41</sup>.” It was, however, the Parchami elements of the coup which got the upper hand in the republic. Even though President Dawud was a staunch nationalist and opposed to communism, he had no executive means other than these leftists who now held high security and ministerial posts in the new government in addition to being members of the newly instituted central committee. Unsure of their positions and convinced of the righteousness of their communistic views they actually started a reign

39. SERAJ, Mohammad K. N., *The Events of Late Twentieth Century Afghanistan*, Privately published, Frankfurt, Aryana Bookstore, 1997, p. 59 (Persian).

40. **The fall of the Afghan Monarchy has been described by KAKAR, M. H.**, “The Fall of the Afghan Monarchy in 1973”, *International Journal of Middle East Studies*, 9(2), 1978, and *The July Coup and the Beginning of Instability in Afghanistan*, Cultural Development Association-Germany, 2009 (Pashto).

41. MITHROKHIN, *The KGB in Afghanistan, op. cit.*, p. 22.

of terror in the name of the republic, reminiscent of the terror practiced by the Jacobins of revolutionary France. By so doing, they validated the view which states that *“when law ends tyranny begins.”*

The major victims of their tyranny were the former Prime Minister Mohammad Hashim Maiwandwal and over 40 of his colleagues, a nationally known group of patriots. Alleging they were plotting against the republic, they did away with six of them including Maiwandwal, and incarcerated the rest for life or long prison sentences. Actually, they were all known for their opposition to communism. The Islamists became their next target. After the imprisonment of the head of the Islamic Association, Ghulam Mohammad Niazi, they rounded up about two hundred others alleging that they were also plotting against the republic. Other Islamists, including Burhan al-Din Rabbani, and his young lieutenants, Gulbuddin Hekmayar, and Ahmad Shah Masud, the future commanders of the Islamic movement, fled to Peshawar. From there they organized in 1975 local uprisings in a number of districts inside Afghanistan, which were subsequently crushed. The reign of terror had many dimensions. As Faiq states: *“When these leftists would find a wealthy man or national and social figures in opposition to their atheistic views they would accuse them of anti-republic activities so that they may do away with them or promote their own self interest<sup>42</sup>.”* Consequently, the Parchamis were hugely discredited, and President Dawud, who had consolidated his position, concluded that now was the time to clear the republic from these leftists, known as communists, by changing the internal and external policies of the republic.

President Dawud sent away Parchami cabinet ministers as ambassadors abroad, and demoted a few known leftist military officers to insignificant positions. By the end of 1975, the government had become apparently clear of known communists. Meanwhile, on several occasions he addressed large crowds of people in a number of provinces to say that the present political system is based on *“national ideology”*, and that the *“imported ideology”* is dangerous to our society. By *“imported ideology”* he meant communism. To dispel the wrong impression about Afghan independence which was circulating at the time he assured Afghans that *“Afghanistan is an independent state, not the satellite of any country, and could never become so. If the enemy nourishes such*

---

42. FAIQ, Ghousuddin, *The Secret I did Not Want to Disclose*, Peshawar, Fazl Bookstore, 2000, p. 96 (Persian). Faiq was an architect of the July coup, and minister of Public Works in the First Republic of Afghanistan.



*an idea I can say this much that it is a fancy and madness*<sup>43</sup>.” More essential was his efforts aimed at the legitimization of the state by adopting a new constitution in early 1977 through a *Loya Jirga*, the highest national forum. The *Loya Jirga* also elected him president for six years. Naturally, his break with the Parchamis and indeed all leftists made them cautious, and now they went underground, especially after the construction of a new huge prison was expedited, and a strict criminal code was made into law which forbade the gathering of people without official permission.

By then (also later) President Dawud had officially visited a number of Middle Eastern countries including Iran and Pakistan, and obtained promises of credits and cash assistance for his developmental projects. Saudi Arabia and Iran had been very generous in their undertakings. Pakistan's Prime Minister Zulfikar Ali Bhutto, as well as his successor General Zia al-Haq had, in several talks with Dawud demonstrated good will on the Pashtunistan issue in a spirit of compromise. Resultantly, relations between the two countries improved so much that the author Ghaus, who was present in these talks optimistically predicted that “*in three to four years the Afghan-Pakistan dispute would have ceased to exist*<sup>44</sup>”. But Moscow was informed of the confidential talks Mohammad Dawud held with leaders of Egypt and Saudi Arabia. His interpreter, Rahim Rafat, who was a covert agent of the Parcham faction, had passed a transcript of the talks on to Babrak Karmal who “*dutifully reported his findings to Moscow*”. Moscow then knew that Mohammad Dawud was balancing the “*Soviet aid with theirs*”. But when Mohammad Naeem, the President's brother who represented him as his ambassador-at-large “*went to Washington for engineers, experts, and advisers in various fields, Moscow's suspicions grew*<sup>45</sup>”. Undoubtedly, President Dawud was tilting toward the West, but this was to keep a balance between the two blocs without changing Afghanistan's policy of nonalignment. Dawud often told his colleagues that “*Afghanistan, in its foreign relations, would never give cause for alarm to the Russians, but if Afghanistan's friendly intentions and its legitimate freedom of action were interpreted by them as contrary to their interests, there was really not much that Afghanistan could do about it...*<sup>46</sup>” It was also true that by September 1977 “*the Soviet presence in Afghanistan was greater than that of*

---

43. GHAUS, *op. cit.*, p. 190.

44. *Ibid.*, p. 147.

45. NAYAR, Kuldip, *Report on Afghanistan*, New Delhi, Allied Publishers Private Limited, 1981, p. 14.

46. GHAUS, *op. cit.*, p. 181.



any foreign power". They nevertheless feared of "*the possibility that a Tehran-Kabul-Islamabad axis might emerge with a pro-Western inclination.*"<sup>47</sup>

Still, economic cooperation between the two countries appeared to be progressing normally. During 1975, the Soviet Union granted Afghanistan \$ 437 million in economic credit, while in 1976 the two countries concluded a trade agreement calling for a 65 percent increase by 1980. The rhetoric about the Soviet-Afghan friendship was heard as usual, in which the mutual relationship was described as "*a perfect model of peaceful co-existence between countries with different social and economic systems*". But in other fields the Soviet Union stepped up its subversive activities. The Soviet Union persuaded the Khalq and Parcham factions through intermediaries to reunite after ten years of separation for they acted against each other as if they were enemies. They formally reunited in July 1977 under the old name, The Peoples' Democratic Party of Afghanistan. The PDPA was actually, as already noted, a reliable means for Soviet Russia to influence events in Afghanistan. Still more alarming was the activism which officials of the Soviet embassy showed at this time. As "*the size of the embassy's staff was really too big*", President Dawud intended to ask the Soviet government to reduce their number. Finally he decided "*to inquire [personally] from... Leonid Brezhnev, whether Soviet subversive actions in Afghanistan had received his sanction or were carried out without his knowledge*"<sup>48</sup>. This was also a subject to be raised with the Soviet leaders when President Dawud at the head of a delegation set out for Moscow at their invitation in the second week of April, 1977.

But Leonid Brezhnev during the joint talks in the Kremlin behaved strangely, surprisingly. In his statement on the second day of the meeting which was as usual dedicated to the friendly relations that existed between the two countries, he "*complained that a number of experts from Nato countries working in Afghanistan in bilateral ventures, as well as in the UN and other multilateral aid projects had considerably increased. In the past, he said, the Afghan government at least did not allow experts from Nato countries to be stationed in the northern parts of the country, but this practice was no longer strictly followed. The Soviet Union, he continued, took a grim view of these developments and wanted the Afghan government to get rid of these experts, who were nothing more than spies bent on promoting the cause of imperialism.*" It was a statement

---

47. *Ibid.*, p. 174, 204.

48. *Ibid.*, p. 174.

which President Mohammad Dawud could not leave unanswered. He actually responded, but we have two different versions of it. Two members of the Afghan delegation – Samad Ghaus and Jaleel Jameeli – are in agreement on the essentials of his verbal response, but polar apart about how President Dawud responded in action. According to the former, Dawud told Brezhnev that *“what was just said by the Russian leader could never be accepted by the Afghans, who viewed his statement as a flagrant interference in the internal affairs of Afghanistan”*. Dawud added that *“Afghanistan greatly appreciated its ties with the Soviet Union, but this partnership must remain the partnership of equals”*. The following is the rendition of the exact words of President Dawud on the subject:

*“We will never allow you to dictate to us how to run our country and whom to employ in Afghanistan . How and where we employ the foreign experts will remain the exclusive prerogative of the Afghan state. Afghanistan shall remain poor, if necessary, but free in its acts and decisions<sup>49</sup>.”*

Jameeli’s version is the same in essence, but different in form. According to his version Mohammad Dawud addressed Leonid Brezhnev with these words. *“We want our friendly countries to help us with economic assistance and the dispatch of experts, but if these assistances and the dispatch of specialists are meant interference in our internal affairs we would expel all of them even if they are from Germany, France, the Soviet Union, the United States, Bulgaria and other countries<sup>50</sup>”*.

The stark difference between these two versions is seen in President Dawud’s action in response. According to Ghaus the president immediately started leaving while his colleagues followed him. He only paused and turned back after the Soviet leaders hurried up to reach him. While shaking hands Brezhnev told Mohammad Dawud that he was ready to talk in private as he had asked for it whereupon Dawud said in a loud voice that there was now no need for it. In Jameeli’s version the confrontation had not happened. Besides, he states that after Mohammad Dawud had finished his response the Soviet Prime Minister Alexi Kosygin, requested him to enlighten them about the situation in the Middle East. Mohammad Dawud explained the situation in detail for which Kosygin thanked him much<sup>51</sup>.

49. *Ibid.*, p. 179.

50. Quoted in KAKAR, H., *The July Coup, op. cit.*, p. 62.

51. *Ibid.*

As had been scheduled the ministers of planning of both countries concluded an agreement whereby the Soviet Union undertook to grant a credit for the implementation of Afghanistan's seven-year plan. By and large the bilateral talks in the Kremlin ended up in a happy note despite the verbal clash. Nevertheless, the verbal clash reverberated so widely that the next year's successful coup against the Afghan republic by the Khalqi faction of the pro-Moscow PDPA was (and still is) generally held to be its consequence, even though, as will be seen shortly, it has not been substantiated.

For President Mohammad Dawud problems at home became serious when later in the year after he had officially visited a number of countries including Pakistan a wave of terror struck the land. The victims of this unprecedented wave of terror were mainly the PDPA members. Government officials were also terrorized. Terror began in the rural areas. In Kabul persons of high profile became its victims. Included in this group were Ali Ahmad Khurram, minister of planning, and Mier Akbar Khyber, the prominent theoretician of the Parham faction of the PDPA who was assassinated on April 17, 1978. Who did away with him has not been established; most probably it was the result of policy differences that had arisen between him and Babrak Karmal, the top leader of the Parcham faction. Khyber was against taking power by a coup, holding correctly that the PDPA may topple the government but the Afghans will not accept to be governed by it. But his death was made into a big event when by my own estimate about twenty thousand members of the now united PDPA took to the streets in Kabul while the leaders who spoke at Khyber's burial condemned the government for his murder.

Since all this was against the criminal code and a kind of challenge, the government imprisoned six of its civilian leaders in an ordinary city prison on April 25, and stand trial for subversion. Early next morning Hafiz Allah Amin and two others were also imprisoned. Amin before his arrest had ordered the military officers of his own Khalq faction, less than 2,000 members, to seize power. Amin was the liaison officer of his faction with the military. Surprisingly they or some of them succeeded in doing so in the course of one day (April 27), after eliminating over two thousand defenders of the republic. Mohammad Dawud, who had been kept isolated in his official residence from the start of the coup, along with members of his own and extended family

and some ministers were also killed the next day. Later in the same day, the imprisoned leaders of the party were released unharmed, and they took the reigns of government in their hands.

Like the July coup of 1973, this coup was also purely military and the work of Afghans with no involvement of the Soviet Union. The general view, however, had been and still is that it had been orchestrated by the Soviet Union. But the available sources and the circumstances in which it occurred do not support the view. In the first place, General Secretary of the PDPA, Nur Mohammad Taraki and his assistant, Babrak Karmal knew nothing about the coup. They were in prison when it happened, and when released they were surprised. Karmal even asked Amin whether he had informed the Soviet comrades about his action. Amin's response was that he had neither time nor deemed it necessary to do so<sup>52</sup>. And lastly, neither the KGB nor the Soviet Union's Politburo documents which have come to light after its dissolution reveal anything of the sort. An alternative member of the Politburo of the Soviet Communist party, G.M Kornienko even states that "*for Moscow this coup even came out of the blue sky. The unexpected news first arrived from Reuters, the British information agency, and after that came the post-factum message from the Soviet embassy in Kabul*"<sup>53</sup>. Furthermore, for reasons to be explained shortly, the Soviet Union would not have helped Amin to seize power.

Contrary to general expectation, the Soviet Union did not immediately recognize the new regime; they did so when, under their insistence, on April 30, the Khalqi leaders agreed to make the faction of Babrak Karmal an equal partner in the government. For this the Soviet Union had sent a senior KGB official, Vladimir Kryuchkov, to Kabul. The new government was then headed by Nur Mohamad Taraki as President with Babrak Karmal as Vice-President, and Hafizullah (Hafiz Allah) Amin as Minister of External Affairs and Deputy Prime Minister. Many other Parchamis also entered the government but as junior partners. The lion share of government seats went to the Khalqis. Furthermore, as Selig Harrison states "*Amin's grip on the Khalq*

---

52 KATAWAZI, Khoyal M., Personal communication, 2006.

53. KORNIENKO, G. M., "*The Afghan Endeavor: Perplexities of the Military Incursion and Withdrawal*", *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, Winter, 1994, p. 2. The writer was an alternative member of Politburo of the Communist Party of the Soviet Union.

*army cells enabled him to dominate the new regime from the start*<sup>54</sup>." This was not, however, to the liking of the Soviet Union as it preferred the Parcham faction to the Khalq faction as well as Karmal to other leaders of the PDPA. Karmal had endeared himself to the KGB after he had become its faithful agent in 1957<sup>55</sup>, while Amin had no special relationship with the Soviet Union, and was furthermore known to be a nationalist. While both factions adhered to Marxism and Leninism, the Parchamis were more pro-Soviet than the Khalqis were. That was why even though Taraki was perhaps KGB's first Afghan recruit (he had become an agent of the KGB in 1951<sup>56</sup>), he as well as his faction were unwilling to be dictated by the Soviet Union in how to run the country. As a former KGB archivist and the author of *The KGB in Afghanistan*, Vasiliy Mitrokhin, states that " *the Soviet representatives and the Afghan leadership became noticeably alienated. The Afghans, to some extent, displayed willfulness and acted without consultation*<sup>57</sup>". Iqbal Waziri, head of the political department of the army in the new regime even states that "*the Soviet Union leadership was encouraging the Karmal faction to dispossess the Khalqis of power*<sup>58</sup>". This seems likely since the KGB officials in Kabul had earlier reported to Moscow that the Parcham faction had more supporters in the army as well as among the civilian population than the Khalq faction had<sup>59</sup>. In fact, the truth was just the opposite.

Encouraged by the KGB, Karmal's colleagues held various meetings to replace the Khalqis<sup>60</sup>, but in June the authorities discovered their plot through the agents of the AGSA, the newly instituted intelligence service modeled on the KGB. Amin wanted to imprison Karmal and his scheming colleagues, but, as advised by Taraki and the Soviet ambassador he finally sent them abroad as ambassadors<sup>61</sup>. Later in August a few other leaders of the Parcham faction as well as Chief of Staff of the army, General Shahpur Ahmadzai, and General Abd al Qadir were imprisoned for the same reason. The Soviet leaders practically ignored the imprisonments, but refused to assist the regime

---

54. MITHROKHIN, *The KGB in Afghanistan*, op. cit., p. 25; HARRISON, Selig, "How the Soviet Union Stumbled into Afghanistan", in HARRISON and CORDOVEZ, Diego, *Out of Afghanistan*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 28.

55. MITHROKHIN, *The KGB in Afghanistan*, op. cit., p. 17.

56. *Ibid.*

57. *Ibid.*, p. 42.

58. WAZIRI, Iqbal, *The April Uprising, The Machinations of the KGB and the Soviet Invasion*, Peshawar, The Pashtankhwa Educational Center, 2007, p. 97 (Pashto).

59. MITHROKHIN, *The KGB in Afghanistan*, op. cit., p. 39.

60. AZIMI, Nabi, *Army and Politics (During the Last Three Decades)*, Peshawar, Maiwand Publication Center, 1998, pp. 156-158 (Persian); WAZIRI, op. cit., p. 98.

61. *Ibid.*, p. 99.

with its army to suppress the great Herat uprising in March 1979, as requested personally by Taraki, who had secretly gone to Moscow for that purpose<sup>62</sup>. Instead, assuring Taraki that “*under no circumstances we may lose Afghanistan*”, the Soviet leaders promised to promptly send heavy weapons to Kabul as well as some consumer goods. At the same time, following the suppression of the uprising which resulted in heavy casualties on both sides, they sent various military as well as civilian missions to Afghanistan to assess the situation. In fact, following the Herat uprising the Soviet Union became increasingly involved in Afghan affairs. This was perhaps because the government had made itself very unpopular for treating the people very harshly as a result of which they had staged numerous uprisings.

Following the Herat uprising the monolithic unity of the Khalqi leaders had disappeared. This happened after Amin became Prime minister as well. Four of his colleagues, known as the Gang of Four – Aslam Watanjar, Minister of National Defense; Said Mohammad Gulabzoy, Minister of Communications; Sher Jan Muzddoryar, Minister of Interior and Asadullah Sarwari, head of AGSA – refused to work under him. As before they reported to Taraki, not to Amin, even though he was now their boss. They did so in the belief that Amin had monopolized all power in his hands. Since they were no match to Amin in personal ability and official standing, they worked on Taraki in an effort to turn him against Amin. Waziri states that it was the Soviet embassy and chief of the KGB in Kabul Lieutenant-General Boris S. Ivanov who encouraged the Gang of Four to create tension between Taraki and Amin<sup>63</sup>. Also, AGSA's chief Soviet adviser, L.P. Bogdanov provoked Sarwari against Amin so much so that the latter would subsequently plot several times, unsuccessfully, to do away with him. Much later, both Sarwari and Gulabzoy told Waziri that it took them four months to convince Taraki to listen to their views against Amin<sup>64</sup>.

It was in this atmosphere, that on September 10, President Taraki met Leonid Brezhnev in the Kremlin back from Havana where he had attended the summit conference of the non-aligned countries. Brezhnev in Moscow warned Taraki that “*the excessive concentration of power in the hands of others, even your own closest aids, could be dangerous for*

---

62. *Documents on the Soviet Invasion of Afghanistan*, pp. 142-147.

63. WAZIRI, *op. cit.*, p. 107.

64. *Ibid.*

*the fate of the [April] revolution. It can hardly be expedient for someone to occupy an exclusive position in the leadership of the country, the armed forces and the organs of the state*<sup>65</sup>.” In Brezhnev’s view, since Amin was the source of “danger”, Taraki should replace him by Karmal in a new “democratic coalition government”. This was in fact what the KGB officers in Kabul had suggested to Moscow in a memorandum when Taraki was leaving for Havana<sup>66</sup>.

Back in Kabul on September 11, Taraki set a motion to get rid of Amin. But it was too much for him to do so as the reality of Kabul was unfavorable. Amin, in Taraki’s absence, had further consolidated his position by raising loyal men to sensitive positions in all government departments. He was in fact now the strongest man of the regime. For poor Taraki, who was a figurehead from the start, it was now too much to dump Amin. He could only hatch anti-Amin schemes with the help of his Soviet comrades and the Gang of Four. This was the situation when he was caught up in his own trap on September 14. Until then while Sarwari unsuccessfully plotted to take Amin’s life, the latter unsuccessfully asked Taraki to dump the Gang of Four. The back room struggle for power had reached its highest point, with a few of Amin’s partisans had already been gunned down. In this atmosphere, Amin, fearing for his life, would not meet Taraki despite being summoned several times. All this time, members of the Gang of Four were on the run between hiding places, and the residence of Ilyin, a KGB operative at the Soviet embassy.

On September 14, ambassador Puzanov, Boris Ivanov, L.N. Gorelov and Ivan Pavlovskiy – the Soviet generals in Kabul “took off for yet another meeting at the House of the Nation. Taraki asked Amin to attend it as well. However, the latter refused point blank, citing the possibility of an attempt on his life as an excuse. But yielding to Taraki’s insistence he agreed and demanded guarantees for his safety from Puzanov. The latter gave him the guarantee, speaking to Amin over the phone”<sup>67</sup>. They communicated Brezhnev’s instructions that wanted reconciliation between Amin, and Taraki, but, according to

---

65. Quoted in *The KGB in Afghanistan*, p. 50. Alexander Morozov, a former KGB officer writes that “Moscow urged Taraki to put Amin in place with help from Ambassador Puzanov, Andropov’s representative, General Ivanov, and General Pavlovskiy who represented the Ministry of Defense under Ustinov”: MOROZOV, A., “Our Man in Kabul”, *New Times*, 41, 1991, p. 32. Waziri even states that Taraki was compelled to physically liquidate Amin and to bring the Parchamis into the fold of the government.

66. MITHROKHIN, *The KGB in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 49.

67. MOROZOV, *loc. cit.*, p. 32.



Waziri their real purpose was the physical elimination of Amin<sup>68</sup>. When Amin, accompanied by his bodyguards and head of the presidential secretariat, Dawud Tarun, stepped up to the second floor leading to Taraki's official residence, he was fired on by Taraki's guards. Tarun, who was going in front of Amin, was instantly killed and Amin managed to escape alive.

Soon the triumphant Amin replaced Taraki as the head of state, the government and the party, while Taraki was arrested and suffocated to death. The Soviet Union officially recognized President Amin and his government, but relations between them were strained, especially after Puzanov denied that he had given safety guarantee to Amin, and that he had no knowledge of the whereabouts of the Gang of Four whereas in fact except for Mizdooryar who had been arrested the three others soon were smuggled out to the Soviet Union. Still President Amin expressed strong desires of friendship for the Soviet Union, and made it an official slogan that *"friendship with the Soviet Union is a part of Afghan patriotism"*.

At the same time he also called Puzanov a liar, and asked the Soviet government to recall him. He had already expelled two Soviet officials for meddling in Afghan affairs. But the most decisive moment in Soviet-Afghan relationship came sometime in mid-October when Puzanov, who was still in Kabul, asked President Amin in a private meeting to appoint Karmal as his Prime minister. A reliable source has told me that on hearing the request, President Amin suddenly slapped Ambassador Puzanov in his face, and tears streamed down from his eyes. Thereafter, the Soviet leaders lost confidence in Amin, and concluded that with Amin in power, they would lose their paramount influence in Afghanistan, whereas on October 4, Brezhnev had stated that *"we now see that Amin is implementing what I told Taraki [and that] many of Amin's followers and partisans are honorable people who are faithful to the ideas of Marxism-Leninism, and take a good attitude towards us"*<sup>69</sup>. By saying so, Brezhnev was referring to the reform measures President Amin had adopted, including the appointment of a commission for the promulgation of a constitution.

The decision to invade Afghanistan militarily was officially taken on December 12, 1979 originally by a few octogenarian members

---

68. WAZIRI, *op. cit.*, p. 118.

69. *Documents on the Soviet Invasion of Afghanistan*, p. 157.



of the Politburo of the Soviet communist party headed by an ailing Brezhnev<sup>70</sup>. Before that, the KGB had taken Babrak Karmal, a few other Parchami leaders, and the Gang of Four to Moscow to accompany the Soviet invading army to Afghanistan. The invasion took place on December 27<sup>71</sup>. But until that time the Soviet officials dealing with Afghan officials had been instructed to deal with them respectfully to allay their possible suspicion, and be sympathetic to their requests for Soviet assistance. They were so successful in this that the Afghans and even President Amin who was known for his sharp perception were totally surprised by the invasion. The invasion was taken after the KGB's attempts to poison Amin had failed.

The Soviet leaders' decision to invade Afghanistan was taken, not because the Amin regime was in danger of falling to the Muslim fundamentalists as is generally believed. But because the Soviet Politburo had concluded that Amin "*may change the political orientation of the regime*"<sup>72</sup>. Because of this "*the Soviet leadership increasingly feared the loosing of Afghanistan for the Soviet Union, and that the Americans could station themselves there having lost Iran*"<sup>73</sup>.

This was, however, a mere smoke screen for their real purpose, which was a modern version of nineteenth century imperialism. As I have elsewhere stated by embarking on this adventurous course "*the Soviet leaders apparently assumed that with Amin removed, the compliant Karmal, backed by the Soviet might, would fill the vacuum*"<sup>74</sup>. They were grossly mistaken. Since the value systems of Afghans and the Soviet Russians were basically different and since the aggression was totally unjustifiable and contrary to international norms and agreements and a clear contravening of the independence of Afghanistan, the decisive majority of Afghans continuously opposed the invasion, as most of the Western and Muslim countries, especially the United States and Saudi Arabia that assisted them generously with weapons, logistic and other necessary materials until the Soviet Union, after over nine years of war and destruction, was forced to retreat in 1989 in total failure.

---

70. HARRISON, *Out of Afghanistan, op. cit.*, p. 45; KAKAR, M.H, *Afghanistan, The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-1982*, Berkeley, University of California press, 1995, p. 50. DOBBS, Michael, "*Secret Memos Trace Kremlin's March to War*", *Washington Post*, November 15, 1992.

71. **The Russian General Staff**, *The Soviet-Afghan War, How a Superpower Fought and Lost*, Translated and edited by GRAU, Lester, and GRESS, M., University Press of Kansas, 2002.

72. KAKAR, *Afghanistan, The Soviet invasion...*, *op. cit.*, p. 44.

73. KORNIENKO, *op. cit.*, p. 2.

74. KAKAR, *op cit.*, p. 45.

By this time the strong Afghan resistance and the burden of the war had weighed so heavily on the Union of the Soviet Socialist Republics that it shortly afterward disintegrated. Thus the world was saved from the mischief of the KGB. By giving huge sacrifices in defending their values against a naked aggression, the Afghans also served the world.

Hassan Kakar  
Ancien professeur d'histoire à l'Université de Kaboul

## TÉMOIGNAGE

Speaking from my experience as U.S. ambassador to India (1985-1986), I would like to stress that the American support for the Pakistani military effort in Afghanistan during the 1980's was primarily a US-Soviet confrontation. With Saudi Arabia the U.S. helped to finance Arab volunteers from many countries to put military pressure on the Soviet Union to leave Afghanistan. The Soviets withdrew from Afghanistan in February 1989.

During my stay as U.S. ambassador in India, I passed messages from President Reagan to President Gorbachev of the Soviet Union via Indian Prime Minister Rajiv Gandhi to obtain a precise schedule of the Soviet military withdrawal, and to obtain the establishment of an acceptable successor government in Kaboul. This government was headed by Najibullah. The U.S. and Saudi Arabia supported Gulbuddin Hekmatyar during the anti-soviet war but he and his fighters turned, over time, into staunch opponents of the United States.

The assassination of the President of Pakistan, Zia Al Huq, in August 1988 further complicated the Pakistan-Afghanistan-India relationship. During my tenure in India, I was struck by the anxiety of certain American pro-Israeli congressmen who feared of Pakistan's effort to create « the Islamic bomb ».

In conclusion, I believe that peace in Afghanistan cannot be achieved by military occupation or by force alone but will also require engaging diplomatically all factions of Afghanistan and Pakistan and other countries of Southwest Asia plus the major world powers interested in the stability of that area.

**John Gunther Dean**  
Ancien ambassadeur des États-Unis



# AFGHANISTAN : UN CONTEXTE POLITICO-MILITAIRE SOUS TENSION

« Rien de durable ne se fonde sur la force »

Louis Hubert Lyautey

L'engagement des forces occidentales en Afghanistan contribue-t-il à supprimer la menace terroriste ou, au contraire, alimente-t-il le développement d'un foyer de terrorisme vers lequel convergent tous les extrémistes jihadistes? Par ailleurs, huit années après le déclenchement des opérations militaires en Afghanistan, il paraît utile de se demander si l'emploi de sociétés militaires privées<sup>75</sup>, par les gouvernements étrangers – essentiellement par les États-Unis et

---

75. Le concept de société militaire privée renvoie dans cet article aux *Private Security Companies (PSC)* et aux *Private Military Companies (PMC)*. Les premières, majoritaires, offrent des services de sécurité allant de la maintenance et du gardiennage à l'entraînement des forces gouvernementales, en passant par la surveillance aérienne, le déminage, le conseil, la reconstruction des infrastructures militaires et la logistique. Les secondes sont constituées de compagnies capables d'offrir une participation militaire directe et de modifier le cours d'un conflit ou d'une crise politique par leur intervention. Pour un approfondissement, on pourra se référer aux actes de l'excellent colloque organisé au Collège de France par le Centre d'Études et de Recherches en Droit International (Cerdin) : « *Le rôle des tiers aux conflits armés dans la protection des populations civiles* », Paris, le 2 juillet 2009.

les pays anglo-saxons – correspond à une efficacité militaire avérée, ou au contraire est-il de nature à faire échouer les options de sortie de crise conçues par les États et le volet militaire de la coalition ?

Les conflits actuels et celui qui se déroule en Afghanistan tout particulièrement, exigent une pensée et une culture méthodologique nouvelle. Pour reprendre la distinction de Raymond Aron<sup>76</sup>, la guerre actuelle ne vise plus à dicter la paix par le total écrasement de l'autre, mais à négocier les conditions de la paix, puis à établir les modalités favorables à son rétablissement.

Le poste de *Political Adviser*<sup>77</sup> (*Polad*), que j'ai tenu et qui est destiné à relayer la position politique et conseiller l'autorité militaire du commandant en chef, contribue en partie à répondre à ce supplément de connaissance politique généré par l'inflexion du contexte stratégique et de la contre-insurrection<sup>78</sup>. C'est en réponse à ce besoin que j'ai été intégré comme *Polad So Coord*<sup>79</sup> au sein de l'état-major opérationnel de la Fias à Kaboul pour une mission qui a duré 6 mois de février à août 2008. Officier inséré, je relevais directement de l'Otan et non de la chaîne de commandement française et étais rattachée au général McKiernan, qui commandait alors les forces de la Fias<sup>80</sup>.

Il s'agira, de livrer quelques éléments d'analyse politico-militaire saillants de ce retour d'expérience, puis d'évoquer les principales évolutions du contexte politique actuel.

76. Aron (R.), *Guerre et paix entre les Nations*, Calman Levy, 1962.

77. Ce métier « inventé » par les Britanniques et généralisé par les armées américaines s'impose dorénavant aux pays qui participent à des opérations multilatérales. K.C. Leuer and Alan N. Sabrosky, "Political advisers and the field commander", *Military Review*, September 1988, p. 75. Pour un développement de ce poste : Charlier (M-D), "Political advisor en Afghanistan : témoignage", in *Inflexions*, La documentation française, septembre 2009, p. 201 à 209.

78. La contre-insurrection est une guerre tout autant politique et sociale que militaire. Le FM 3.24 (*Field Manual*) très inspiré des thèses de David Galula, en est la juste représentation.

79. Exactement « *Conseiller politique Staff coordinateur* ». Intégrée dans l'équipe du Polad (du rang de général) composée de 7 officiers et de deux diplomates, et directement rattachée au général commandant l'ensemble des forces de la coalition, j'encadrais le travail de 4 officiers conseillers régionaux (*Regional Adviser*), chacun en charge des régions nord, sud, est et ouest.

80. Le bureau du Polad, est en charge de mesurer le niveau de gouvernance et de définir les effets à produire pour l'améliorer. Il est responsable du suivi de l'évolution de la situation politique, au niveau local, national et international, susceptible de présenter des implications pour la conduite de la mission de la Force sur zone. À ce titre, il lui appartient d'entretenir des liens étroits avec les principaux acteurs de la vie politique, de proposer le cas échéant des pistes d'amélioration et de dialogue et de mesurer la perception des forces de la Fias sur l'ensemble du théâtre afin de présenter quotidiennement au Comisaf les événements politiques significatifs susceptibles d'impacter l'équilibre des forces de la coalition. Cette mission implique notamment d'être un relais d'influence de la politique française. Pour cela, la liberté de mouvement sur le théâtre constituait une réelle clé de succès. En tant que *Polad So Coord* je bénéficiais d'une autorisation de sortie permanente sur l'ensemble du territoire - ce qui est peu courant compte tenu de règles d'engagement nationales de plus en plus drastiques interdisant la sortie des camps- mais qui constitue, dans le cadre de ce poste particulier, une condition *sine qua non* de réussite.

## 1. Les sociétés militaires privées : une coalition dans la coalition

Lorsque l'on circule sur le territoire afghan on ne peut manquer d'être saisi par la présence massive des sociétés militaires privées (SMP), qu'accompagne naturellement le développement d'un marché de la sécurité, impressionnant sur l'ensemble du territoire. Par leur implantation au cœur des états-majors interalliés et leurs connexions internationales, nous verrons que ces SMP sont à même de tirer parti des orientations opératives, voire de les influencer dans un sens conforme à leurs intérêts propres et inverse à ceux de la coalition.

Selon les sources officielles et tel que le souligne le commandant Pierre Demont (CID), leur poids relatif au sein du dispositif militaire interallié est conséquent (1 200 agents pour la seule *Combined Joint Task Force Phoenix*, soit 20 % du personnel). De plus, les SMP sont des acteurs économiques essentiels au niveau local car elles drainent une part importante du financement de la reconstruction et de la refondation de l'Ana. Un cadre d'une SMP servant en Afghanistan peut percevoir jusqu'à 300 000 dollars par an.

Le budget alloué à *Military Professional Resources Inc* (MPRI) pour la rédaction de la doctrine militaire atteint 200 millions de dollars. Celui affecté annuellement à la composante entraînement (géré par CSTAC-A/CJ7) est de l'ordre de 1,7 milliards de dollars. Ces chiffres illustrent l'importance des enjeux financiers que l'Afghanistan représente pour les SMP. De véritables business-plans sont élaborés afin d'optimiser la rentabilité de leurs investissements.

Les SMP deviennent des acteurs stratégiques et incontournables. Par le soutien logistique, la rédaction de la doctrine<sup>81</sup>, l'instruction et l'entraînement de l'Ana, le *Mentoring* des états-majors, la formation des chefs de corps de *Kandak*<sup>82</sup>, l'instruction des spécialistes à Kaboul ou dans les corps, qu'elles assurent elles sont en mesure d'infléchir comme elles le souhaitent sur l'évolution du conflit.

---

81. Au sein du *Combined Training Advisory Group* (CTAG).

82. Au sein du *Kabul Military Training Center* (KMTC).

Au sein de l'état-major de l'Isaf, où elles sont parfaitement intégrées à la vie du camp, comme sur l'ensemble du territoire, les SMP sont partout. On compte pour un militaire, environ un *contractor*<sup>83</sup>. Incontestablement, elles constituent des vecteurs très « marketés » du marché de la sécurité, qu'accompagne un cortège d'objets sécuritaires au commerce lucratif (lunettes, sacs, vestes, gants, holsters, etc.) et qui s'inscrivent dans une « mode vestimentaire guerrière », voire dans une certaine « esthétique de la guerre »<sup>84</sup>. Les *contractors* forment d'ailleurs les militaires à certaines techniques particulières<sup>85</sup>. Les SMP les plus connues sont *Blackwater*, *DynCorp*, *Military Professional Resources Inc.* et *Kellog Brown and Root* (KBR). Elles sont majoritairement regroupées au sein de la *Private Security Companies of Afghanistan* et constituent des acteurs économiques incontournables au niveau local, drainant une part non négligeable de fonds servant à la reconstruction de l'armée nationale afghane.

Leurs connaissances approfondies du théâtre afghan (de deux à quatre ans) leur confèrent l'unique mémoire de la situation. Celle-ci est tout à la fois reconnue et indispensable aux états-majors interalliés dont la durée des missions sur zone est bien inférieure. Cette expérience leur permet à terme de coordonner, réguler, voire promouvoir l'action des autres sociétés militaires privées et d'orienter la vision des états-majors dans une direction qui leur est conforme.

Les connexions des SMP avec les hautes sphères politiques américaines (Dick Cheney pour KBR, Tom Daschle pour MPRI...), leur confèrent un avantage stratégique en matière d'accès à l'information et de protection politico-juridique (les nombreuses procédures judiciaires intentées contre les sociétés *Blackwater* et KBR par les familles d'anciens agents tués dans des actions illicites sont le plus souvent classées sans suite). Leur lobbying (32 millions de dollars auraient été dépensés par MPRI auprès du Congrès américain en 2001) leur garantit une certaine impunité, voire la bienveillance de l'administration fédérale, quelle que soit la majorité en place.

83. Congressional Research Service, Moshe Scharz, « *Département of Defense Contractors in Iraq and Afghanistan : Background and Analysis* », août 2009 ; SCLUMBERGER (G.), KLEN (M.) ; « Société militaire privée et souveraineté », *TTU Online*, janvier 2009.

84. À ce titre, le lecteur pourra se référer à la revue « *The year in Special Operations 2008* », qui restitue très bien la tendance de ce marché de la sécurité.

85. J'ai ainsi été formée dans le désert afghan par des *contractors* de la société *Blackwater* à la détection des engins explosifs improvisés.



À la lumière des différents retours d'expérience d'officiers français sur le théâtre afghan, et de ma propre expérience comme conseiller politique au sein de la Fias, il est clair que les sociétés militaires privées n'ont aucun intérêt à la stabilisation de l'Afghanistan et à ce que « l'afghanisation » de l'Ana fonctionne : cela diminuerait d'autant la nécessité en agents contractuels et irait logiquement à l'encontre de leurs intérêts financiers. Aussi, les cadres de ces sociétés se gardent bien de transmettre leurs connaissances et suppléent les organismes afghans au lieu de les conseiller utilement.

En plus de la doctrine, la composante « Entraînement » constitue un autre volet de formation très rentable. À ce titre, l'instruction de l'Ana représente un réservoir de bénéfices non négligeable. Lorsque les compagnies privées recrutent, forment et mettent en place 800 professeurs pour le programme de lutte contre l'illettrisme au sein de l'Ana (*Literacy program*), elles cherchent à bénéficier d'un retour sur investissement le plus rapide possible ce qui les portent à allonger leur délais d'instruction. Très clairement, leur intérêt n'est pas d'encourager les capacités de formation interne de l'armée nationale afghane...

La logistique de l'Ana demeure elle aussi l'un des points forts du monopole des sociétés militaires privées sur le territoire afghan. Celle-ci est assurée par la société *RM Asia*. On cherche ainsi en vain une obligation d'instruction des techniciens afghans : mais aucun objectif de formation dans le temps n'est imposé. Compte tenu de l'importance des investissements initiaux effectués, il est primordial pour l'ensemble des compagnies privées de rentabiliser le plus rapidement possible leur mise financière et, *de facto*, de ne pas transférer leurs compétences à l'armée afghane qu'ils sont supposés instruire. Le budget accordé aux *contractors* atteint des niveaux qui font des SMP une composante essentielle de l'effort allié et américain en Afghanistan, mais aussi un facteur non négligeable de l'enlisement de l'afghanisation de l'Ana.

Cette évolution inéluctable de la privatisation de la force légitime introduit la perspective d'une véritable révolution de la sociologie et de l'identité des acteurs de la guerre. On est ainsi progressivement passé d'une externalisation des services à une externalisation de la guerre.

## 2. Un contexte sécuritaire délétère

Lorsque l'on vit à Kaboul on constate très rapidement l'existence d'un contexte sécuritaire délétère qui fragilise la cohésion de la Fias, joint à une gouvernance et un État de droit fragile sur un fond d'élections présidentielle à haut risque.

### • *Un environnement de plus en plus instable*

Parmi les plus spectaculaires attaques durant ma mission, j'ai pu assister aux conséquences de l'attentat contre le président Hamid Karzaï le 26 avril, ainsi qu'à celui contre l'ambassade d'Inde le 6 juillet à 08h30. Dans le premier cas : 1 mort, 11 blessés, dans le second, 41 morts et 151 blessés : le sol était jonché de membres mutilés et de morceaux de chair humaine, on marchait sur les décombres. Dans les deux cas, la presse occidentale a relayé (involontairement bien sûr, mais le résultat est identique) des images conformes à développer stress et inquiétude au sein de la population afghane et à décrédibiliser l'action de l'Isaf, répondant en cela parfaitement à l'objectif stratégique des attaquants de déstabiliser les Afghans et de les rallier à leur cause.

Cette permanente dégradation de l'environnement sécuritaire est totalement proportionnelle à la croissance continue de la production d'opiacés et à la production d'héroïne sur le territoire afghan, ce qui renforce localement la mauvaise image d'une communauté internationale divisée sur la résolution de ce problème crucial. La corruption entache effectivement l'ensemble de la société afghane, et constitue véritablement le nœud gordien de la situation. D'ailleurs, la police reste inefficace et corrompue et le trop faible niveau de vie des Afghans ne leur permet pas de sortir de la spirale de la corruption. À titre d'exemple, la solde d'un colonel de l'armée afghane s'élève à 450 dollars et le loyer moyen mensuel d'une maison dans le quartier sécurisé de Kaboul se situe aux alentours de 350 dollars. Il est évident que le différentiel permet difficilement de faire vivre une famille. La corruption et le narcotraffic paraissent donc en l'état actuel fatalement inévitables compte tenu du faible niveau de vie afghan.

À Kaboul, une menace terroriste récurrente vise ainsi la présence occidentale et le gouvernement afghan<sup>86</sup>. À l'ouest, une menace terroriste latente existe à Hérat, plus grande ville de l'ouest afghan ;

86. 11 attentats-suicides ont été commis en 2008, le plus meurtrier est survenu en juillet 2008, devant l'ambassade d'Inde. Depuis le début de l'année 2009, 8 attentats ont déjà été recensés.

au nord, la situation est très volatile et vient d'enregistrer l'attentat de Kunduz ; le sud, fief traditionnel des talibans, se caractérise par une instabilité forte et constante de laquelle se dégage une insurrection accompagnée de campagnes d'assassinats de chefs tribaux et élus progouvernementaux. La collusion des intérêts entre chefs rebelles et narcotrafiquants motive très logiquement des attaques d'opportunité ; Enfin, à l'est, l'activité récurrente de rebelles semble un peu plus fragmentée. Les insurgés y sont affiliés à de nombreux mouvements : taliban, réseau de Sirajuddin Haqqani, *Hezb-e islami* de Gulbuddin Hekmatyar.

Par ailleurs, encore absents du théâtre afghan, la probable utilisation de *Manpads*<sup>87</sup> contre les moyens de transport aéromobiles des forces occidentales marquerait une inflexion dans l'évolution du conflit. À l'instar des pertes subies par les Soviétiques, les conséquences pourraient compromettre la poursuite de la mission des forces occidentales, qui souffrent déjà d'un manque de moyens en aéromobilité. L'évolution de cette menace spécifique s'impose fatalement comme un facteur dimensionnant à prendre en considération.

Globalement, le théâtre afghan reste donc volatile, caractérisé par un niveau élevé de violence relevant d'un ensemble de facteurs liés à la criminalité et aux narcotrafiquants ainsi qu'à une insurrection armée d'inspiration talibane émanant de population pachtoune vivant dans les régions frontalières afghano-pakistanaïses. Une intensification des combats est donc à prévoir du fait du renforcement des diverses mouvances extrémistes basées côté pakistanais où se trouvent, entre autres, les talibans afghans et pakistanais, les réseaux afghans de la famille Haqqani, et du *Hezb-e-islami* de Hekmatyar, ainsi que de groupes terroristes d'envergure internationale tels le *Lashkar-e-Toiba* et Al-Qaïda.

Par ailleurs, la résilience de l'extrémisme islamiste s'exprime très nettement au travers de l'arrivée d'une nouvelle génération talibane, souvent associée aux talibans dits pakistanais très radicalisés.

---

87. Les missiles *Manpads* (pour *MAN-Portable-Air-Defense-Systems*) appartiennent à la famille de systèmes de défense SATCP (Sol-Air Très Courte Portée, VSHORAD en Anglais : *Very SHOrt Range Air Defence*) : il s'agit de l'ensemble de la famille de missiles d'une portée maximale de 5 000 mètres et d'une altitude de 3 000 mètres.

Ce déplacement progressif du théâtre afghan vers le théâtre pakistanais semble inéluctable, d'autant qu'Islamabad ne coopère qu'avec difficulté à la lutte antiterroriste, témoignant bien des limites opérationnelles du concept d'Af/Pak. Dans cette optique, rappelons qu'à l'appel du mollah Omar, les talibans pakistanais ont annoncé en mars 2009 leur rassemblement au sein d'une nouvelle *shoura* prête à combattre les renforts américains en Afghanistan (*Ittihad-e-Shura-e-mujahideen*).

### • **L'enjeu des élections**

Les élections présidentielles en Afghanistan sont-elles maudites ? La situation actuelle – au mois de septembre 2009 – est notamment caractérisée par des élections présidentielles qui se sont préparées dans un contexte de confusion et de tension qui menacent de déboucher sur une impasse. Au pire, elles risquent d'enclencher un retour en arrière pour un pays éreinté par 30 ans de guerre, perclus de divisions et de luttes intestines ; au mieux, elles entretiendront la fragilité d'un système politique dont les Occidentaux ont pourtant impérativement besoin. Même si il est réélu dès le premier tour dans les prochaines semaines par la commission chargée de valider les opérations de vote, le président Hamid Karzaï ne pourra se prévaloir d'un succès irréfutable. Sa légitimité sera limitée alors qu'elle constitue le socle sans lequel toute stratégie d'organisation du conflit et de sa résolution est vouée à l'échec. Dans l'hypothèse où de nouvelles élections se dérouleraient, celles-ci ne feront jamais que consacrer l'aveu de l'échec de la coalition à avoir su assurer correctement le déroulement des précédentes. Elles risquent par ailleurs de se dérouler dans un climat de semi- guerre civile.

Profitant de la fragmentation de la scène politique afghane le président Karzaï a su garder l'ascendant sur la plupart de ses concurrents potentiels en dépit de son impopularité et d'un bilan décevant. Il évolue donc dans un milieu politique composé de rivalités d'où il fait figure de gagnant car en bon tacticien, il a disposé de leviers financiers et politiques considérables. À ce titre, il a peaufiné sa campagne pré-électorale en jouant sur la fibre nationaliste, voire populiste tout en gardant la main sur le dossier de la réconciliation nationale en ayant récupéré le processus de médiation saoudien.

Par ailleurs, face à lui, les autres candidats ont eu du mal à faire entendre leur voix, en dehors du docteur Abdullah Abdullah<sup>88</sup> et ce, malgré un soutien assez direct de la nouvelle administration Obama, qui n'a pas invité à la cérémonie d'investiture officielle le président Karzaï, mais en revanche Ashraf Ghani, Ahmad Jalali, ancien ministre de l'intérieur, le docteur Abdullah ou Sherzaï, ancien gouverneur de Kandahar.

La perspective d'une victoire du président Karzaï aux prochaines élections n'enchanté semble-t-il pas totalement les États-Unis, las d'une campagne présidentielle de Karzaï durant laquelle ce dernier a critiqué très violemment l'action de la coalition internationale. Certains rapports de presse font ainsi état de réflexions menées au sein de la communauté internationale, visant à mieux encadrer un deuxième mandat de M. Karzaï (possibilité de modifier la Constitution voire d'établir un poste de Premier ministre). Dans cette perspective et selon certains analystes, il semblerait que Washington n'hésiterait pas à envisager de travailler directement avec les gouverneurs provinciaux quitte à contourner les autorités centrales.

---

88. Diplômé de médecine à l'université de Kaboul en 1983, il a rejoint la résistance du Panchir en 1985 où il a exercé sa spécialité d'ophtalmologue. Le commandant Massoud en fait son homme de confiance et il devient son secrétaire particulier. Il suivra Massoud au ministère de la défense en 1992 au sein de la nouvelle république islamique d'Afghanistan. Par la suite, il deviendra ministre adjoint des affaires étrangères du « gouvernement en exil ». Il sillonna la région, l'Europe et les États-Unis en quête de soutien à la résistance antitaliban. Ironie de l'histoire, c'est lui qui suggère le nom d'Hamid Karzaï comme chef de l'administration provisoire de l'Afghanistan en décembre 2001. Monsieur Karzaï le remercia en le nommant ministre des affaires étrangères, puis en le limogeant en 2006. Il continue de souffrir d'un handicap : panchiri par sa mère et pachtoun par son père, il reste identifié au clan des Panchiris abhorré par de nombreux Pachtouns.

## Conclusion

Quand on discute avec la population afghane, il est frappant de constater son ressentiment auprès de l'Isaf. Ce n'est qu'en juillet 2009, que l'Isaf a décidé de ne plus focaliser la campagne militaire avec pour objectif de « tuer l'ennemi », mais de « protéger la population », comprenant par là même que 8 ans de stratégie militaire avaient alimenté l'insécurité. Certes il s'agit d'un progrès, mais il est un peu tardif.

Cela veut dire qu'il ne faut pas se tromper de guerre et qu'il doit y avoir une adéquation entre l'option militaire retenue et le projet politique d'une part, mais aussi l'adversaire et son mode de combat d'autre part. Il semble bien dans le cas de l'Afghanistan que l'adversaire n'ai été ni vu ni compris. Cela confirme encore que la population et l'humain sont devenus le nouveau lieu de la guerre.

Afin que l'engagement des forces occidentales en Afghanistan ne contribue pas davantage à alimenter la menace terroriste par le développement d'un foyer au sein duquel convergeraient tous les radicaux jihadistes et afin que les SMP cessent d'agir comme des acteurs autonomes sur le terrain, plusieurs mesures paraissent nécessaires.

L'importance d'être « en contact terrain » dans un État en situation de contre-insurrection, de reconstruction, voire plus objectivement de construction, est déterminante au risque « d'imaginer la guerre » dans le confinement des états-majors opérationnels et d'avoir des comportements inadaptés. Le comportement du soldat doit donc s'adapter. L'urgence paraît être très clairement de « penser une nouvelle gouvernance » par une « afghanisation de la paix », c'est-à-dire une prise en charge plus importante par les Afghans de leur propre sécurité. Par ailleurs, il importe pour le chef de la coalition de disposer au plus près de la décision tactique de conseils politiques. Enfin, dans un autre registre, l'idée circule dans les couloirs de Washington d'instaurer un *minima* social par famille, ou encore d'instaurer un service civique, voire militaire rémunéré<sup>89</sup>. La création d'une Équipe de réaction rapide de gouvernance, *Rapid Reaction Governance Team*, pourrait utilement répondre au besoin. Il s'agirait de créer une « ENA afghane » en mesure de former l'élite dirigeante.

---

89. De type RMA comme dans les Dom.Com.

Par ailleurs, afin que les SMP constituent enfin un outil d'efficience politique et militaire, il est urgent que l'Onu fixe des normes et des standards internationaux et que la France réforme son cadre juridique. Un emploi adapté non pas de sociétés militaire privées, mais de sociétés privées d'intérêt militaire, voire plus largement d'intérêt de sécurité et de défense, permettrait effectivement à la France de disposer d'un outil de politique étrangère pertinent. Il importe donc de s'y préparer intellectuellement, doctrinalement et matériellement si nous souhaitons donner de l'utilité à nos engagements extérieurs tout en assurant la défense de nos valeurs et la pérennité de nos États.

Il s'agira de penser autrement la guerre, car comme l'affirmait déjà Paul Valéry :

« *Le temps du monde fini commence* ».

Lieutenant-colonel Marie-Dominique Charlier  
Chargée d'études à l'Irsem





# L'EXPÉRIENCE MILITAIRE BRITANNIQUE DANS LE HELMAND (2006-2009)

En avril 2006, le ministre britannique de la défense, John Reid, annonçait la mise en place dans la province afghane du Helmand d'une Équipe de reconstruction provinciale (*Provincial reconstruction team*, PRT) et de la 16<sup>e</sup> brigade d'assaut aérien en ces termes :

« Nous serons parfaitement heureux de partir dans trois ans sans avoir tiré une seule cartouche car notre travail est de protéger la reconstruction<sup>90</sup> ».

Six mois plus tard, les soldats de Sa Majesté avaient déjà tiré plus de 500 000 cartouches et lancé 13 000 obus.

## **Hell land**

L'opération *Herrick* est avant tout l'histoire d'un décalage entre l'appréciation stratégique de la situation et la réalité des choses. Après la surprise de la révolte mahdiste en Irak en 2004 et juste avant la guerre entre Israël et le Hezbollah, preuve est ainsi faite, une nouvelle fois, que même les grandes puissances militaires peuvent être myopes.

---

90. *BBC News*, le 24 avril 2006.

Pour, selon les termes de la mission, « *fournir les conditions de sécurité nécessaire pour le développement économique et l'amélioration de la gouvernance* » dans la province, les soldats britanniques du premier mandat de la *Task Force Helmand-TFH* (Opération *Herrick IV*, avril 2006) ne sont que 3 300, organisés autour d'un seul groupement tactique interarmes (GTIA), renforcés de 250 Danois<sup>91</sup> et de 150 Estoniens qui forment ensemble un deuxième petit GTIA. Il est vrai qu'avec 7 pièces de 105 mm<sup>92</sup>, 8 hélicoptères d'attaque WAH *Apache* et 6 (puis 11) *Harrier GR9* (sans compter les appuis aériens américains qui représentent 80 % du total), chaque chef de section dispose de la puissance de feu d'un général de brigade de 1944. Il est vrai aussi que ces chefs de section sont très peu nombreux pour contrôler 58 600 km<sup>2</sup> et 780 000 habitants, dont les 4/5<sup>e</sup> sont répartis dans un chapelet de petites villes (la « zone verte ») le long de la rivière Helmand. On atteint ainsi les limites du concept de l'unité de contact conçue seulement comme désignateur pour les feux indirects, d'autant plus que, sous la pression politique afghane, les sections sont dispersées dans les villes.

La mort du capitaine Philippon le 11 juin 2006 met fin à l'illusion d'une mission de « stabilisation douce ». La population vit de la culture de l'opium et déteste encore plus les organes du gouvernement que les talibans. Ces chrétiens qui veulent éradiquer le pavot et qui protègent des policiers corrompus ne sont donc pas forcément les bienvenus et la « greffe » des soldats au milieu de la population ne se fait pas. Les *platoon houses* se transforment rapidement en autant de postes assiégés, en particulier à Musa Qala, où 24 soldats de Sa Majesté résistent pendant des mois à des centaines de talibans, tandis que leur ravitaillement s'avère de plus en plus difficile.

Le courage des hommes et le maillage des feux permettent d'éviter des désastres et même d'infliger de très lourdes pertes aux talibans mais la brigade est complètement fixée dans le « *Hell land* ». Fin septembre 2006, 29 soldats britanniques sont déjà tombés depuis le début de l'opération.

---

91. Actuellement 600 dans la province.

92. Plus deux lance-roquettes multiples en 2007.

En première ligne, les chances de mourir au combat sont alors de 1 pour 36 soldats, contre 1 pour 45 pendant la guerre des Falklands<sup>93</sup>. Le seul 3<sup>e</sup> bataillon parachutiste a connu 500 accrochages dans son mandat<sup>94</sup>.

En octobre 2006, la situation est telle à Musa Qala que le commandement britannique accepte l'arrangement proposé par les chefs locaux d'un départ simultané des deux camps. Après plusieurs mois de calme, cette politique s'avère cependant être une nouvelle illusion puisqu'en janvier 2007, les talibans reviennent en force et s'emparent de la ville. Pour les Américains, qui viennent d'éditer un nouveau manuel de contre-insurrection et se lancent dans le *Surge* en Irak, cette évacuation et celle presque simultanée de Bassorah en Irak, sont les signes d'un passage de témoin dans la maîtrise de la contre-guérilla. Les élèves américains ont dépassé le maître britannique.

## Reconquête

Avec les deux mandats suivants, les Britanniques tentent de retrouver une vraie capacité de manœuvre grâce à l'augmentation des effectifs, deux GTIA (réduits) avec la 3<sup>e</sup> brigade commando puis trois avec la 12<sup>e</sup> brigade mécanisée, et l'introduction par les Royal Marines des très efficaces véhicules à haute mobilité Bv206 *Viking*. Les postes fixes sont peu à peu remplacés par des bases temporaires et les GTIA s'efforcent de renverser le sentiment d'insécurité en menant un combat mobile, efficace grâce à la coordination de moyens très divers mais handicapé par une flotte d'hélicoptères de transport limitée à 7 CH-47 *Chinook* surtout face à un adversaire qui a évolué également et utilise des modes d'action plus furtifs (embuscades, *sniping*, tirs de mortiers ou de roquettes, « raids mobylettes-RPG », attaques-suicide, attentats à l'explosif).

Cette capacité de manœuvre retrouvée permet à la TFH de se lancer dans une politique de « tâche d'huile » à partir de zones de développement (*Afghan development zone*, ADZ) sécurisées. La plus importante de ces opérations militaro-économiques a pour cadre le barrage de Kajaki, au nord de la province, où les Britanniques

93. 1 pour 46 pour les Américains au Viêt-nam et 1 pour 58 pour les Britanniques en Corée. Mark Townsend, *Helmand awaits its 100th victim*, in *The Guardian*, 1<sup>er</sup> juin 2008.

94. Le bataillon recevra une *Victoria Cross*, une *George Cross* et treize *Military Cross*, pour la très grande majorité attribuée à des hommes du rang et à des sergents (à noter que la distinction entre *Military Cross* (officier) et *Military Medal* (sous-officier) a été supprimée après la guerre des Falklands).

entreprennent d'installer une nouvelle turbine capable de fournir de l'électricité pour 1,8 millions d'habitants. Véritable « pont de la rivière Kwai », la sécurisation de la zone, les travaux routiers et le transport en août 2008 des sept éléments de 30 tonnes de la turbine (par un convoi de 100 véhicules), nécessitent un an et demi de combats. La bataille du barrage n'est d'ailleurs pas terminée puisque la turbine ne fonctionnera qu'en 2010. Opération dans l'opération, l'installation de cette turbine a offert un objectif mobilisateur pour les hommes, un sujet pour les médias et un aimant pour un ennemi difficilement saisissable par ailleurs. Le barrage de Kajaki est ainsi l'équivalent des bases aéroterrestres du Tonkin jugées seules à même de « saigner » l'ennemi.

En parallèle de ce « Na San hydroélectrique », les Britanniques reprennent pied dans les vallées de Gereshk et de Sangin, à la pointe nord de l'ADZ centrée sur Lashkar Gah, la capitale. Surtout, ils entreprennent de reconquérir Musa Qala, qui depuis janvier sert de base de départ à la plupart des attaques rebelles. Toute la période de septembre à novembre 2007 est consacrée à l'encerclement progressif de la ville tandis qu'un siège aérien élimine plusieurs centaines de talibans. Quelques semaines avant l'assaut, Abdul Salaam, chef taliban important, négocie directement avec le gouvernement afghan et fait défection avec un tiers des forces rebelles. La résistance n'est plus alors que résiduelle et l'assaut final mené le 7 décembre par 2 000 soldats alliés, dont un bataillon américain hélicoptère, tombe largement sur du vide. Un bataillon afghan prend le contrôle de la ville, à proximité de la base britannique *Edinburgh* où stationne un GTIA.

La reprise de Musa Qala met fin pour un temps aux opérations de reconquête. Les pertes britanniques sont alors de 86 tués (plus 6 Danois et 2 Estoniens), dont 60 du fait de l'ennemi<sup>95</sup>. Plus de quatre millions de projectiles ont été consommés pour tuer plusieurs milliers de rebelles (7 000 revendiqués à la fin de 2007).

## La guerre de Sisyphe

Au printemps 2008, le niveau de sécurité atteint dans la province permet de définir une *feuille de route* stratégique sur deux ans qui, dans l'esprit de l'approche globale (*comprehensive approach*), accorde la préé-

95. Avant le début de *Herrick IV*, les pertes britanniques en Afghanistan étaient de 5 morts et 10 blessés graves.

minence aux actions de la PRT. La 52<sup>e</sup> brigade qui assure le mandat d'octobre 2007 à avril 2008 s'efforce alors d'orienter son action vers la population. Pour mener sa campagne d'influence, la brigade commence par mettre en place un certain nombre d'innovations comme les officiers « influence » des bataillons, les « équipes d'effets non cinétiques » des compagnies, l'unité afghane de reconnaissance, l'équipe féminine<sup>96</sup> ou la base de données SAND (*Situational Awareness and Knowledge Database*).

Grâce à ces outils et à partir d'une nouvelle architecture de points d'appui fixes<sup>97</sup>, les forces s'efforcent de faire le lien entre la population, les forces de sécurité afghanes, au sein desquelles on a injecté un nombre important de conseillers, et la PRT. Les résultats sont encourageants mais restent frustrants tant les modes de fonctionnement différent entre la TFH, la PRT, l'armée afghane et la police, sans parler des acteurs autonomes comme les forces spéciales de l'opération *Enduring freedom* ou les organisations non-gouvernementales.

Si les rebelles n'attaquent plus les forces britanniques directement, ils n'en demeurent pas moins très présents et privilégient, comme en Irak, l'emploi d'engins explosifs improvisés (EEI). On s'aperçoit, alors que l'accroissement du volume des forces dans la province a accru aussi le nombre de convois routiers et donc de cibles. De septembre 2007 à juin 2008, sur les 19 soldats britanniques tués par l'ennemi, aucun n'a reçu une balle. Des véhicules commandés en urgence opérationnelle à l'été 2007 comme les *Ridgeback*, les *Jackals* (pour remplacer les *snatch Land Rover*<sup>98</sup>) ou la nouvelle version des *Vikings*, sans parler des 4 chars *Léopard 2* danois, arrivent à la fin de l'été 2008 et offrent une meilleure protection au prix d'une posture plus agressive et surtout d'une mobilité moindre. Le mois de juin 2008 est particulièrement difficile avec 9 soldats tués en seulement dix jours dont, pour la première fois, une femme, alors que simultanément des centaines de talibans prisonniers s'enfuient de la prison de Sarposa dans la province voisine de Kandahar après une attaque bien organisée.

96. Constituée de femmes soldats britanniques pour le contact avec les Afghanes.

97. Comme pour le premier mandat mais avec quatre GTIA au lieu d'un seul, ce qui permet d'avoir à chaque fois une masse critique suffisante pour faire face aux agressions éventuelles.

98. Depuis 2003, 30 soldats britanniques ont été tués en Irak et en Afghanistan à bord de ce véhicule proche de la P4 française.

En octobre, les talibans provoquent une nouvelle surprise en lançant une offensive sur Lashkar Gar, la capitale, avec plusieurs centaines d'hommes progressant sur plusieurs axes convergents. Cette attaque est un échec mais témoigne de la réimplantation des talibans dans certaines zones. On en revient donc à la fin de l'année à de nouvelles grandes opérations de nettoyage à l'ouest et au nord de Lashkar Gar, dont certaines, menées sous une pluie battante et dans la boue, évoquent la première guerre mondiale. Avec 51 soldats tués dont 50 du fait de l'ennemi (plus de 13 Danois et 1 Estonien), l'année 2008, qui s'annonçait sous de bons auspices, est finalement la plus meurtrière qu'ait connue la TFH.

Après trois années de présence, le bilan de la TFH peut sembler frustrant, même si certains signes comme une attitude nouvelle de la population et l'action du nouveau gouverneur Gulab Mangal, sont encourageants. Les Britanniques se souviennent qu'il a fallu 28 ans et 700 soldats tués pour qu'un contingent moyen de 15 000 hommes obtienne la pacification relative de 800 000 catholiques irlandais. Plus qu'au jeu d'échecs, la contre-guérilla ressemble au go. Les parties y sont longues, la marge de manœuvre toujours plus limitée avec le temps et les victoires, toujours relatives, sont le fruit de négociations.

Colonel Michel Goya  
Directeur d'études à l'Irsem

# L'APPROPRIATION AU PAKISTAN DE LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » EN QUESTION

À en croire Pervez Musharraf, le précédent chef d'État pakistanais, Richard Armitage le secrétaire d'État adjoint américain, l'aurait fermement convié à soutenir les États-Unis au lendemain du 11 septembre 2001, sous peine de voir son pays renvoyé à « l'âge de pierre »<sup>99</sup>. C'est un autre retour en arrière qui menaçait le Pakistan au printemps 2009 lorsque les talibans se rapprochèrent dangereusement de la capitale du Pakistan, en dépit de l'accord de paix signé dans la vallée de Swat le 16 février entre ceux-ci et le gouvernement provincial<sup>100</sup>. Les talibans s'y engageaient à renoncer à l'usage des armes contre les organes de l'État en échange de quoi ils bénéficieraient d'une amnistie et d'une latitude certaine pour diffuser leur code de conduite sociétal, à commencer par l'instauration du Nizam-e-Adal, dans la division administrative de Malakand (districts de Swat, Malakand, Dir, Chitral).

---

99. Pervez Musharraf, *In the Line of Fire – A Memoir*, London : Simon & Schuster, 2006, p. 201.

100. Il y avait eu le précédent de l'accord en 16 points signé le 21 mai 2008 dans le district de Malakand entre le gouvernement provincial et la milice talibane du Maulana Fazlullah dont l'activisme violent dans la vallée de Swat avait amené au déploiement de 20 000 hommes de troupes depuis l'automne 2007.

Cet accord, qui instituait donc un système judiciaire parallèle basé sur la *charia* dans un tiers de la province frontalière du nord-ouest, fut unanimement approuvé le 13 avril par le Parlement.

Le fait que les talibans n'avaient pas l'intention de partager le pouvoir dans le district de Malakand avec les représentants de l'État et semblaient manifestement vouloir étendre ce pouvoir à d'autres régions pesa sur la question de l'appropriation de la « guerre contre la terreur » (*war on terror*). Les propos du principal facilitateur de l'accord, Sufi Mohammed, le chef du Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat-e-Muhammadi (Mouvement pour l'application de la loi islamique), un parti local islamiste, sur l'incompatibilité entre l'islam et la démocratie, sur l'hérésie de se faire photographier, ou encore le caractère modèle du régime des talibans en Afghanistan interpellèrent les consciences<sup>101</sup>. Dire que jusqu'alors l'implication du Pakistan dans cette guerre avait rencontré un faible assentiment populaire est un euphémisme. L'idée que l'armée pakistanaise était surtout embrigadée dans une *America's war* était largement répandue. Pourtant, la direction actuelle du pays, comme la précédente, défendait la notion qu'il s'agissait bien de « *our war* » et des intérêts bien compris du pays de s'opposer fermement à une montée de l'extrémisme. La classe politique pakistanaise restait pourtant bien timorée, plus prompte à s'enflammer contre les incursions américaines dans les régions tribales que contre les audaces d'un mouvement taliban qu'une recrudescence des opérations militaires depuis l'été 2008 parvenait difficilement à contenir. Il n'y avait guère qu'une frange libérale de la société pour chercher à convaincre le public de s'approprier la lutte menée contre la militance islamiste et aller à l'encontre du discours dominant qui voulait que le pays soit engagé dans une guerre qui n'était pas la sienne.

Enhardis par l'incapacité de l'armée lors de trois offensives précédentes<sup>102</sup> à les mettre en déroute et par un accord (celui du 16 février) avalisé par le parlement qui pouvait apparaître comme un aveu de faiblesse, les combattants talibans ont mal interprété la latitude dont ils avaient jusqu'ici bénéficié et qui s'inscrivait d'abord dans un cadre géostratégique bien défini. Ils avaient aussi sous-estimé le sentiment de répulsion que pouvait inspirer leur violence auprès

101. *The Daily Times*, 4 mai 2009.

102. Avant l'opération *Rah-e-Rast* lancée en mai 2009, il y avait eu celles menées entre novembre 2007 et janvier 2008, entre août 2008 et octobre 2008, et entre décembre 2008 et janvier 2009.



d'une population certes habituée à un discours fondé sur le religieux mais peu enclin à entériner de son plein gré leurs débordements criminels et liberticides. Une enquête menée par un organisme de sondage américain, réalisée alors que l'armée pakistanaise était passée à l'offensive en juin 2009 pour reprendre aux talibans le contrôle de la vallée de Swat montre d'ailleurs qu'entre 2008 et 2009, le pourcentage de personnes percevant négativement les talibans est passé de 33 % à 70 % (contre 61 % pour Al-Qaïda), alors que dans le même temps le pourcentage de personnes ayant une image favorable des talibans est tombé de 27 % à 10 %<sup>103</sup>.

L'armée, qui est parfois accusée d'être instrumentalisée par les Américains dans des opérations de pacification des régions tribales, voit dans ces chiffres la légitimité de son action renforcée<sup>104</sup>. Il existe toutefois des éléments bruyants de la société pour dénoncer des opérations militaires menées contre d'autres musulmans dont le principal tort serait de s'opposer aux plans américains dans la région. Si les talibans sont stigmatisés, à travers notamment le rejet d'une violence outrancière ou leur opposition à l'éducation des filles, il est néanmoins intéressant d'observer que leur dessein idéologique et leur ordre moral n'est pas forcément en décalage avec une société où domine les loyautés de clans, la ségrégation entre les sexes, la religiosité et qui désespère de ses gouvernants.

Un sondage réalisé en mars 2009 montrait que les ¾ des personnes interrogées soutenaient l'accord de paix, même au risque de renforcer les talibans, et une majorité (56 % pour 39 % contre) se dégageait pour soutenir l'imposition de la *charia* ailleurs au Pakistan<sup>105</sup>. Près des deux-tiers de la population – un chiffre en augmentation – pense que les dirigeants religieux ont une influence positive sur les affaires du pays, une confiance encore plus affirmée lorsqu'il s'agit de juger des affaires privées<sup>106</sup>. Au Pakistan, tout acte blasphématoire à l'encontre

103. *The Pew Global Project Attitudes, Pakistani Public Opinion : Growing concerns about extremism, continuing discontent with US*, a PewResearchCenter project, Washington, August 2009. [www.pewglobal.org](http://www.pewglobal.org)

104. Un sondage réalisé en juillet 2009 par l'*International Republican Institute* (IRI) montrait que les talibans étaient les premières victimes de leur jusqu'au-boutisme en dénonçant l'accord de Swat, puisque 69 % des personnes interrogées se disaient en faveur de l'offensive militaire. [www.iri.org](http://www.iri.org)

105. Sondage réalisé par l'IRI entre le 7 et le 30 mars 2009. Ils étaient encore 46 % en juillet 2009 à soutenir un accord de paix avec les extrémistes. [www.iri.org](http://www.iri.org)

106. *The Pew Global Project Attitudes, Pakistani Public Opinion : Growing concerns about extremism, continuing discontent with US*, op. cit. Une très large majorité des personnes interrogées est en faveur de sanctions pénales musclées islamiquement correctes : lapidation des couples adultères, peine de mort pour les apostats, amputation pour les voleurs.

du Coran ou de la personne du prophète est pénalement punissable par la peine de mort. Aussi s'il existe une réprobation largement partagée vis-à-vis des exactions des talibans, il y a parallèlement une réceptivité croissante de l'opinion publique à un discours puisant dans la référence religieuse. Ce qui n'est pas sans conséquence sur l'appropriation de la « *guerre contre la terreur* ». C'est sur cette ambiguïté que cet article revient.

### • « *America's war* » ou le refus de l'appropriation

Le refus de s'approprier « *la guerre contre la terreur* » fut d'abord alimenté par l'anti-américanisme qui ferait des États-Unis un plus grand ennemi que les talibans. Il découle d'une lecture de l'histoire du pays dans laquelle les États-Unis sont accusés de s'être toujours servis du Pakistan pour remplir leurs objectifs géostratégiques, en traitant de préférence avec des régimes militaires, puis de s'en être détournés une fois le but accompli. Une amertume aggravée par l'approfondissement du partenariat stratégique indo-américain (l'accord sur le nucléaire civil est au premier rang des récriminations) au regard duquel le statut accordé au Pakistan d'allié hors Otan paraît presque dérisoire. Cette lecture qui met l'accent sur la responsabilité des États-Unis dans l'apparition d'un extrémisme résultant du *jihād* anti-soviétique en Afghanistan dans les années quatre-vingt fait l'impasse sur le rôle d'autres puissances, notamment de l'Arabie Saoudite (qui figure au premier rang des pays amis), et sur le fait que le général Zia ul-Haq avait engagé le virage islamisant, avec les ordonnances Hudood, avant même le franchissement de l'Amou-Daria par les chars de l'armée Rouge. Elle tend aussi à occulter le fait que la recherche d'un soutien américain est concomitant de la création du pays – elle mena à l'adhésion à l'Otase et au Cento – et fut rarement démentie en dépit de certaines désillusions comme la neutralité américaine lors du conflit avec l'Inde en 1965. Ce soutien s'inscrit dans la perception d'une Inde hostile et permet d'y faire face à bon compte en bénéficiant d'assistances économique et militaire. L'annonce faite par l'ex-président Musharraf que des fonds américains destinés à la guerre contre le terrorisme furent utilisés pour faire face à une menace indienne participe de cette vision stratégique qui continue à placer l'essentiel des forces armées sur le front oriental<sup>107</sup>.

107. *The Indian Express*, 14 septembre 2009.

Washington aurait donc depuis l'automne 2001 entraîné le Pakistan dans une nouvelle guerre visant surtout à pérenniser l'« occupation » américaine en Afghanistan et pour laquelle son armée et la population civile paient un lourd tribut. L'idée est répandue que les États-Unis amènent de fait les militaires pakistanais à tirer sur des coreligionnaires, et donc la fin de ce ralliement devrait permettre de parvenir à une paix négociée avec les talibans qui pourraient exercer leur influence dans les régions tribales<sup>108</sup>. Les Américains auraient donc une responsabilité certaine dans l'échec des nombreux accords signés entre l'armée et les talibans puisque ceux-ci ne correspondent pas à leurs intérêts. Washington ne parviendrait pas à ses fins sans la collusion des gouvernants. L'offensive contre les talibans dans la vallée de Swat, dans les agences de Mohmand et Bajaur, ou dans leur place forte du sud Waziristan est d'abord une réaction de l'armée et d'une élite politique, appuyées par l'Occident, à un mouvement qui menace leurs intérêts. « *La guerre à Swat, comme la guerre dans les Fata, n'est pas notre guerre. C'est une guerre par procuration imposée par nos dirigeants corrompus qui doivent tout à Washington* », put écrire un haut fonctionnaire<sup>109</sup>. Cela rejoint l'opinion de ceux qui considèrent que les gouvernants devraient avoir moins peur des États-Unis que de dieu.

Dans un pays où on s'adonne volontiers à la théorie du complot, les États-Unis se serviraient en fait de la menace islamiste pour démembrer le pays ou mettre la main sur l'arsenal nucléaire. La raison en serait l'aversion de l'Occident pour tout État musulman fort. Jusqu'à son élimination le 5 août 2009 lors d'une attaque de drone américain, les tenants de cette ligne voyaient dans l'apparente liberté de mouvement de Baitullah Mehsud, le chef du Tehrik-i-talibans Pakistan (TTP) qui depuis décembre 2007 fédère différents groupes islamistes agissant dans les régions tribales, la preuve que la disparition d'un élément déstabilisateur n'était pas une priorité américaine. Le TTP est tenu responsable de la majorité des attaques et attentats suicide qui ont tué plus de 2 450 personnes de l'été 2007 à octobre 2009.

S'inscrivant dans le large courant d'opinion qui veut que les États-Unis soient engagés dans une croisade contre l'Islam. La guerre contre le terrorisme participe du clash des civilisations. La profondeur stratégique que pourrait obtenir des mouvements jihadistes à

108. Le sondage de l'Iri montre, qu'en mars 2009, il y avait 52 % des personnes interrogées qui se prononçaient en défaveur des opérations militaires dans les régions tribales.

109. Roedad Khan, « *The Unnecessary War* », *The News*, 8 juin 2009.

l'intérieur du Pakistan serait alors moins importante que le conflit entre l'Islam et les États-Unis. A. Q. Khan a exprimé l'opinion que chaque fois qu'un pays musulman s'allie à une nation occidentale, il le paie chèrement pour avoir ignoré l'édit d'Allah disant que les chrétiens et les juifs ne peuvent jamais être des amis<sup>110</sup>. Il faut aussi compter avec la notion que les attentats du 11 septembre 2001 seraient une conspiration américano-sioniste. Une guerre juste est celle menée pour la défense de l'islam ou sa propagation, et non celle menée à l'intérieur d'une « *citadelle de l'islam* » contre d'autres musulmans.

Chaque nouvelle incursion de drones américains est une atteinte insupportable à la souveraineté du pays, comme d'ailleurs la loi Kerry-Lugar<sup>111</sup>, et une ample manifestation du mépris affiché par les militaires américains à l'encontre de leurs alliés pakistanais. Pour autant, il est impossible d'imaginer des attaques de drones, toujours aussi nombreuses et qui apparaissent de plus en plus ciblées, sans une coopération étroite avec les forces armées pakistanaises. L'anti-américanisme trouve une formidable caisse de résonance dans les lieux de culte et les écoles religieuses du pays. La réforme des *madrassas* lancée en 2002 a achoppé face aux accusations de vouloir dé-islamiser l'enseignement avec des fonds américains.

### • **Plutôt les talibans que les Américains ?**

La lutte contre les talibans doit être resituée dans le contexte de l'histoire du Pakistan et de l'islamisation du discours. La vague d'attentats suicide serait donc pour les pourfendeurs des États-Unis une conséquence directe de la participation du Pakistan à la « *guerre contre la terreur* » dont on tend à oublier qu'elle s'inscrit dans des obligations au regard du droit international et notamment de résolutions (1373 du 28 septembre 2001, 1566 du 8 octobre 2004) adoptées par le conseil de sécurité des Nations Unies après le 11 septembre. Certains sont même incrédules face à la possibilité que de tels actes criminels contre des musulmans puissent venir des talibans. Il faudrait plutôt y voir la main d'éléments au service des ennemis traditionnels du Pakistan (États-Unis, Inde, Israël) afin de déstabiliser le pays, ternir l'image de l'islam ou mettre la main sur

110. *The News*, 19 novembre 2008.

111. La loi Kerry-Lugar, signée par le président Obama en octobre 2009 vise à tripler l'aide économique au Pakistan mais s'accompagne, pour le volet militaire, de conditions dénoncées comme portant atteinte à la souveraineté du pays.

l'arme nucléaire, voire de manipulations d'organes de l'État pour servir leurs intérêts<sup>112</sup>. Des propos officiels affirmant que l'Inde se cache derrière la plupart des activités terroristes, et pas seulement au Balouchistan<sup>113</sup>, peuvent donner des arguments à ceux qui crient à la diabolisation des talibans, même s'il s'agit ici probablement de légitimer plus encore les opérations militaires puisque l'Inde soutiendrait l'autre camp.

La violence associée à l'affaire de la mosquée Rouge en 2007 est alors moins celle de militants islamistes lourdement armés retranchés dans une mosquée située près du siège des services secrets pakistanais que celle de l'assaut sanglant des forces de sécurité parfois interprété comme la volonté de détourner l'attention de la crise judiciaire à laquelle faisait face Musharraf. La poudrière qu'était devenue la mosquée Rouge n'a pas empêché la construction en toute illégalité à Islamabad de quelque 70 nouvelles mosquées. Il y a bien des éléments de radicalisation de la société. Un séminaire organisé par le *Pak Institute for Peace Studies* montra qu'en 1979, il y avait seulement 30 organisations religieuses et 563 séminaires religieux. Or, en 2001, le nombre d'organisations religieuses était passé à 234 et le nombre de séminaires religieux fut estimé à 10 000 en 2004. Officiellement, leur nombre est estimé à au moins 20 000. À Gujranwala (Pendjab), les autorités locales découvrirent qu'il n'y avait pas 105 madrassas comme elles le pensaient, mais 251<sup>114</sup>. Gujranwala compte certaines des plus grandes *madrassas* du pays dont le sectarisme affiché en font un terrain propice à la talibanisation des esprits.<sup>115</sup> En abritant nombre de groupes jihadistes (*Lashkar-e-Jhangvi*, *Sipah-e-Sahaba Pakistan*, *Jaish-e-Muhammad*, *Jamaat-ud-Dawa*), le Pendjab, et notamment le sud de la province, est de plus en plus intégré dans la nébuleuse terroriste et une pépinière pour aspirants talibans. Les personnes suspectées d'avoir organisé, sous le patronage du TTP, les attentats de l'automne 2009 à Islamabad-Rawalpindi et à Lahore viennent de ces régions. Ces organisations se servent souvent d'activités caritatives (aide aux victimes de catastrophes naturelles, de déplacements de population) pour gagner une légitimité populaire.

112. *Himal Southasian*, juillet 2009, 22(7), p. 18.

113. **Faire porter la responsabilité sur des tentatives de déstabilisation indiennes est un réflexe traditionnel qui, par exemple, fut utilisé lors des troubles au Sind au début des années quatre-vingt-dix.**

114. *Daily Times*, 11 novembre 2008.

115. "A Threat Yet Far", *The Herald*, juin 2009, pp. 23-26.

Les cibles des attentats suicide attribués aux talibans au cours des dernières années étaient clairement destinées à rappeler leur capacité de frapper ceux qu'ils perçoivent comme leurs opposants : l'armée et les forces de l'ordre, l'Occident à travers des symboles comme l'hôtel Marriott ou le Programme alimentaire mondial, des dirigeants politiques de l'*Awami National Party* (ANP), le parti qui se revendique laïc au pouvoir à Peshawar, et des chefs tribaux prêts à former des *lashkars* (milices) contre les talibans. Ces attentats, auxquels il faudrait aussi ajouter l'élimination ponctuelle de plus de trois cents chefs tribaux, suscitèrent l'indignation mais pas nécessairement la révolte car ils restaient dans l'ensemble ciblés et visaient les collaborateurs de l'Occident. Bon nombre restaient convaincus que les talibans n'étaient pas une vraie menace pour la stabilité du pays car, à l'inverse des Américains, ils n'étaient pas perçus comme hostiles au Pakistan. Une opinion qui rencontra – au moins jusqu'à ce que la violence talibane dépasse un seuil de tolérance pourtant élevé – un écho certain même au sein des échelons élevés de l'armée et de l'administration civile au nom de connivence idéologique ou de services rendus par le passé dans la quête de la profondeur stratégique. Après les accusations indiennes envers le Pakistan proférées à la suite des attentats de Mumbai, un officier supérieur qualifia Baitullah Mehsud et le chef des talibans dans la vallée de Swat, Maulvi Fazlullah, de « patriotes » pour avoir offert de combattre les forces indiennes en cas d'escalade<sup>116</sup>. Il s'exprima aussi initialement une certaine incrédulité quant à la responsabilité du Lashkar-e-Taiba dans les attentats de Mumbai<sup>117</sup>. Ce courant islamo-nationaliste est aussi fort répandu dans les médias en ourdou. Hakimullah Mehsud, le successeur de Baitullah, joue aussi la carte du patriotisme en déclarant qu'après l'instauration d'un régime islamique au Pakistan après avoir défait des forces armées à la botte des Américains, il faudra croiser le fer en Inde<sup>118</sup>.

Il faut aussi garder en mémoire que plus de la moitié de la population est née après l'accession au pouvoir de Zia ul-Haq et le lancement de son programme d'islamisation qui promut l'orthodoxie deobandi. Les talibans sont des enfants particulièrement zélés d'un prosélytisme auquel aspirait l'ancien dictateur dont les convictions religieuses revendiquées n'étaient pas seulement à des fins politiciennes. Toute

116. *The News*, 1<sup>er</sup> décembre 2008.

117. 78 % des personnes interrogées dans le cadre du sondage précité de l'Iri estimaient le L-e-T non responsable alors qu'à l'inverse 42 % y voyaient la main de l'Inde.

118. *The Hindu*, 16 octobre 2009.

une génération a été bercée par l'héroïque lutte des moudjahidins contre les communistes en Afghanistan, puis des *freedom fighters* au Cachemire indien, et a baigné dans une religiosité qui représente un terrain fertile pour le recrutement djihadiste. L'enseignement dispensé à l'école met d'ailleurs l'accent sur une identité islamique universelle et n'exclut pas que le *jihād* soit un moyen légitime de faire avancer la cause de l'islam. La génération qui entra dans la vie professionnelle, civile ou militaire, à partir du milieu des années 90 était familiarisée avec un regard islamique sur la société nationale et internationale. Le ministre PPP (*Pakistan Peoples Party*) de l'intérieur de la province du Sind, Zulfikar Mirza, alerté par le leader du *Muttaḥida Qaumi Movement* (MQM) d'une menace talibane pesant sur Karachi, assura par exemple que « nous ne sommes pas contre l'islamisation, mais contre la talibanisation »<sup>119</sup>. La politique annoncée en matière d'éducation en septembre 2009 par le gouvernement conduit par le PPP maintient l'accent sur l'enseignement religieux en faisant de l'islamiat (sorte de catéchisme) un sujet obligatoire dès le début du primaire malgré les interrogations sur la capacité de très jeunes esprits à assimiler une doctrine religieuse et sur la compétence des enseignants chargés de dispenser ce savoir.

Dans les deux camps, l'idiome reste donc religieux. Pour les talibans, l'ennemi est l'infidèle et ses affidés locaux ; pour les autorités gouvernementales, le taliban est le mécréant qui détourne l'islam de ses principes humanistes et dont les agissements relèvent de traditions locales. Le terme de mécréant est souvent celui utilisé par l'armée pour désigner l'ennemi taliban dans les opérations militaires.

La propagande des talibans auprès des populations pachtounes dans les zones qu'ils contrôlent est souvent de dire que la victoire contre les infidèles en Afghanistan est proche et que l'ennemi est une coalition entre les Américains, les Indiens et les Afghans non-pachtouns. Un argumentaire dont la teneur est finalement assez peu différente de celle de l'establishment militaire. Dans l'agence frontalière de Mohmand, des pamphlets distribués par les autorités militaires mettaient en garde contre les dirigeants du *Tehrik-i-talibans* en arguant que ceux-ci recevaient des fonds, des armes et d'autres incitations de non-musulmans et d'États hostiles au Pakistan.

---

119. *Dawn*, 20 novembre 2008.

Face à une gouvernance défailante, les talibans ont aussi pu apparaître dans un premier temps comme des redresseurs de torts, offrant une justice rapide même si elle était un peu expéditive. La terreur qui s'exerce ensuite n'est pas pour autant portée au crédit des gouvernants puisqu'elle est souvent contrebalancée par une attitude indifférente des autorités militaires pour la population civile qu'elles sont supposées protéger, lorsqu'elle n'est pas elle-même la première victime des opérations militaires à travers les victimes collatérales et les déplacements de population fuyant les zones de combat.

Il est donc peu surprenant de noter qu'il n'y a pas de mobilisation populaire autour de la montée en puissance des talibans. Cette mobilisation n'est pas aidée par des partis politiques dont la condamnation des talibans est feutrée, au mieux verbale, même après une vague d'attentats suicide. Si l'absence de mobilisation du *Jamaat-i-Islami*, du JUI-F ou du *Tekrik-i-Insaf* qui sont dans le registre islamonationaliste anti-américain ne serait surprendre, le PML-N de Nawaz Sharif, qui fut particulièrement actif pour épauler le mouvement des avocats, hésite à fermer la porte au dialogue avec les talibans, probablement pour ménager son électorat conservateur issu de la classe moyenne pendjabie. La population reste dans son ensemble plus spectateur qu'acteur de l'opposition aux éléments radicaux. « Une bonne partie des gens et des groupes sociaux sympathisent avec les talibans car ils ont été socialisés dans l'orthodoxie religieuse et la militance » souligne le politologue Hasan-Askari Rizvi<sup>120</sup>. Le contraste est par exemple saisissant avec les manifestations pour l'indépendance de la justice qui suivirent la destitution par l'ex-président Musharraf du président de la Cour Suprême, Mohammad Iftikhar Chaudhry.

### • « *Our war* » ou la laborieuse mobilisation pour la guerre

La nouvelle direction du pays issue des élections de février 2008 s'est inscrite dans le prolongement du régime précédent en faisant de la lutte contre l'extrémisme sa priorité. La sincérité du général-président Musharraf avait toutefois été sujette à caution. La collusion passée entre les éléments extrémistes et les objectifs stratégiques de l'armée invitait à la suspicion quant à la détermination de celle-ci d'en finir avec la mouvance talibanse. La « *guerre contre la terreur* » fut aussi vécue comme un moyen trouvé par Musharraf pour perpétuer

120. "Sympathy for the Devil", *The Daily Times*, 16 août 2009.



un pouvoir non-démocratique avec l'aval de Washington. Le chef local du *Jamaat-i-Islami* à Karachi exprimait ce sentiment lorsqu'il déclarait « *nous nous sommes infligés la guerre américaine contre la terreur* » en faisant porter le blâme sur Musharraf qui s'était rangé aux côtés des Américains<sup>121</sup>. Ainsi, même si la vraie raison était ailleurs (le risque d'invalidation de sa réélection), il imposa l'état d'urgence en novembre 2007 en invoquant la nécessité d'être plus efficace dans la lutte contre l'extrémisme que les agissements d'une partie du pouvoir judiciaire auraient entravée. La non-diminution des actes terroristes et les gains territoriaux enregistrés par les talibans prouvèrent la vacuité de cette justification. Le caractère erratique des opérations militaires qui laissaient des brèches dans lesquelles les talibans s'engouffrèrent renforçait les doutes quant à la détermination du pouvoir. Ce dernier, pour sa survie, devait aussi dépendre du *Muttahida Majlis-i-Amal* (MMA), une coalition de partis religieux qui, avec le soutien des militaires, avait émergé en 2002 comme une force politique majeure. Le MMA fut pendant cinq années au pouvoir à Peshawar durant lesquelles il afficha une latitude certaine vis-à-vis des agissements des militants islamistes. Le MMA avait même voté en faveur du projet de loi Hasba qui visait à créer une police des mœurs chargée d'appliquer la moralité islamique.

La nouvelle configuration politique paraît donc plus favorable. L'ANP et le MQM, alliés au gouvernement et qui soutiennent les opérations militaires, défendent une certaine idée de la laïcité. Des partis de la coalition au pouvoir dominée par le PPP, seul le JUI-F du Maulana Fazlur Rehman, dont les sympathies pro-talibanes sont anciennes, a dénoncé les opérations militaires et a réclamé une négociation sans conditions avec les talibans en espérant pouvoir jouer les médiateurs. À mots à peine couverts est avancée par le JUI-F la notion qu'il vaut mieux traiter avec les talibans que faire confiance à l'ANP qui resterait fondamentalement un parti séparatiste pachtoun.

À l'inverse de l'ex-président Musharraf qui avait finalement fait de la « *guerre contre la terreur* » une affaire quasi exclusivement entre les forces armées et les milieux extrémistes, le nouveau pouvoir s'est employé à dégager une approche consensuelle au sein de la classe politique afin de seconder le combat mené par les militaires et les services de sécurité. Cette démarche déboucha sur l'adoption le 22 octobre 2008 à l'unanimité par l'Assemblée nationale et le Sénat

---

121. *Himal Southasian*, juillet 2009, 22(7), p. 18.

d'une résolution devant encadrer l'action gouvernementale et faire écho à la stratégie des trois « D » : dialogue, développement, dissuasion. C'est sur l'ordre des priorités que les partis divergeaient. Le PPP, l'ANP et le MQM soulignèrent que le dialogue devrait être conditionnel à une soumission à la Constitution et à l'État de droit, à l'expulsion des militants étrangers et à la promesse que le territoire pakistanais ne pourrait servir de sanctuaire pour mener des attaques contre d'autres pays. Le PML-N, qui n'avait pourtant pas rechigné à ordonner à l'armée de rétablir l'ordre à Karachi en 1992 lorsqu'il était au pouvoir, voulait privilégier le dialogue et mettait en avant dans la résolution adoptée la promesse de l'arrêt des opérations militaires et le remplacement aussi proche que possible des militaires par des forces de l'ordre civiles. La référence à une politique extérieure indépendante avait également été soulignée par l'opposition. La poussée géographique et la folie meurtrière des talibans, et la nécessité en retour de faire bloc derrière les forces armées, gomme au moins pour un temps les différences d'approche. Le chef des forces armées, le général Kayani, prit soin à la veille de l'opération *Rah-e-Nijat* (chemin de la délivrance) dans le sud Waziristan d'octobre 2009, comme il l'avait déjà fait lors de l'opération *Rah-e-Rast* dans la vallée de Swat, de faire jouer l'image fédératrice de l'armée pour rallier à celle-ci les principales forces politiques.

Le gouvernement a aussi semblé soucieux de ne pas vouloir abandonner la réflexion religieuse au seul clergé orthodoxe. Le Conseil de l'idéologie islamique, qui a une vision plutôt moderniste de l'islam, fut sollicité pour rendre un avis sur le terrorisme, le *jihād* ou encore la réforme des *madrassas*. Récemment, en décembre 2009, le ministère des affaires religieuses organisa une conférence d'*ulémas* à l'université islamique internationale à Islamabad au cours de laquelle des *ulémas* de diverses écoles de pensée condamnèrent les attentats suicide comme étant *haram* et soutinrent les opérations militaires contre les militants extrémistes. Des *ulémas* ont aussi pu critiquer les attentats-suicide en soulignant que ceux-ci servent en fait les intérêts américains ( les talibans ont rétorqué qu'il s'agissait en fait de sacrifices autorisés par l'islam) et interpellèrent en conséquence le gouvernement pour défendre les frontières géographiques et idéologiques du pays dans les prêches du vendredi. Des organisations d'*ulémas* ont dénoncé l'accord de Swat moins sur le fonds (l'imposition de la *charia*) que sur le danger de voir valider une interprétation divergente et conflictuelle de ce que doit être la loi islamique. Le *Sunni Tehreek*, une organisation militante

barelvi et qui a une longue et sanglante histoire d'opposition à l'école de pensée deobandi, source d'inspiration des talibans, avait clairement pris position contre cet accord, comme d'ailleurs le *Tablighi Jamaat* qui dénonça l'imposition de la *charia* par le recours à la violence.

Nous nous sommes efforcés ci-dessus de fournir des explications à la relative apathie, face à la montée en puissance d'un radicalisme au sein d'une population que ses dirigeants présentent souvent comme plus portée à la tradition du soufisme du sous-continent qu'à un rigorisme importé du monde arabe. Plusieurs raisons ont été évoquées comme la défiance vis-à-vis des intentions américaines ou un repli idéologique caractérisé par une focalisation sur l'identité religieuse. L'absence de perspective de mobilité socio-économique, le manque de crédibilité d'une classe politique qui ne se renouvelle guère, des militaires dont le mode d'action génère plus d'incrédulité que d'adhésion de la population civile, une structure de pouvoir locale sclérosée basée sur un système de patronage dominé par des chefs coutumiers (*pirs*, *maliks*, etc) que certains pensent pouvoir remettre en cause par le *jihād*, peuvent aussi être ajoutés pour expliquer cet attentisme. Les autorités gouvernementales ont de leur côté du mal à convaincre qu'elles ont un plan de route clairement défini susceptible de ramener la paix d'une autre façon que par la voie des armes.

Si les derniers mois ont vu une stigmatisation du comportement criminel des talibans, il n'y a pas pour autant un soutien plus marqué en faveur d'un sentiment d'appropriation de « *la guerre contre la terreur* » car elle reste encore largement associée dans les esprits à une entreprise américaine, relayée par des éléments libéraux et laïcs à l'intérieur du pays. Plus de 80 % des Pakistanais continuent à être opposés aux opérations américaines dans la région et ce chiffre ne risque pas de baisser avec l'augmentation probable des attaques de drones, notamment au nord Waziristan. Washington risque de multiplier les opérations contre le réseau Haqqani basé dans cette région, notamment après l'attentat suicide du 30 décembre 2009 à Khost contre des agents de la CIA<sup>122</sup>.

Les protestations de l'armée contre les conditions attachées à l'aide militaire américaine dans le cadre de la loi Kerry-Lugar pouvaient être attribuées au désir de ne pas apparaître céder du terrain à Washington

---

122. Rahimullah Yusufzai, "Waziristan war in critical stage", *The News*, 5 janvier 2010.

en terme de souveraineté au moment où cette armée allait lancer l'offensive contre les talibans au sud Waziristan. Le radicalisme des talibans serait finalement une conséquence de l'impérialisme américain dans la région. Si les talibans font l'objet d'opérations militaires dirigées contre eux, c'est d'abord parce qu'ils menacent les intérêts des élites, militaires et civils et qu'un consensus national se dégage autour de l'idée qu'ils transgressent par leur extrémisme les limites acceptables d'une légitimité islamique à laquelle aucun parti politique échappe. Nawaz Sharif, le dirigeant politique le plus populaire aujourd'hui est aussi celui qui avait en 1998, certes plus par volonté de concentration du pouvoir que par rigorisme religieux, proposé un projet de loi (le 15<sup>e</sup> amendement) obligeant le gouvernement fédéral à promouvoir la *charia*. Mais la conversion à la lutte anti-talibane ne s'est pas traduite par davantage de compréhension envers l'action des Américains dont le but ultime, selon une idée largement répandue, serait de prendre le contrôle de l'arsenal nucléaire. Derrière l'appropriation de la guerre contre la terreur se pose aussi la finalité du Pakistan. Un émirat islamique monolithique pour les talibans, un État dont l'existence ne doit pas être centrée sur la référence religieuse pour les libéraux ou alors la poursuite d'une islamisation rampante. Le risque est de voir le Pakistan prendre le chemin d'une Arabie Saoudite sans en avoir les ressources pétrolières. Ayaz Amir, analyste politique député du PML-N, écrit que « *la guerre dans laquelle notre armée est maintenant engagée est bien plus lourde de signification que toute entreprise passée. Ce n'est pas une question de territoire mais l'âme et le sens du Pakistan qui est en jeu (...) La gagner reviendrait à reconquérir l'idée du Pakistan et créer un espace pour un avenir meilleur* »<sup>123</sup>.

Gilles Boquérat  
Chercheur au Centre Asie de l'Ifri

123. "A make-or-break moment for Pakistan", *The News*, 23 octobre 2009.

# L'HÉRITAGE DU VIÊT-NAM DANS LA GUERRE EN AFGHANISTAN DEPUIS 2001

L'enlisement de la guerre, en Irak puis en Afghanistan, a cruellement démenti le Président George Bush (père) qui, dans l'enthousiasme d'une victoire facile contre l'armée irakienne lors de la guerre du Golfe de 1990-91, avait cru pouvoir déclarer que le syndrome du Viêt-nam était à tout jamais exorcisé. Après avoir triomphé de son grand rival soviétique, en contribuant notamment et avec un certain succès à transformer la guerre d'Afghanistan en « *Viêt-nam des Soviétiques* »<sup>124</sup>, la superpuissance américaine paraissait alors au faîte de sa domination. En dépit de toutes les tentatives pour l'occulter, le recours de plus en plus fréquent à l'analogie avec le Viêt-nam depuis le déclenchement de la « *guerre contre le terrorisme* », en septembre 2001, a prouvé la prégnance du syndrome vietnamien, aux États-Unis, et sa capacité à refaire surface dans une situation d'impasse stratégique. Ce retour du refoulé n'est pas seulement révélateur des rapports conflictuels d'une nation et de ses dirigeants à une phase traumatique de leur passé ; il est aussi producteur de réalités qui pèsent à leur tour sur

---

124. Éric Bacheber, *L'Afghanistan en guerre. La fin du grand jeu soviétique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1998.

la décision politique. Engagement le plus long, le plus massif et le plus coûteux de l'histoire militaire des États-Unis, depuis la seconde guerre mondiale et jusqu'aux guerres en Afghanistan et en Irak<sup>125</sup>, le Viêt-nam s'est invité d'une façon récurrente et parfois pesante dans le débat politico-stratégique. Le passé n'est certes jamais mort, selon la célèbre formule de William Faulkner, mais il l'est d'autant moins qu'il renvoie tout à la fois à un échec, une humiliation et à cette perte d'innocence si bien décrite par Neil Sheehan. Même si chacun souscrit au slogan popularisé dans l'ouvrage que Richard Nixon a publié en 1985 – *No More Viêt-nams* –, le passé vietnamien des États-Unis reste douloureux et polémique.

La guerre du Viêt-nam, qui a conduit à une grave crise dans les relations civilo-militaires et marqué en profondeur une génération d'étudiants et de jeunes soldats parvenue aux plus hautes responsabilités dans les années 1990-2000, a exercé et continue d'exercer des effets fondamentalement contradictoires : dans les milieux conservateurs qui la considèrent comme une noble cause, sur les responsables politiques et surtout militaires que l'expérience vietnamienne a profondément influencés dans leur recherche d'une stratégie efficace en Irak et en Afghanistan ; autant que sur les milieux libéraux opposés à ces deux guerres et revigorés par leur échec, auxquels l'opinion se montre de plus en plus sensible<sup>126</sup>. Les débats et les controverses qui ont accompagné la candidature du sénateur John Kerry aux élections présidentielles de 2004 ont clairement illustré l'ambivalence du Viêt-nam dans l'opinion. Rentré du Viêt-nam, en 1970, bardé de prestigieuses décorations (dont la légitimité fut d'ailleurs mise en doute lors de la campagne par le *Swift Boat Veterans for Truth* proche de George Bush), Kerry devint très vite l'un des anciens combattants les plus engagés contre cette guerre qu'il n'hésita pas à qualifier publiquement de « cause perdue ». Mais le candidat démocrate n'a pas su ou pu capitaliser ce double héritage<sup>127</sup>.

125. **Variables selon leurs auteurs (entre 338 milliards et 662 milliards de dollars, voire 1 600 milliards selon un rapport de la commission économique du Congrès de novembre 2007)**, les estimations s'accordent à reconnaître que le coût des guerres en Irak et en Afghanistan a d'ores et déjà dépassé celui de la guerre du Viêt-nam : *Le Figaro*, 15 octobre 2007 ; *La Croix*, 18 mars 2008. En janvier 2010, le budget américain consacré à la guerre en Afghanistan a dépassé, pour la première fois, celui de la guerre en Irak (article en ligne à cette adresse : <http://www.leblogfinance.com/2009/05/usa-lafghanistan-plus-ch%C3%A8re-que-lirak-en-2010.html>).

Toutes les références aux sites internet mentionnées en notes de bas de page ont été consultées en janvier 2010.

126. **Longtemps négligée, l'influence décisive de la guerre du Viêt-nam sur la droite américaine a fait l'objet d'intéressantes études à partir des années 1990** (entre autres : Mary Charlotte Brennan, *Turning Right in the Sixties : the Conservative Capture of the GOP*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995).

127. **Dereck Buckaloo et James Campbell**, « *Still Fighting over Viêt-Nam* », The Honolulu Advertiser.com, 26 avril 2009 (<http://the.honoluluadvertiser.com/article/2004/Sept/05/op/op09a.html>).

Entre les deux faces de l'expérience vietnamienne, la « noble cause » et la « cause perdue », quelles leçons de la guerre du Viêt-nam les responsables politiques et militaires américains ont-ils retenues et dans quelle mesure l'expérience vietnamienne a-t-elle été sollicitée pour améliorer la situation en Afghanistan ? Pourquoi, en dépit de tous les efforts déployés par les dirigeants américains pour le conjurer, cette guerre en Afghanistan a-t-elle réveillé à son tour le syndrome vietnamien, et provoqué en définitive une désapprobation croissante de l'opinion ?

### • De Hanoi à Kaboul en passant par Munich : la noble cause des (néo)conservateurs

À rebours d'une historiographie précocement et majoritairement critique<sup>128</sup>, l'engagement militaire des États-Unis au Viêt-nam n'a jamais cessé d'être justifié et défendu dans les milieux conservateurs et néoconservateurs. Sorte de revanche sur le « révisionnisme » historiographique des années précédentes, la période reaganienne a constitué à cet égard une étape essentielle de ce processus de re-légitimation : dans un contexte de fortes tensions avec l'URSS, la guerre du Viêt-nam cessait d'être considérée comme un simple accident de parcours pour s'inscrire dans la continuité d'un combat légitime – une « noble cause », comme Ronald Reagan devait le qualifier lui-même, contre « l'empire du mal »<sup>129</sup>. L'impact du Viêt-nam s'est lu ensuite dans la volonté du Président George Bush (père) de chasser le syndrome de l'échec américain en Asie du Sud-Est, au nom d'une analogie abusivement invoquée depuis l'engagement au Viêt-nam pour exagérer l'urgence et la gravité de la menace : Munich<sup>130</sup>. Mais le « triomphe sans victoire » des États-Unis à la fin de la guerre du Golfe, marqué par le refus du Président de faire marcher ses troupes sur

128. Les exceptions à ce courant historiographique critique de la guerre, qualifié aux États-Unis de « révisionniste » par opposition à l'« orthodoxie » du *containment* de guerre froide, sont rares et controversées. Par exemple : Mark Moyer, *Triumph Forsaken : The Viêt-Nam War, 1954-1965*, New York, Cambridge University Press, 2006.

129. Ronald Reagan a utilisé plusieurs fois cette expression appelée à une longue postérité, notamment dans un discours de campagne électorale d'août 1980. Sur le concept de « révolution conservatrice » : Murielle Delaporte, *La politique étrangère américaine depuis 1945. L'Amérique à la croisée de l'Histoire*, Paris, Complexe, 1996, p. 153 et suiv. Et sur le développement d'une « contre-mémoire néoconservatrice » de la guerre du Viêt-nam : Andrew Martin, *Receptions of War. Viêt-Nam in American Culture*, Norman, University of Oklahoma Press, 1993, p. 9 ; Marjolaine Boutet, « Les séries télévisées américaines des années 1980. Une autre histoire de la guerre du Viêt-nam », *Vingtième siècle*, n° 84, octobre-décembre 2004, p. 61-73.

130. Jeffrey Record et Dominique David, « Munich, le Viêt-nam et l'Irak. Du bon (ou du mauvais) usage de l'histoire », *Politique étrangère*, n° 3, automne 2005, p. 599-611. Sur les mécanismes et les conséquences du recours à l'analogie par les décideurs : Robert Javits, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, p. 217 et suiv. ; Jeffrey Record, *Making War, Thinking History : Munich, Viêt-Nam, and Presidential Uses of Force from Korea to Kosovo*, Annapolis, Naval Institute Press, 2002.

Bagdad, de renverser Saddam Hussein et d'occuper l'Irak par crainte d'un nouveau borbier vietnamien ; puis la politique étrangère et de défense de Bill Clinton, un moment inhibée par l'échec somalien de 1993 et l'impact du syndrome « vietmalien »<sup>131</sup> ; ont accru les frustrations des néoconservateurs. Née à gauche dans les années 1960, en réaction contre l'impact du syndrome vietnamien, la culture contestataire et les effets pervers des ambitieux programmes sociaux de l'administration Johnson, cette famille intellectuelle progressivement passée à la droite de l'échiquier politique a joué un rôle important autour du Président Reagan, dont elle a inspiré la politique étrangère. Avec la volonté de poursuivre la mission qu'ils n'avaient pu achever en 1992, les néoconservateurs ont fait le siège d'un nouveau Président, en 2001, qui n'avait pas de grandes ambitions en politique étrangère. Les attentats du 11 septembre allaient leur conférer une influence inédite (mais pas exclusive), notamment grâce aux postes-clés que certains d'entre eux détenaient au Pentagone (Paul Wolfowitz, Richard Perle...), au détriment des modérés du Département d'État entraînés par Colin Powell<sup>132</sup>. Les néoconservateurs cherchaient depuis longtemps à renouer avec une politique extérieure plus musclée, débarrassée des « mythes » encombrants de la guerre du Viêt-nam et des illusions prêtées à la politique de détente du couple Nixon-Kissinger. Volontairement inscrite dans la tradition messianique et universaliste des États-Unis, cette ambition politique semble avoir été en partie inspirée par les théories influentes de l'économiste Walt Rostow sur les campagnes de modernisation conduites par les États-Unis dans les pays du Tiers-Monde, et le succès de la « destruction créative » en Allemagne et au Japon, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elle traduisait ainsi le sentiment que l'usage massif de la force avait donné naissance à deux nations authentiquement

131. Pierre Melandri, Justin Vaïsse, *L'empire du milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 47 et suiv. (Bush) ; p. 107 et suiv. (Clinton).

132. Sur la phase néoconservatrice du mandat de Bush (2001-2004) : Shirley A. Warsaw, « The Political Lens of The President's War Cabinet for the War in Afghanistan », communication présentée à la conférence « The Presidency, Congress and The War on Terrorism: Scholarly Perspectives », 7 février 2003 (<http://www.clas.ufl.edu/users/rconley/conferencepapers/Warshaw.PDF>) ; Justin Vaïsse, « L'hiver du néoconservatisme », *Politique internationale*, n° 110, hiver 2006 ; Adrew Bacevich, « Gulliver at Bay : The Paradox of the Imperial Presidency », in Lloyd C. Gardner et Marilyn B. Young (ed.), *Iraq and the Lessons of Viêt-Nam*, New York, The New Press, 2007, p. 131 ; Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 16 et suiv.



capitalistes et démocratiques<sup>133</sup>. Proches des *Neocons*, Donald Rumsfeld et Dick Cheney, respectivement secrétaire à la Défense et vice-président dans l'administration Bush, travaillaient déjà tous deux à la Maison Blanche, le premier en tant que *White House Chief of Staff* du Président Gerard Ford et le second comme son adjoint, lors de l'humiliante évacuation de Saïgon, en avril 1975<sup>134</sup>. Faucons comme les conservateurs de la droite dure, farouchement anticommunistes contrairement aux réalistes, ils ont trouvé dans la « guerre contre le terrorisme » le combat idéologique qui leur faisait défaut depuis la chute de l'URSS. Avec son champ d'application : le Grand Moyen-Orient. Prenant le contre-pied des révisionnistes, ils ont copié presque littéralement la rhétorique messianique et manichéenne du Président Johnson sur le Viêt-nam, lorsque ce dernier justifiait la guerre contre le communisme au nom de la civilisation, de la liberté, de la paix, et des promesses faites par les États-Unis à leurs alliés<sup>135</sup>.

Ainsi, dès le 20 septembre 2001, le Président Bush présente aux membres du Congrès la « guerre contre le terrorisme » et ceux qui le soutiennent comme un combat de « *la civilisation, [...], de tous ceux qui croient au progrès, au pluralisme, à la tolérance et à la liberté* », nécessaire à l'instauration d'une paix durable<sup>136</sup>. La notion « d'axe du Mal », inspirée par son *speechwriter* David Frum, sera introduite dans son discours sur l'état de l'Union, le 29 janvier 2002. L'analogie avec le Viêt-nam s'impose avec encore plus de force à propos de l'Irak, puisque les « faucons néo-impériaux » entraînés par Cheney, Rumsfeld et Wolfowitz, réussissent à convaincre le Président d'y engager la guerre sous couvert de lutte antiterroriste<sup>137</sup>. En mars 2003, Bush évoque un « *noble dessein* ». En 2008, parvenu au terme de son 2<sup>e</sup> mandat, il renchérit en déclarant devant les officiels du Pentagone que la guerre était « *noble [...]*,

---

133. Lloyd Gardner, *The Long Road to Bagdad. A History of U.S. Foreign Policy from the 1970s to the Present*, New York, The New Press, 2008. Économiste et théoricien du politique, Walt Rostow fut conseiller à la sécurité nationale de Lyndon Johnson, entre 1966 et 1969, et à ce titre, l'un des architectes de l'escalade au Viêt-nam. Sur la force de l'analogie avec l'Allemagne, voir aussi : Marie-Chantal Locas et Charles-Philippe David, « Le poids de l'histoire : les analogies historiques peuvent-elles expliquer l'échec américain en Irak ? », texte d'une communication présentée dans le cadre du Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique, Vancouver, 4 juin 2008 (<http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2008/Locas.pdf>).

134. Paul Labarique, « *L'anti-Kissinger. Donald Rumsfeld, un Florentin au pouvoir* », 12 octobre 2004 (<http://www.voltairenet.org/article15031.html>) ; « Irak : Bush subit les critiques posthumes de Ford », *Le Figaro*, 15 octobre 2007.

135. Par exemple : « *The Peace Without Conquest* », discours du Président Johnson sur le Viêt-nam, 7 avril 1965 ([http://www.famousquotes.me.uk/speeches/Lyndon\\_B\\_Johnson/2.htm](http://www.famousquotes.me.uk/speeches/Lyndon_B_Johnson/2.htm)).

136. Discours en ligne à cette adresse : [http://www.stuffhappens.fr/stuffhappens\\_discours\\_bush.htm](http://www.stuffhappens.fr/stuffhappens_discours_bush.htm).

137. Pierre Hassner, Justin Vaïsse, *Washington et le monde. Les dilemmes d'une super puissance*, Paris, Autrement, 2003, p. 89 et suiv.

*nécessaire* [...], et *juste*<sup>138</sup> ». Il reçoit alors la caution d'un « héros du Viêt-nam » lorsque le sénateur de l'Arizona, John McCain, assure à son tour que l'invasion de l'Irak était une « *noble cause* », lors de la convention nationale des Républicains en août 2004<sup>139</sup>. Vétéran du Viêt-nam et ancien prisonnier de guerre à Hanoi (1967-73), McCain n'a jamais mis en doute la légitimité de la guerre au Viêt-nam, contrairement à John Kerry. Mais il a vivement critiqué la timidité des choix stratégiques du pouvoir politique, au point de regretter que les grands chefs militaires n'eussent pas démissionné, immédiatement et collectivement, pour marquer leur désaccord<sup>140</sup>. Bien que rival de Bush au sein du parti républicain et critique de sa gestion de la guerre en Afghanistan et en Irak, McCain, qui n'a jamais caché son admiration pour Robert Kagan (l'un des ténors du mouvement néoconservateur)<sup>141</sup>, a toujours inscrit ces deux engagements dans la catégorie des guerres légitimes.

À l'image de certains vétérans du Viêt-nam, les militaires n'ont pas cessé de s'interroger sur l'opportunité de la guerre et l'efficacité de la stratégie employée par leurs aînés. L'évolution de la culture opérationnelle de l'armée américaine, dont les grands chefs sont encore marqués par l'expérience vietnamienne et son échec, porte la marque des lectures divergentes de ce passé<sup>142</sup>.

### • L'anti-Viêt-nam? La « *guerre de M. Rusmfeld* » et son échec

On peut opposer deux groupes. Certains pensent, comme le général Powell, vétéran du Viêt-nam où il effectua deux missions<sup>143</sup>, que les Américains ne pouvaient remporter la victoire au Viêt-nam quelle que

138. Edwin Chen, « Bush shifts emphasis, calls war “a noble cause” », *Los Angeles Times*, 29 mars 2003; « Bush: Iraq War “Noble” And “Necessary” », CBS News, 19 mars 2008.

139. Discours du sénateur John McCain cité dans *The Boston Globe*, 31 août 2004. Ben Laden lui-même avait invoqué la « *noble cause* » des « *dizaines de combattants connus et d'autres experts* » prêts à se sacrifier dans cette « guerre sacrée » (« Bin Laden extradition raised », *BBC News Online*, 12 décembre 2001 ; en ligne sur : [http://news.bbc.co.uk/2/low/south\\_asia/1539468.stm](http://news.bbc.co.uk/2/low/south_asia/1539468.stm))

140. Robert Timberg, *John McCain. An American Odyssey*, New York, Simon & Schuster, 1995, p. 117 et suiv. ; Commandant en chef des forces du Pacifique entre 1968 et 1972, l'amiral John S. McCain Jr., père du sénateur McCain, a fini par démissionner, en mai 1972, après avoir critiqué en privé la stratégie de « *viêtnamisation* » adoptée par l'administration Nixon au Sud-Viêt-nam, ainsi que les restrictions excessives qu'il s'était vu imposer lors de la reprise des bombardements sur le Nord-Viêt-nam (Michael Kranish « For McCain, father's error holds lesson. Failure to fault policy on Viêt-Nam shapes views », *The Boston Globe*, 22 octobre 2008). Sur l'usage contradictoire de la référence au Viêt-nam chez John McCain : Mark Benjamin, « McCain's Viêt-Nam obsession », *salon.com*, 1<sup>er</sup> avril 2008 (<http://www.salon.com/news/feature/2008/04/01/mccain/print.html>) ; Joe Conason, « What John McCain didn't learn in Viêt-Nam », 4 juillet 2008, *salon.com* ([http://www.salon.com/opinion/conason/2008/07/04/mccain\\_Viêt-nam/](http://www.salon.com/opinion/conason/2008/07/04/mccain_Viêt-nam/)).

141. Michael C. Behrent, « États-Unis : L'avenir de la puissance américaine selon Robert Kagan », 14 juillet 2008 ([lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr)).

142. Étienne de Durand, « L'armée, la République impériale et ses soldats », *Hérodote*, n° 116, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, p. 22-42.

143. Colin Powell (avec la collab. de Joseph Persico), *Un enfant du Bronx*, Paris, Odile Jacob, 1995, p. 79 et suiv.

fût la stratégie adoptée, en partie parce que le Sud-Viêt-nam était trop vulnérable<sup>144</sup>. Au contraire, une majorité de soldats et de vétérans attribuent la défaite au Viêt-nam à une stratégie erronée. Encore faut-il aussi distinguer, parmi eux, deux sous-catégories. D'un côté, les partisans de la « priorité conventionnelle » (ou cinétique, dans sa version plus moderne, chère à Donald Rumsfeld), pour lesquels cette guerre a été perdue parce que la puissance militaire des États-Unis a été bridée à l'excès par le pouvoir civil. Au lieu de rechercher la destruction de l'adversaire jusqu'au Nord-Viêt-nam, dans le cadre d'une guerre totale, la Maison Blanche a conduit timidement une guerre d'usure infructueuse<sup>145</sup>. Dans l'autre camp, les adeptes de la « priorité contre-insurrectionnelle » sont convaincus que l'engagement américain s'est fondé trop longtemps sur une stratégie conventionnelle héritée de la seconde guerre mondiale et de la guerre de Corée, prisonnière de la puissance de feu et de l'escalade, inadaptée à une guerre asymétrique de nature essentiellement politique<sup>146</sup>.

Ces divergences ne sont assurément pas nouvelles dans l'histoire militaire des États-Unis mais il était inévitable de les voir resurgir avec autant d'intensité à l'épreuve des difficultés, en Afghanistan comme en Irak. Servies par une mobilisation des troupes particulièrement rapide, les offensives ordonnées par le Président Bush en Afghanistan, en octobre 2001, puis en Irak en mars 2003, reflètent la prépondérance des conventionnalistes partisans d'une application massive de la puissance de feu américaine et d'une utilisation intensive de la technologie. Ceux qui les ont planifiées se sont toutefois affranchis des grands principes édictés dans la doctrine Powell, devenue la doctrine officielle de l'armée américaine après la guerre du Viêt-nam et dont la guerre du Golfe de 1990-91 passe pour la meilleure illustration<sup>147</sup>. Une force écrasante a-t-elle été appliquée une fois la guerre décidée ?

144. Robert Osgood, *Limited War Revisited*, Boulder, Westview Press, 1979.

145. L'ouvrage emblématique de cette école est celui du colonel Harry Summers : *On Strategy : A Critical Analysis of the Viêt-Nam War*, New York, Dell Publishing, 1982.

146. Andrew F. Krepinevich, *The Army and Viêt-Nam*, Baltimore, John Hopkins Press, 1986.

147. Président du comité des chefs d'état-major à l'époque de la guerre du Golfe de 1990-91, son auteur avait déjà inspiré les réflexions présentées au Congrès, en 1984, par le secrétaire à la Défense de Reagan, Caspar Weinberger. Sur la prégnance de cette orthodoxie : Christopher M. Gacek, *The Logic of Force : The Dilemma of Limited War in American Foreign Policy*, New York, Columbia University Press, 1994, chap. 8.

La sortie de guerre a-t-elle été soigneusement préparée ?<sup>148</sup> Face aux talibans, la supériorité technologique était indiscutable. Comme le souhaitait le commandant en chef en Afghanistan, le général Tommy Franks (un autre vétéran du Viêt-nam, tout aussi rétif à *nation building*), l'offensive terrestre fut précédée et accompagnée de bombardements aériens et navals pour faciliter les opérations antiterroristes et humanitaires<sup>149</sup>. En revanche, si le volume des forces et des moyens engagés en Irak (environ 130 000 soldats) a paru nettement insuffisant à certains hauts responsables militaires de l'époque<sup>150</sup>, l'opération *Enduring Freedom* (Liberté immuable) s'est faite en Afghanistan avec des moyens encore plus réduits : quelques centaines d'hommes de la CIA et des forces spéciales américaines et britanniques censés soutenir et conseiller les forces locales – principalement l'Alliance du Nord. Une dizaine de milliers de combattants américains<sup>151</sup> furent envoyés ultérieurement.

Ce choix d'une empreinte légère sur le terrain allait à l'encontre des recommandations de certains vétérans du Viêt-nam, favorables à un niveau de troupes élevé pour ne pas voir se répéter le scénario qui avait conduit à l'effondrement du régime sud-vietnamien. Parmi eux figurait l'ancien négociateur des accords de Paris, Henry Kissinger, crédité d'une influence encore importante à la Maison Blanche<sup>152</sup>. Des effectifs allégés permettaient de simplifier la logistique, de diminuer les coûts et de ne pas faire apparaître les forces américaines comme des troupes d'occupation, contrairement au corps expéditionnaire envoyé au Sud-Viêt-nam (plus de 540 000 hommes, en 1969, sur moins du quart de la superficie de l'Afghanistan) ou même aux 100 000

148. Powell recommandait, avant tout engagement de la puissance militaire, une définition claire des intérêts vitaux et des objectifs atteignables ; une étude complète de toutes les autres options non-violentes, une analyse des risques, des coûts et des conséquences, la recherche d'une «assurance raisonnable» de soutien de la part du Congrès et de l'opinion ; enfin, une anticipation de la stratégie de sortie : Colin Powell, « *U.S. Forces : Challenges Ahead* », *Foreign Affairs*, hiver 1992-93 ([http://www.cfr.org/publication/7508/us\\_forces.html](http://www.cfr.org/publication/7508/us_forces.html)). Or, le Président Bush et son secrétaire à la Défense se sont précisément vus reprocher de masquer à l'opinion les buts de guerre réels, de négliger l'importance de la diplomatie multilatérale et de la préparation d'une stratégie de sortie de guerre.

149. Faute d'un nombre suffisant de cibles militaires, les résultats de ces bombardements (une centaine de sorties en combat par jour, au maximum) se sont révélés décevants au cours des premières semaines : Andrew Bacevich, *American Empire. The realities and consequences of US Diplomacy*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2002, p. 233 et suiv.

150. En affirmant dès le 25 février 2003 que 500 000 soldats seraient nécessaires pour prendre et occuper l'Irak, le général Shinseki, alors chef d'état-major de l'armée de terre, s'est attiré les foudres du secrétaire à la Défense : Mark Benjamin, « *John McCain's real war record* », *salon.com*, 17 janvier 2008 (<http://www.salon.com/news/feature/2008/01/17/mccain/print.html>) ; Thomas E. Ricks et Ann Scott Tyson, « *Abizaid Says Withdrawal Would Mean More Unrest* », *Washington Post*, 16 novembre 2006 (<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/11/15/AR2006111500800.html>).

151. Pour une chronologie sommaire des opérations militaires : Loup Francart et Isabelle Dufour, *Stratégies et décisions, La crise du 11 septembre*, Paris, Economica, 2002, p. 206 et suiv.

152. Bob Woodward, *State of Denial. Bush At War, Part III*, New York, Simon and Schuster, 2006.

soldats de l'armée Rouge massés en Afghanistan au début des années 1980. Sur l'insistance de Powell, focalisé sur la constitution d'une coalition internationale, Bush accepta le principe d'une opération humanitaire de largage de nourriture, de médicaments et d'autres fournitures. Entre la carotte et le bâton, les bombes et les parachutages humanitaires, le message devint vite difficile à déchiffrer pour des populations appauvries et déstabilisées par une longue guerre civile, victimes elles-mêmes des bombardements alliés (entre 1 000 et 4 000 morts lors des premières semaines d'*Enduring Freedom*<sup>153</sup>). Ces largages humanitaires étaient une bien maigre victoire pour le secrétaire d'État qui avait négocié le soutien de la communauté internationale, à la condition que les terroristes d'Al-Qaïda fussent la cible exclusive de cette guerre en Afghanistan. Mais, à la différence de ses prédécesseurs pendant la guerre du Viêt-nam (Dean Rusk et surtout Henry Kissinger), Powell ne put jouer le rôle prépondérant auquel il aspirait : le cabinet de guerre constitué au soir du 11 septembre 2001 resta dominé par Donald Rumsfeld, favorable à la militarisation de la politique étrangère des États-Unis et à une extension de la guerre à l'Irak<sup>154</sup>.

Surtout, particulièrement réticents face au projet de transformation et à la stratégie de guerre cinétique impulsés par Rumsfeld, bien des responsables militaires, nourris depuis le Viêt-nam par une culture militaire centrée sur le culte de l'offensive et le rejet des missions plus civiles<sup>155</sup>, ont émis de sérieuses réserves sur la capacité de gérer les lendemains de l'offensive avec des effectifs aussi faibles et selon une stratégie à ce point découplée du *nation-building*<sup>156</sup>. Dans un discours prononcé au *Citadel Military College*, le 11 décembre, Bush exploita l'illusion de la victoire provoquée par la disparition provisoire des talibans de la scène afghane, en stigmatisant l'erreur de ceux qui avaient pensé, après la chute de l'URSS, que « *les militaires seraient envoyés outre-mer non pour gagner des guerres, mais principalement pour faire la police et pacifier, contrôler des populations et contenir des conflits ethniques* »<sup>157</sup>. Or, après avoir claironné les mérites de la stratégie adoptée en Afghanistan

153. Andrew Bacevich, *op. cit.*, p. 236.

154. Shirley A. Warshaw, *loc. cit.* ; Lloyd Gardner, « Mr. Rumsfeld's War », in L. Gardner et M. Young (ed.), *op. cit.*, p. 174-200.

155. Étienne de Durand, *loc. cit.*, p. 39-40. Sur l'hostilité de l'armée américaine, marquée depuis la guerre du Viêt-nam par un professionnalisme radical, à l'égard des missions civiles : Thomas Lindemann, « Des guerriers pour faire la paix. L'armée américaine en Irak », *Cultures & Conflits*, n° 67, automne 2007 (<http://www.conflits.org/index3114.html>).

156. Collectif, *A Different Kind of War*, Fort Leavenworth (KS), Combat Studies Institute, p. 57 (<http://documents.nytimes.com/a-different-kind-of-war#p=57>).

157. William R. Hawkins, « Decisive Warfare. The limits of the Afghan war model », *NRO*, 19 décembre 2001 (<http://www.nationalreview.com/comment/comment-hawkins121901.shtml>).

– selon le modèle de *high tech war* combinant renseignement en temps réel, forces alliées locales, forces spéciales et précision de la puissance aérienne – il dut rapidement déchanter. Et préparer les esprits à une guerre longue et difficile...

L'armée américaine n'a pas su empêcher, en effet, la réorganisation des talibans dans leur sanctuaire pakistanais, où ils bénéficiaient déjà de solides complicités. Elle s'est avérée impuissante dans la phase d'occupation et de stabilisation, face à la résurgence d'une guérilla devenue rapidement incontrôlable. Négligée au profit de l'objectif prioritaire de la destruction du régime taliban qui hébergeait les dirigeants et les camps d'entraînement d'Al-Qaïda, la situation s'est dégradée par paliers successifs. Après avoir délibérément enterré la doctrine Powell, le Pentagone a dû se résoudre à abandonner ses programmes de modernisation navals et aériens les plus onéreux pour revenir progressivement, malgré de fortes résistances aux fondamentaux de la contre-insurrection : la communication avec les populations, le respect de leurs particularités culturelles ; un usage modéré de la force lors des opérations de maintien de l'ordre et dans les bombardements, etc. Si les théoriciens de la guerre contre-insurrectionnelle, plus particulièrement britanniques<sup>158</sup> et français<sup>159</sup>, ont été redécouverts et mis à profit, les Américains ont également puisé dans leur propre histoire militaire : entre la lutte contre l'insurrection des insurgés musulmans Moro dans les Philippines du sud, au début du XX<sup>e</sup> siècle, et le fiasco somalien de 1993<sup>160</sup>, la guerre du Viêt-nam a probablement constitué le plus grand laboratoire d'initiatives militaires.

### • La redécouverte de l'expérience contre-insurrectionnelle du Viêt-nam

Sans doute le Président John Kennedy, particulièrement réceptif à la nature essentiellement politique du conflit vietnamien, s'est-il montré plus déterminé que son successeur à résister aux pressions

158. Michel Goya, *Irak. Les armées du chaos*, Paris, Economica, 2008, chap. 14.

159. Sur les transferts de connaissance entre les théoriciens français (Charles Lacheroy, Roger Trinquier, David Galula, etc.) et l'armée américaine : Gabriel Périès, « *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la doctrine de la "guerre révolutionnaire" au sein de l'armée française (1944-1960)* », thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1999 ; Élie Tenenbaum, « *L'influence française sur la stratégie américaine de contre-insurrection, 1945-1972* », mémoire de master sous la direction de Pierre Melandri, IEP de Paris, 2009.

160. Jean-Paul Brodeur, « *Maintien et imposition de la paix en Somalie (Partie 3)* », *Cultures & Conflits*, n° 29-30, automne-hiver 1998 (<http://www.conflits.org/index690.html>).

de ses conseillers militaires en faveur de solutions plus radicales. Non seulement a-t-il refusé des bombardements massifs ou l'envoi de troupes terrestres américaines au Laos et au Viêt-nam, mais il a réussi à imposer à une haute hiérarchie militaire très réticente le développement de plusieurs programmes contre-insurrectionnels. Avéré dès avant la chute du régime de Ngo Dinh Diem, à l'automne 1963, l'échec des hameaux stratégiques semble toutefois avoir été en partie responsable du choix effectué par le Président Lyndon Johnson d'une escalade purement conventionnelle, en 1965<sup>161</sup>. Ainsi marginalisée, la contre-insurrection fut progressivement réintroduite, à partir de 1966-67<sup>162</sup>. Mais cette « autre guerre » confiée par Johnson à Robert Komer, son conseiller spécial chargé de la coordination des efforts dans les domaines politique, économique et social, a été très largement occultée par l'escalade continue des opérations militaires conventionnelles et des bombardements au nord comme au Sud-Viêt-nam, rendant l'analyse de son efficacité propre particulièrement difficile.

Devant la double impasse irakienne et afghane, au milieu des années 2000, et l'aggravation continue de l'insécurité, certains experts ont tenté à leur tour de convaincre la hiérarchie politique et militaire d'infléchir la stratégie en faveur d'une réintroduction des programmes de contre-insurrection utilisés au Viêt-nam. Objet d'une combinaison de mesures de coercition, de protection, de dissuasion et de séduction, les populations sont progressivement revenues au cœur des enjeux stratégiques. Dans un ouvrage devenu une référence dans l'armée (publié dès 2002 et réédité en 2005), le lieutenant-colonel John Nagl, vétéran des deux guerres d'Irak, docteur de l'université d'Oxford et conseiller militaire du secrétaire adjoint à la Défense, s'est attaché à démontrer que la culture militaire américaine, avec son obsession jominienne de la destruction de l'adversaire par des méthodes conventionnelles, avait été la principale responsable de la défaite des États-Unis au Viêt-nam et la cause d'une régression de la pensée et de l'innovation doctrinales. À partir d'une comparaison entre l'expérience britannique en Malaisie et celle des Américains au Viêt-nam, il a souligné l'urgence d'en revenir à la contre-insurrection, en sécurisant les

161. Christopher Ives, *US Special Forces and Counterinsurgency in Viêt-nam*, Londres et New York, Routledge, 2007 ; Elie Tenenbaum, « Les déplacements de populations comme outil de contre-insurrection. L'exemple du programme des hameaux stratégiques », article à paraître.

162. Archives Lyndon Johnson (Austin), *National Security File, Files of Robert Komer*, dossier n° 7, R. Komer, « *The other war and south Viêt-Nam's future* », février 1967 ; The Senator Gravel Edition, *Pentagone Papers*, vol. 2, Boston, Beacon Press, 1971.



populations plutôt qu'en les bombardant, pour couper le cordon ombilical noué entre insurgés et civils<sup>163</sup>. De fait, certains des programmes civilo-militaires progressivement mis en place en Afghanistan, à partir de 2003, ont été directement inspirés de l'expérience contre-insurrectionnelle de l'armée américaine au Viêt-nam.

Plus connues sous leur sigle américain PRT, les équipes provinciales de reconstruction (EPR) associant civils et militaires sont, par exemple, une résurgence directe du CORDS (*Civil Operations and Revolutionary Development Support*). Ce programme entendait déjà, quand il fut lancé en 1967, « gagner les cœurs et les esprits » des Sud-Vietnamiens, en instaurant une coordination des initiatives militaires et civiles destinées à protéger les populations (bataille des esprits) et à contribuer au développement des provinces, avec la réforme agraire, la construction d'écoles ou de ponts, l'assistance médicale et humanitaire, etc. (bataille des cœurs)<sup>164</sup>. Ces équipes ont été mises en place en Afghanistan dès le mois de janvier 2003. En 2005, une vingtaine d'EPR travaillaient à la réhabilitation ou la construction de plusieurs centaines d'écoles, de puits et de cliniques. Mais cette militarisation de l'humanitaire conçue comme un instrument de combat contre le terrorisme a aussi entraîné une confusion entre les EPR, composées à 90 % de personnel militaire (entre quelques dizaines et quelques centaines de personnes selon les équipes), et les ONG, prises pour cible par les mouvements radicaux qui les considèrent comme des officines d'espionnage mises au service d'un régime d'occupation<sup>165</sup>.

De même qu'au Viêt-nam, des anthropologues ont été sollicités, en Afghanistan et en Irak, pour aider à identifier les personnes ou les groupes suspectés de soutenir l'ennemi. Mis en place en 2006-2007, le programme *Human Terrain Systems* (HTS) a permis de recruter des

163. John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife. Counterinsurgency Lessons from Malaya and Viêt-Nam*, Chicago, University of Chicago Press, 2005 (1<sup>re</sup> ed. en 2002), p. 115 et suiv. Sur les difficultés de la réintroduction de la contre-insurrection dans l'armée et la stratégie américaines : Michael Benhamou, « La contre-insurrection dans la stratégie militaire américaine des années 80 jusqu'à l'automne 2007 », mémoire de master sous la direction de Pierre Melandri, IEP de Paris, 2008, chap. 2 et 3.

164. A. Krepinevich, *op. cit.* L'expression « gagner les cœurs et les esprits » trouverait son origine dans les campagnes de pacification britanniques des années 1920... précisément en Afghanistan : Christian Olsson, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des "cœurs et des esprits" », *Cultures & Conflits*, n° 67, automne 2007 (<http://www.conflicts.org/index3102.html>). Sur CORDS : Dale Andrade et Lt-col. James Willbanks, « CORDS/Phoenix: Counterinsurgency Lessons from Viêt-Nam for the Future », *Military Review* n° 86, t. 2, 2006 (<http://smallwarsjournal.com/documents/milreviewmarch2.pdf>) ; Jeremy P. White, « *Civil Affaires in Viêt-Nam* », Center for Strategic and International Studies, 2007 ([http://csis.org/files/media/csis/pubs/090130\\_Viêt-nam\\_study.pdf](http://csis.org/files/media/csis/pubs/090130_Viêt-nam_study.pdf)).

165. Isabelle Berceq, « La militarisation de l'action humanitaire en Afghanistan », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 2005 (<http://www.grip.org/bdg/g4572.html>). À l'été 2008, on comptait 28 EPR (<http://www.globalsecurity.org/military/ops/oef-prt.htm>).



experts des sciences sociales et de les intégrer directement dans des unités de combat, pour conseiller leurs commandants sur les actions culturelles à mener sur le terrain ou les dissuader d'interpréter les actes de la population d'une façon erronée<sup>166</sup>. Plus que jamais à la mode au sein de l'armée américaine, le concept d'*Human Terrain* avait d'ailleurs été choisi par le U.S. House Committee on Un-American Activities – comité d'investigation de la Chambre des représentants, aboli en 1975 – en référence aux activités des mouvements contestataires des années 1960 (droits civiques, militants contre la guerre du Viêt-nam et *Black Panthers*)<sup>167</sup>. Très controversé au sein des professions concernées qui ont dénoncé une « *anthropologie mercenaire* », ce programme a été mis en œuvre sous l'égide de l'une des nombreuses sociétés militaires privées (SMP), dont la présence massive en Afghanistan est un autre héritage de la guerre du Viêt-nam. En septembre 2009, on recensait plus de 100 000 membres de ces SMP opérant sur le territoire afghan et à sa périphérie, contre 64 000 soldats réguliers. Avec 62 % de la main d'œuvre employée par le Pentagone, c'est la plus forte proportion jamais rencontrée dans l'histoire militaire des États-Unis<sup>168</sup>!

Certains vétérans du Viêt-nam sont intervenus à plusieurs reprises dans le débat public pour tenter d'améliorer l'efficacité de ces expériences qu'ils considéraient parfois comme un mauvais calque des programmes mis en place au Viêt-nam. Ancien de la CIA, de l'AID (l'Agence internationale pour le développement, ancêtre de l'USAID) et du Département d'État, Rufus Phillips s'est félicité de la conversion partielle mais réelle de l'armée américaine à la contre-insurrection, tout en recommandant de l'accompagner d'un effort semblable chez les civils. Il a notamment suggéré l'envoi, sous l'égide du Département d'État, d'une équipe prête à participer aux efforts de *nation-building* et à des opérations contre-insurrectionnelles civilo-militaires, et proposé une structuration des PRT sous la responsabilité d'une autorité unique

---

166. Cf. le rapport conjoint de l'AAA (*American Anthropological Association*) et des CEAUSSIC (*Commission on the Engagement of Anthropology with the US Security and Intelligence Communities*) : *Final Report on The Army's Human Terrain System Proof of Concept Program*, 14 octobre 2009 ([http://www.aaanet.org/cmtes/commissions/CEAUSSIC/upload/CEAUSSIC\\_HTS\\_Final\\_Report.pdf](http://www.aaanet.org/cmtes/commissions/CEAUSSIC/upload/CEAUSSIC_HTS_Final_Report.pdf)) ; William O. Beeman, « Les anthropologues, arme des militaires », *Le Monde diplomatique*, mars 2008.

167. John Stanton, *General David Petraeus' Favorite Mushroom: Inside the US Army Human Terrain System*, Wiseman Publishing, 2009.

168. Sur les SMP en Indochine : P. Journoud, « La CAT/Air America pendant les guerres d'Indochine (1953-1975), ou le rôle d'une compagnie aérienne privée secrètement détenue par la CIA », à paraître dans les actes du colloque « *Armées privées – armées d'État* » (CEHD, mars 2008). Et sur les SMP en Afghanistan : Moshe Schwartz, *Department of Defense Contractors in Iraq and Afghanistan: Background and Analysis*, Congressional Research Service, 14 décembre 2009 (<http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/R40764.pdf>) ; Jacques Follorou, « L'Afghanistan, nouveau marché des sociétés militaires privées », *Le Monde*, 21 novembre 2009.

dépendant directement du Président ou de son conseiller à la sécurité nationale, précisément sur le modèle de l'expérience vietnamienne du CORDS<sup>169</sup>.

Postérieure de quelques semaines à la démission de Donald Rumsfeld, la nomination du général David Petraeus comme commandant de la coalition multinationale Irak, en janvier 2007, a permis de catalyser cette montée en puissance des partisans de la guerre contre-insurrectionnelle. La thèse de doctorat de cette étoile montante de l'état-major américain, précisément consacrée aux leçons du Viêt-nam, avait pris le contre-pied de la doctrine Powell, en défendant dès 1987 la nécessité de préparer les armées à la contre-insurrection<sup>170</sup>. Pour réussir, une telle stratégie devait conjuguer étroitement, dans son esprit, approches sécuritaire, économique et culturelle, et prendre soin d'éviter les écueils dans lesquels les Français s'étaient fourvoyés en Algérie, en appliquant aveuglément leur doctrine de guerre révolutionnaire avant d'être imités par les Américains au Viêt-nam<sup>171</sup>. Forts de succès indéniables sur le terrain irakien, Petraeus sut convaincre le Président Bush d'infléchir la stratégie américaine en Irak, en 2007 (le *Surge*, à l'origine d'une diminution rapide du nombre d'attentats et de victimes civiles), puis en Afghanistan après l'élection du Président Barack Obama. Il reste que les erreurs faites en Irak et en Afghanistan ont, pour beaucoup d'observateurs, annihilé durablement, sinon définitivement, les possibilités de succès et la confiance du peuple américain. La « conquête des cœurs et des esprits » a peut-être corrigé partiellement les effets pervers d'une présence prolongée. Toutefois, en s'effectuant sous couvert d'un discours mobilisant des savoir-faire coloniaux de gestion des populations et en légitimant la pérennisation des forces militaires internationales, elle a aussi contribué à crédibiliser l'idée que ces populations se faisaient des forces d'occupation : « *De ce point de vue, conclut Christian Olsson [...], la stratégie de la contre-insurrection apparaît de plus en plus comme un substitut à une stratégie de sortie politique du conflit* <sup>172</sup> ».

169. Rufus Phillips, *Why Viêt-Nam matters*, Annapolis, Naval Institute Press, 2008.

170. Outre la thèse qu'il a soutenue à l'Université de Princeton, en 1987, le général Petraeus a supervisé la rédaction du manuel de contre-insurrection de l'Army et des Marines (FM 3-24, *The U.S Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual*, University of Chicago Press, 2007), et préfacé avec le Lt-col. Nagl la traduction française de l'ouvrage de David Galula – considéré comme le « Clausewitz de la contre-insurrection » (*Contre-insurrection : théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, p. V-XIII).

171. Un historien de la contre-insurrection a qualifié de « *totalitarisme tactique* » cette volonté de faire de l'organisation de la société un moyen de vaincre l'adversaire, et non plus une fin de la politique : Michael McClintock, *Instruments of Statecraft, U.S. Guerilla Warfare, Counterinsurgency, and Counterterrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon Books, 1992, p. 258 (ouvrage en ligne sur : <http://statecraft.org/>).

172. Christian Olsson, *loc. cit.*, p. 54.

Et, de la critique des méthodes employées à la remise en cause de l'engagement des États-Unis en Afghanistan, même remodelé par les spécialistes de la contre-insurrection, le pas a vite été franchi par un nombre croissant d'observateurs.

### • Le retour en force du syndrome vietnamien

L'analogie avec l'échec du Viêt-nam et le spectre de l'enlèvement et de la défaite s'est d'abord répandue dans la presse sous le poids de l'évidence : l'insurrection non seulement n'était pas jugulée mais elle gagnait du terrain. Parfois eux-mêmes à l'origine de son instrumentalisation, les responsables politiques et militaires furent contraints de prendre position dans le débat publique.

Dès novembre 2001, de très bons connaisseurs de la guerre du Viêt-nam tels que Jean-Claude Pomonti, correspondant du *Monde* en Asie du Sud-Est pendant une quarantaine d'années, décelaient un « *parallèle troublant avec le bourbier vietnamien*<sup>173</sup> », l'impression d'une fuite en avant, d'un engrenage semblable avec celui qui avait conduit trois présidents des États-Unis successifs à faire le choix de l'escalade au Viêt-nam. Les quotidiens et les revues spécialisées se sont emparés sans modération du Viêt-nam à la faveur du désenchantement provoqué par l'enlèvement de la guerre et la perspective de plus en plus crédible d'un échec en Irak, à partir de 2004. Bien que cette guerre n'eût jamais suscité un mouvement de protestation comparable à celui que les États-Unis ont connu dans les années 1960, ni même à celui qui s'est mobilisé contre l'engagement américain en Irak, l'Afghanistan, marqué par une recrudescence de la résistance notamment talibane, a pris ensuite le relais de l'Irak, où le *surge* inauguré par le général Petraeus commençait à être crédité de ses premiers effets positifs.

Au-delà de certaines ressemblances superficielles avec le Viêt-nam dans le domaine militaire, le manque de légitimité politique du gouvernement afghan – dont le président Karzaï, pachtoun marginalisé au profit des ethnies du nord, est généralement réduit à l'autorité d'un « maire de Kaboul » – a nourri une comparaison constante avec les juntas militaires au pouvoir à Saïgon entre novembre 1963 et avril 1975. Dans les deux cas, le parrainage trop marqué des États-Unis, la corruption généralisée, la persistance d'une grande pauvreté, le trafic

173. Jean-Claude Pomonti, « Un parallèle troublant avec le bourbier Viêt-namien », *Le Monde*, 3 novembre 2001.

de drogue, l'incapacité à opposer une idéologie cohérente à celle de l'adversaire et à insuffler une motivation suffisante aux fonctionnaires et aux soldats de l'armée nationale (d'ailleurs en proie à des taux de désertion élevés), ont convaincu bon nombre d'observateurs que la guerre était vouée à l'échec. On prédit au processus d'afghanisation, sur lequel les stratèges fondent aujourd'hui leurs plus grands espoirs, le même triste sort que celui de la vietnamisation, amorcé à la fin du mandat de Johnson et intensifié par Nixon. On redoute une extension géographique du conflit, particulièrement au Pakistan, semblable à celle qui, après le Viêt-nam, avait plongé le Cambodge et le Laos dans les bombardements, la guerre terrestre... et le chaos politique.

À la crainte d'un échec de plus en plus crédible s'est ajouté le constat d'une guerre injuste et immorale, dont l'engagement au Viêt-nam demeure l'archétype. Les bombardements sur l'Afghanistan, dont les victimes civiles se comptent déjà par milliers, ont renforcé le sentiment anti-américain dans la population, spécialement dans les régions pachtounes, et nourri des attentats antiaméricains facilités par des groupes de civils qui avaient perdu des proches sous les bombes américaines<sup>174</sup>. Comme le soulignait déjà, en 2005, Gilles Dorrosorro, la *shaping phase* du conflit (phase aérienne précédant l'intervention terrestre), « censée établir le contexte propice à la phase de stabilisation, a les conditions d'une instabilité structurelle qui a fait perdre l'initiative aux États-Unis<sup>175</sup> ». À cet égard, l'emploi des bombardiers lourds B-52 et des bombes à fragmentation – symboles par excellence de l'immoralité de la guerre du Viêt-nam – ne pouvaient que cristalliser l'attention de la presse et des opposants à la guerre. Experts indépendants et analystes de la CIA n'avaient-ils pas précocement dénoncé les effets contre-productifs des bombardements américains sur le Nord-Viêt-nam, en affirmant qu'ils contribuaient surtout à souder la population autour de ses dirigeants<sup>176</sup> ? Quant aux bombes à fragmentation, leurs effets non-discriminants sur les populations civiles comme sur les combattants, la dissémination lors de l'impact au sol de plusieurs centaines de sous-munitions (dont 10 % restent actives au sol en moyenne, comme les mines antipersonnel), avaient déjà

174. Conn Hallinan, « Good War, Bad War? The coming surge in Afghanistan », *CounterPunch*, 14 août 2008 (<http://www.counterpunch.org/hallinan08142008.html>).

175. Gilles Dorrosorro et Peter Harling, « La guerre américaine en Irak et en Afghanistan : entre vision messianique et ajustements tactiques », *Politique étrangère*, n° 4, hiver 2005, p. 858.

176. Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, 1994, p. 676-711. Sur la prise de conscience progressive, au sein du gouvernement américain, de l'échec stratégique des bombardements au Nord-Viêt-nam : The Senator Gravel Edition, *Pentagon Papers*, vol. 4, Boston, Beacon Press, 1971, p. 107 et suiv.

été mis en évidence dans la deuxième moitié des années 1960 par des scientifiques engagés contre la guerre du Viêt-nam<sup>177</sup>. Enfin, le recours à la torture, notamment dans la base de Bagram au nord de Kaboul ; le massacre de plusieurs milliers de prisonniers de guerre talibans par le général Dostum en novembre 2001<sup>178</sup> ; l'existence de « commandos de la mort » créés en dehors de la légalité pour éliminer les responsables d'Al-Qaïda, comme une résurgence du programme Phoenix appliqué au Sud-Viêt-nam par la CIA et les forces spéciales américano-vietnamiennes pour neutraliser les cadres de la guérilla communiste ; n'ont pas manqué de réveiller les blessures de la guerre du Viêt-nam, celles qui avaient provoqué les déchirures les plus graves au sein de la société américaine. Ce n'est évidemment pas un hasard si le journaliste d'investigation qui a dénoncé les tortures infligées aux prisonniers de Guantanamo, d'Abou Graïb ou de Bagram, Seymour Hersh, est le même qui avait révélé, en novembre 1969, le massacre de My Lai, perpétré en mars 1968 par les soldats de la Compagnie Charlie sur plusieurs centaines de civils vietnamiens<sup>179</sup>. De la même façon que ses révélations avaient alors percé une réalité soigneusement occultée, celle d'une violence de guerre massivement tournée vers les civils, ses enquêtes sur les prisons de Guantanamo, d'Irak ou d'Afghanistan, dévoilaient la barbarie dans le camp du Bien et de la Civilisation, en rupture totale avec l'essence même d'une politique démocratique.

Le manque de crédibilité de l'allié officiellement soutenu, sud-vietnamien hier, afghan aujourd'hui ; la contre-terreur mise en place pour neutraliser l'adversaire, communiste hier, islamiste aujourd'hui, ne sont pas seuls en cause dans l'effritement du consensus national, aux États-Unis. Les justifications officielles de la guerre ont également été attaquées par les opposants à la guerre. Même s'il n'y a pas eu exploitation volontairement prématurée d'un incident maritime provoqué en réalité par des opérations d'espionnage conjointes entre

---

177. Jean-Pierre Vigier, « La victoire des Vietnamiens », *Le Monde*, 9 janvier 1968. Grand physicien, Jean-Pierre Vigier, était membre du « tribunal Russell » pour lequel il avait notamment remis un rapport sur l'usage des bombes à fragmentation au Viêt-nam : Collectif, *Tribunal Russell. Le Jugement de Stockholm*, Paris, Gallimard, 1967, p. 157-164.

178. Gilles Dorransoro, « Afghanistan : chronique d'un échec annoncé », *Critique internationale*, n° 21, octobre 2003, p. 19-20 ([http://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=CRII\\_021\\_0017](http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CRII_021_0017)) ; Elise Barthet, « Bagram, un Guantanamo afghan ? », *Le Monde*, 23 janvier 2009.

179. Seymour Hersh, *Dommages collatéraux. La face obscure de la « guerre contre le terrorisme »*, Paris, Denoël Impacts, 2005, p. 333 et suiv. Hersh avait publié les résultats complets de son enquête sur le massacre de My Lai dans : *My Lai 4. A Report on the Massacre and Its Aftermath* (New York, Random House, 1970). Sur la mémoire de ce massacre aux États-Unis : Pierre Journoud, « The My Lai Massacre and its Memory : the Long Path toward Reconciliation Between Viêt-Nam and the USA », in Gilles Boquéat et Richard Asbeck (ed.), *The Indian-Pakistan Reconciliation and Other Experiences In Post-Conflict Management*, Les études de l'Ifri , 2009, p. 129-146 (ifri.org).

Américains et sud-Vietnamiens, comme dans les eaux du Golfe du Tonkin en août 1964, ou manipulation délibérée des services secrets comme en Irak<sup>180</sup>, les tractations diplomatiques secrètes entre États-Unis, talibans et Pakistanais, au sujet d'une possible extradition de Ben Laden avant le déclenchement de l'opération *Enduring Freedom*, mériteraient des investigations poussées. Il faut, en attendant, se contenter des enquêtes de quelques quotidiens anglo-saxons suggérant que le Président Bush n'a pas donné toutes ses chances à la diplomatie<sup>181</sup>. Mais surtout, comme l'a souligné Olivier Roy, la politique américaine s'est fondée, d'emblée, sur des prémises erronées. Pouvait-on décemment rechercher la preuve d'un investissement étatique dans le réseau Al-Qaïda, alors que le terrorisme est par essence transnational, tout en soutenant l'Arabie Saoudite et le Pakistan, berceau des réseaux radicaux ? « *La réislamisation peut poser des problèmes de sécurité et de société, mais elle n'est pas une menace stratégique. [...] Aucun État n'a de stratégie islamique, mais les jihadistes n'ont pas non plus de stratégie étatique* », expliquait l'expert français dès 2002<sup>182</sup>.

Faut-il rappeler sur quels présupposés les États-Unis avaient décidé l'escalade au Viêt-nam ? L'expansionnisme chinois, la théorie des dominos (une victoire de la RDV conduisant à l'abandon de toute l'Asie du Sud-Est au communisme), une agression caractérisée des Nord-Vietnamiens au Sud-Viêt-nam. Or, la réunification a été souhaitée par Hanoi beaucoup plus que par Pékin. La théorie des dominos n'a jamais prouvé sa validité, en dehors de l'espace stratégique indochinois. Enfin et surtout, les États-Unis ont violé l'esprit et la lettre des accords de Genève de 1954. Plusieurs experts ont montré, dès le début des années 1960, que l'insurrection au Sud-Viêt-nam était due à la répression sanglante engagée par le régime diémiste contre les communistes, non à une prétendue volonté machiavélique des dirigeants vietnamiens du Nord-Viêt-nam, dont on sait qu'ils ne s'étaient résolus à soutenir militairement l'insurrection des sudistes qu'après maintes pressions de ces derniers et mûre réflexion<sup>183</sup>. Des

180. John Prados, « *Essay : 40th Anniversary of the Gulf of Tonkin Incident* », NSA, 4 août 2004 (<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB132/essay.htm>) ; *Hoodwinked : The Documents that Reveal How Bush sold Us a War*, New York, The New Press, 2004.

181. D'après la presse anglo-saxonne, les talibans auraient exigé la reconnaissance internationale de leur gouvernement, la fin des sanctions internationales imposées par l'Onu et la fourniture des preuves de l'implication de Ben Laden dans les attentats du 11 septembre 2001.

182. Olivier Roy, *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002, p. 204, 207 (voir aussi, du même auteur : *La fin de l'Islam politique*, Paris, Seuil, 1992).

183. Philippe Devillers, « *The Struggle for the Unification of Viêt-Nam* », *The China Quarterly*, n° 9, janvier-mars 1962, p. 2-23 – publié également dans : Patrick Honey (dir.), *North Viêt-Nam Today : Profile of a Communist Satellite*, New York, Praeger, 1962, p. 25 et suiv.

études plus récentes ont confirmé la prudence de la diplomatie nord-vietnamienne dans la deuxième moitié des années 1950, et même sa bienveillance à l'égard d'une solution de neutralisation du Sud-Viêt-nam en 1963-64. Or, cette solution ardemment défendue par le général de Gaulle, avait été sèchement repoussée par la Maison Blanche malgré l'écho positif qu'elle avait recueilli au sein de la population sud-vietnamienne<sup>184</sup>...

Barack Obama s'est opposé à la guerre en Irak en raison des conséquences « désastreuses » et des sacrifices « incommensurables » qu'il avait anticipés avec justesse<sup>185</sup>. Pendant sa campagne, il a dénoncé l'erreur stratégique de son prédécesseur qui, en ouvrant un deuxième front en Irak, détournait l'attention et les ressources des États-Unis de leurs objectifs fondamentaux : la capture des dirigeants d'Al-Qaïda et la reconstruction de l'Afghanistan après la chute du régime des taliban<sup>186</sup>. Devenu Président, il n'a cependant pas réussi à atténuer la perte de confiance de la nation américaine dans le succès final en Afghanistan. En février 2009, *Newsweek* justifiait ainsi le choix du titre de sa Une – *Obama's Viêt-nam* : « L'analogie n'est pas exacte. Mais la guerre en Afghanistan commence à paraître désagréablement familière. [...] En Afghanistan, comme au Viêt-nam, nous sommes confrontés à une situation dans laquelle nous pouvons gagner chaque bataille sans pour autant gagner la guerre – au moins dans un laps de temps et à un prix acceptable pour le peuple américain<sup>187</sup> ». Ainsi s'exprimait l'inquiétude croissante de l'opinion et des médias devant la recrudescence sans précédent des violences, en 2008, l'impuissance des forces coalisées à réduire l'insurrection talibane, et la décision de la nouvelle administration d'envoyer 17 000 hommes supplémentaires. Plus connu pour son rôle dans le processus de paix en Bosnie (accords de Dayton) que pour l'aide qu'il a apportée à Kissinger dans les négociations de paix à Paris sur le Viêt-nam, Richard Holbrooke, désigné par Obama comme son représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan, a lui-même reconnu qu'il n'avait jamais rencontré une situation aussi difficile de toute sa carrière<sup>188</sup> !

184. Christopher Goscha et Karine Laplante (dir.), *L'Indochine entre les deux accords de Genève, 1954-1962*, Paris, Les Indes Savantes, 2010, à paraître.

185. Voir la traduction française du discours du sénateur de l'État de l'Illinois (2 octobre 2002) dans *Le Monde diplomatique* d'avril 2008 (<http://www.monde-diplomatique.fr/2008/04/OBAMA/15768>).

186. Jonathan Salant, « Obama Urges Sending More U.S. Troops to Afghanistan », *bloomberg.com*, 20 juillet 2008 (<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601103&sid=aytVdzUL4u.s&refer=us>).

187. John Barry et Evan Thomas, « Obama's Viêt-Nam », *Newsweek*, 9 février 2009.

188. Corine Lesnes, « Richard Holbrooke, le diplomate bulldozer américain pour dénouer les crises en Afghanistan et au Pakistan », *Le Monde*, 27 janvier 2009 ; « L'Afghanistan, un défi plus grand que l'Irak, juge Holbrooke », dépêche de l'agence Reuters, 9 février 2009.



Après avoir rompu, dès les premières semaines de son mandat et d'une façon volontairement spectaculaire, avec les pratiques permises ou couvertes par son prédécesseur qui avaient contribué à réveiller les démons du Viêt-nam (promesse de fermeture de Guantanamo, révélation des pratiques autorisées par la CIA en matière de torture, etc.), le nouveau Président a redéfini la stratégie américaine conformément aux vœux de ses grands subordonnés militaires, les généraux Petraeus et McChrystal. Dans le cadre d'un théâtre d'opérations élargi à l'ensemble de la région et, tout particulièrement, au Pakistan (l'*Af-Pak*), la priorité est donnée à l'effort de contre-insurrection (*civilian surge*) parallèlement à l'intensification du processus d'afghanisation de la sécurité<sup>189</sup>. Fin 2009, estimant que la sécurité nationale des États-Unis était en jeu en Afghanistan, Barack Obama a décidé d'envoyer 30 000 hommes en renforts<sup>190</sup>. Simultanément, il a annoncé un retrait sous condition à partir de l'été 2011. Le Président eut beau réfuter l'analogie avec le Viêt-nam, comme devant les cadets de *West Point*, l'Afghanistan est devenu, pour une partie de la presse et de l'opinion, la « guerre de M. Obama », comme il y avait eu la « guerre de M. Nixon ». Une différence mérite néanmoins d'être rappelée : Nixon a toujours refusé de fixer une date de retrait des troupes du Viêt-nam – contrairement aux attentes de ses adversaires vietnamiens et aux recommandations du général de Gaulle puis de Pompidou – tout en poursuivant inexorablement les retraits, au grand dam de Kissinger qui aurait souhaité conserver plus longtemps ce moyen de pression dans ses négociations avec les Nord-Vietnamiens. Sur ce point comme sur bien d'autres, la configuration actuelle est donc éloignée de celle qui prévalait au Viêt-nam au début des années 1970. Ce qui ne garantit aujourd'hui pas le succès de la coalition, loin s'en faut.

Après avoir mis en garde contre les effets pervers de la présence étrangère en Afghanistan, les spécialistes de la région craignent, en effet, la poursuite d'une guérilla indéfiniment prolongée à la frontière afghano-pakistanaise<sup>191</sup>. Ils redoutent qu'en dépit de leur hétérogénéité, les talibans, conscients de leur force et de leur ascendant sur les populations, refusent les ouvertures diplomatiques

189. « *US Strategy in Afghanistan and Pakistan* », retranscription d'une conférence de Michele Flournoy, sous-secrétaire à la Défense, 21 avril 2009 ([http://www.csis.org/media/isis/events/090421\\_csis\\_flournoy.pdf](http://www.csis.org/media/isis/events/090421_csis_flournoy.pdf)).

190. Cf. la retranscription du discours du Président Obama à *West Point*, 1 décembre 2009 (<http://www.stripes.com/article.asp?section=104&article=66414>).

191. Entre autres : G. Dorronsoro, *loc. cit.* ; *La Croix*, 21 août 2008.



qui sont faites actuellement dans leur direction par le gouvernement Karzaï, tandis que la corruption continue de miner les assises déjà bien fragiles de ce gouvernement et de son armée<sup>192</sup>.

L'objet de cette communication était de repérer les traces de cette « *tyrannie du passé sur l'imagination* » si bien décrite par Robert Jervis, d'éclairer le rôle contradictoire de l'héritage vietnamien dans la guerre en Afghanistan, non de se livrer à un exercice de comparaison et, encore moins, de prospective. Dans ce dernier registre, deux experts militaires français ont récemment tiré des conclusions divergentes de leur séjour sur le terrain. Tandis que le colonel Benoît Durieux, chef de corps du 2<sup>e</sup> Régiment étranger d'infanterie, affirmait que l'Afghanistan ne serait pas un nouveau Viêt-nam, en se fondant sur le rejet des talibans manifesté selon lui par une majorité de la population ; le colonel Michel Goya (directeur d'études à l'Irsem), sans récuser cette observation, décrivait la coalition comme « *une immense machine tournant un peu sur elle-même et souvent pour elle-même, en marge de la société afghane* », un déphasage qui lui faisait craindre une « *spirale à la vietnamienne*<sup>193</sup> ».

En dépit de la difficulté à comparer des conflits si différents par leurs origines et leur contexte, la comparaison entre le Viêt-nam, d'une part, l'Irak et l'Afghanistan, de l'autre, a nourri une abondante littérature depuis 2004. Nul doute que les ressemblances politiques entre ces conflits, marqués par le déclin de l'opinion dans le cadre d'une guerre d'usure contre un ennemi irrégulier, le manque de légitimité politique et d'efficacité militaire des gouvernements soutenus et, partant, l'impuissance des efforts de *state building* dans une culture étrangère, ont renforcé ce va-et-vient constant entre passé et présent<sup>194</sup>. D'autres comparaisons ont été invoquées et parfois même jugées plus pertinentes que le Viêt-nam : les Philippines, l'Albanie, l'expérience britannique puis soviétique des guerres en Afghanistan<sup>195</sup>,

192. John Prados, « The AfPak paradox », Washington DC, Foreign Policy Focus, 1<sup>er</sup> avril 2009 (<http://fpif.org/fpifxt/6006>).

193. Benoît Durieux, « L'Afghanistan ne sera pas le Viêt-nam », *Le Monde*, 23 octobre 2009 ; Michel Goya, « Impressions de Kaboul », *La Lettre de l'IRSEM*, 12 novembre 2009, n° 1 (<http://www.c2sd.sga.defense.gouv.fr/spip.php?article273>).

194. Jeffrey Record et W. Andrew Terrill, *Iraq and Viêt-Nam : Differences, Similarities, and Insights*, Carlisle, PA: Strategic Studies Institute, 2004 ; « Using (and Misusing) History : Munich, Viêt-Nam, and Iraq », *Politique étrangère*, n° 3, automne 2005 ([ifri.org/files/politique\\_etrangere/PE\\_3\\_2005Record\\_vo.pdf](http://ifri.org/files/politique_etrangere/PE_3_2005Record_vo.pdf)).

195. Par exemple : capitaine Mériadec Raffray, *Les Soviétiques en Afghanistan 1979-1989. L'Armée rouge bouleversée*, Cahier de la Recherche doctrinale, Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF), 2008 ([http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers\\_drex/cahier\\_recherche/sovietique\\_afghanistan.pdf](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/cahier_recherche/sovietique_afghanistan.pdf)) ; Artemy Kalinovsky, *The Blind Leading the Blind: Soviet Advisors, Counter-Insurgency and Nation-Building in Afghanistan*, The Cold War International History Project Working Paper n° 60, janvier 2010 ([http://www.wilsoncenter.org/topics/pubs/WP60\\_Web\\_Final.pdf](http://www.wilsoncenter.org/topics/pubs/WP60_Web_Final.pdf)).

etc. L'historien ne saurait récuser les vertus stimulantes de la méthode comparative. Entre le Viêt-nam et l'Afghanistan, celle-ci met surtout en évidence la méconnaissance de l'histoire et de la culture de ces pays chez les États-Unis et leurs alliés ; la prégnance de la pensée experte et l'excès de confiance qu'elle a alimenté parmi leurs dirigeants<sup>196</sup>. Les regrets du général Petraeus concernant le manque de connaissance des pays envahis et de leurs cultures au sein de l'armée américaine<sup>197</sup> trahissent un mal endémique dont les Vietnamiens ont payé un prix particulièrement élevé. Sur le Viêt-nam, contrairement aux arguments invoqués *a posteriori* par certains des acteurs-clés de l'escalade<sup>198</sup>, l'expertise existait. Elle était même, pour les décideurs, à portée de main. Au sein du Département d'État comme dans les services secrets, des analystes instruits de l'histoire et de la culture vietnamiennes, et des raisons de l'échec des Français dans la guerre d'Indochine, avaient multiplié les avertissements ; certains vietnamologues français avaient également tenté de se faire entendre aux portes de la Maison Blanche, pour déconseiller l'escalade, dissiper l'illusion d'une victoire militaire et prôner une solution politique. L'administration Johnson a délibérément rejeté ces appels<sup>199</sup>.

L'ouverture ultérieure des archives permettra de savoir dans quelles conditions la parole des spécialistes de l'Irak et de l'Afghanistan au sein et en marge de l'administration<sup>200</sup> – on peut aussi penser aux experts français de l'Afghanistan, comme Gilles Dorronsorro, et de l'islam, comme Olivier Roy<sup>201</sup> – a cheminé ou non jusqu'au sommet du pouvoir et pourquoi, dans ce cas, elle n'a pas été prise en compte. Il est vraisemblable que leurs idées ont été rapidement marginalisées,

196. Stanley Hoffmann, *Gulliver empêtré. Essai sur la politique étrangère des États-Unis*, Paris, PUF, 1968 ; Justin Vaïsse, « États-Unis : autopsie d'un emballement de la puissance », *Esprit*, août-septembre 2004 ; Gérard Chaliand et Arnaud Blin, *America is back. Les nouveaux césars du Pentagone*, Paris, Bayard, 2006.

197. Guy Sorman, « Le soldat du Président », *Le Figaro*, 30 janvier 2009.

198. Voir en particulier les mémoires de Robert McNamara (*Avec le recul. La tragédie du Viêt-nam et ses leçons*, Paris, Seuil, 1996, p. 16).

199. Pierre Journoud, « Diplomatie informelle et réseaux transnationaux. Une contribution française à la fin de la guerre du Viêt-nam », *Relations internationales*, n° 138, printemps 2009, p. 93-109 ; « Le rôle du renseignement politico-stratégique au début des deux guerres d'Indochine (1945/46-1964/65) », à paraître en 2010 dans les actes des journées d'études d'histoire du renseignement du CEHD, au Nouveau Monde Édition.

200. Sur les experts de la CIA, voir par exemple : Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Paris, Denoël Impacts, 2003, p. 133 et suiv.

201. Dès le début des années 2000, Gilles Dorronsorro relevait les faiblesses de l'Alliance du Nord, « coalition hétéroclite sans projet politique ni organisation cohérente », l'absence d'alternative aux talibans dans le sud pachtoun, la reprise de la production d'opium à grande échelle, et la constitution d'une guérilla sur la frontière afghano-pakistanaise, notamment grâce aux réseaux transnationaux constitués par les *madrassas* fondamentalistes : Gilles Dorronsorro, *La révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000 ; *loc. cit.* Quant à Olivier Roy, il a évoqué ses conversations (de sourds, en l'occurrence...) avec certains conseillers de Bush dans : *Le Croissant et le Chaos*, Paris, Hachette Littérature, 2007.

comme dans les années 1960 à propos du Viêt-nam, parce qu'elles allaient à l'encontre des préjugés cognitifs des décideurs et remettaient en question les choix stratégiques qu'ils avaient d'ores et déjà arrêtés. Pour éviter la concrétisation des prévisions les plus pessimistes sur l'incapacité des États-Unis et de leurs alliés à réformer leur doctrine militaire et l'inéluctabilité de la victoire des insurgés dans les conflits asymétriques<sup>202</sup>, les erreurs et les échecs rencontrés en Irak et en Afghanistan devraient inciter les responsables politiques et militaires à un dialogue constant avec les spécialistes des aires régionales concernées, sans exclure *a priori* ceux qui remettent en question les choix et les orientations du pouvoir. Leur regard décentré et leur inlassable quête de compréhension des sociétés étrangères offrent sans doute la meilleure des garanties contre la tentation permanente de l'ethnocentrisme et l'illusion récurrente de l'omnipotence qui guettent toute grande puissance mondiale et plus encore, en raison de son histoire et de ses responsabilités, la première d'entre elles. Comme se plaisait à le rappeler Claude Lévi-Strauss, « *il n'existe pas de peuple enfant ; tous sont adultes, même ceux qui n'ont pas tenu le journal de leur enfance et de leur adolescence*<sup>203</sup> ».

Pierre Journoud  
Chargé d'études à l'Irsem

---

202. Par exemple : William Lind, « *La victoire des forces asymétriques* », Antiwar, 16 avril 2009 ([http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=2656](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2656)).

203. Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire. Race et culture*, Paris, Albin Michel/éditions UNESCO, 2001, p. 70.



# DES TALIBANS AUX NÉO-TALIBANS : CHRONIQUE D'UN MOUVEMENT SOCIAL

Les talibans (étudiants en religion) sont apparus en 1994 dans la province de Kandahar comme un mouvement populaire contre la criminalité, la violence et la corruption pratiquées par les commandants *mujahidin* depuis la fin de l'occupation soviétique en 1989. Unis autour de Mollah Omar, les talibans issus de *madrassas* (écoles religieuses) d'obédience deobandi des régions pachtounes d'Afghanistan et du Pakistan souvent affiliées au *Jamiat-e Ulama-e Islam* (Jui) ont entrepris de conquérir l'Afghanistan à partir de Kandahar. Ils se sont emparés de Kaboul en septembre 1996 et ont instauré un régime islamique (Émirat islamique d'Afghanistan) qui ne sera reconnu que par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. En 2001, ils contrôlaient 90 % du territoire afghan.

## Qui étaient les talibans ?

Les talibans sont souvent présentés comme une création du Pakistan, étrangers à la culture afghane et instruments des intérêts géopolitiques pakistanais – et américains au moins durant les

premières années de leur régime – dans le contexte d'après-guerre froide. Systématiquement décrits comme obscurantistes, opposés à la modernité, analphabètes, les talibans étaient-ils l'expression éphémère d'une tentative de retour à une théocratie médiévale ? Étaient-ils seulement un mouvement ethnique qui a utilisé un langage et des symboles religieux pour mobiliser et unifier les communautés pachtounes et reconquérir l'État ? Ou étaient-ils un mouvement social, résultat de la déstabilisation et de la fragmentation de la société produite par l'occupation soviétique puis la guerre civile ainsi que par l'émigration massive de la population ?

Bien qu'ils aient compté dans leurs rangs des soldats professionnels, des dissidents du *Hezb-e Islami* de Gulbuddin Hekmatyar, des anciens communistes *Khalqis* et des commandants *mujahidin* qui se sont ralliés à eux pour diverses raisons ethniques ou tribales, la plupart des talibans étaient des jeunes Pachtouns ruraux issus des *madrassas* privées afghanes et pakistanaises.

Des groupes de talibans, enfants des *shahid* (martyrs) ou des familles les plus pauvres, existaient pendant le *jihād* antisoviétique. Elèves de petites *madrassas* parfois installées à l'intérieur des bases de *mujahidin*, ils avaient une identité distincte et étaient mobilisés dès leur plus jeune âge pour le *jihād*. Ils ne partageaient pas l'islamisme moderne du *Hezb-e Islami*, la majorité d'entre eux étaient liés au *Harakat-e Inqilab-e Islami* de Maulavi Mohammad Nabi Mohammadi, un parti traditionaliste, décentralisé, peu hiérarchisé et faiblement idéologisé qui avait un recrutement pachtoun *ghilzai*. Ce mouvement s'appuyait sur des réseaux cléricaux autour de *madrassas* et mobilisait des solidarités locales et claniques à l'intérieur des cercles religieux. Dans les régions rurales pachtounes du sud, les religieux étaient souvent devenus des commandants de groupes de *mujahidin*, l'effondrement de l'État et la marginalisation, voire la disparition, de l'élite foncière (les *khans*) dont ils étaient jusque là dépendants leur avait permis de retrouver le rôle social que les gouvernements successifs leur avaient enlevé depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Devenus autonomes, ils rendaient la justice, entre autres fonctions, et dominaient la politique et la société.

Beaucoup des talibans qui ont pris le pouvoir en 1996 étaient trop jeunes pour avoir combattu les Soviétiques, leur référence était la période postérieure à 1989 et surtout à 1992, date à partir de laquelle le conflit est devenu une guerre civile (*jang-e dakheli*). La

plupart de ceux qui formaient le leadership taliban avaient grandi dans l'environnement des camps de réfugiés au Pakistan ou des *madrassas* où ils avaient été socialisés dans un islam radical. Leurs valeurs n'étaient pas celles du village, mais les valeurs du village réinterprétées par des réfugiés ou des élèves de *madrassas* qui n'avaient pas vécu dans l'environnement rural normal. Ils appartenaient souvent aux couches les plus défavorisées de la société pachtoune. Originaires des campagnes les plus pauvres, les plus conservatrices et les moins alphabétisées, ils n'avaient pas le prestige et le pouvoir attachés à la possession de la terre. Souvent issus de lignages mineurs, ils n'avaient ni statut tribal ni légitimité religieuse et n'étaient normalement pas destinés à devenir des leaders dans la société afghane. Ils représentaient une révolution culturelle et une rupture avec la culture persane des *oulémas* traditionnels, ils n'étaient pas des *oulémas*, mais des *mullahs* dont les compétences religieuses sont limitées et qui ont traditionnellement un statut bas dans la société pachtoune. Pauvres ruraux marginalisés, les talibans ont compensé leur déficit social par le puritanisme religieux.

## Comment expliquer leur succès ?

Pourquoi les talibans ont-ils réussi à mobiliser les Pachtouns alors que d'autres Pachtouns ont échoué ?

Larry Goodson énumère 5 facteurs qui expliquent leur accession au pouvoir : l'ethnicité pachtoune, l'insistance sur la religiosité, le fait que la population était fatiguée de la guerre, l'argent et le soutien pakistanais. Mais Gulbuddin Hekmatyar qui avait plus ou moins les mêmes avantages a échoué.

D'autres analystes, et plus particulièrement les Indiens, voyaient dans les talibans une simple extension du pouvoir pakistanais. Certes l'establishment militaire pakistanais qui prônait la doctrine de la profondeur stratégique face à l'Inde et craignait la résurgence du nationalisme pachtoune irrédentiste croyait avoir trouvé dans les talibans, Pachtouns et non nationalistes, des alliés qu'il pourrait contrôler.

S'il est indéniable que le soutien militaire et financier pakistanais a joué un rôle déterminant dans le succès des talibans, il n'en reste pas moins que les talibans n'étaient pas une création du Pakistan, mais un mouvement afghan apparu dans un contexte de crise morale et sociale et de perte de légitimité des élites et auquel le soutien pakistanais a donné ampleur et durée, sans pour autant que le Pakistan ait jamais véritablement réussi à le contrôler. La guerre civile qui faisait rage depuis 1992 avait complètement discrédité les *mujahidins*. Quand les talibans sont apparus, ils ont été perçus par les pachtounes ruraux comme des sauveurs qui avaient une supériorité morale sur les *mujahidins*. Par ailleurs, bien des Pachtounes du sud, y compris les catégories urbaines éduquées qui ne soutenaient pas les talibans, considéraient le pouvoir « tadjik » installé à Kaboul depuis 1992 comme illégitime.

Ce qu'ils n'étaient pas a paradoxalement joué un rôle plus grand que ce qu'ils étaient : ils n'étaient pas urbains, ils n'étaient pas des islamistes modernistes, ils ne pouvaient pas être accusés d'être non pachtouns, ils n'avaient pas de passé d'affrontements avec des commandants pour étendre leur territoire. Ils n'étaient pas un mouvement tribal et ne reconnaissaient pas les divisions entre tribus, cependant, ils étaient profondément ancrés dans la société tribale et ont utilisé leur connaissance des dynamiques de ce milieu. Perçus au début comme neutres, ils ont pu manipuler les rivalités locales et les liens de clientèle pour obtenir le ralliement de la population.

Leur popularité a surpris, mais beaucoup d'Afghans étaient fatigués de la guerre et de l'anarchie et soulagés de voir les *mujahidins* corrompus et violents remplacés par des talibans qui ont réussi à désarmer la population, éliminer la corruption, ramener la paix et permettre la reprise du commerce. Ils ont chassé les bandes de Kandahar formées d'anciens miliciens gouvernementaux et commandants *mujahidins*, désarmé tous les autres groupes, ramené l'ordre et la sécurité, supprimé les check points où les commerçants et les voyageurs étaient rançonnés et parfois enlevés, et ont imposé un code de comportement traditionnel rassurant pour la société rurale traumatisée par 15 ans de violence et surtout par l'anarchie et la tyrannie de la guerre civile de 1992-1995.



Le mouvement des talibans ramenait la paix et la sécurité, protégeait l'honneur des femmes et des pauvres et réaffirmait le « *droit naturel des Pachtouns à gouverner* ». Qui plus est, ils ont rendu à Kandahar le pouvoir et l'influence que la ville avait perdus.

Pour les Pachtouns ruraux, les talibans étaient un modèle alternatif en phase avec les valeurs rurales qui offrait une promesse de société juste fondée sur la *sharia*, ce qui signifie essentiellement pour la population rurale la protection contre l'injustice sociale, et le *riwaj* (coutume) tribal. Les talibans représentaient aussi une revanche des ruraux sur les villes, et particulièrement Kaboul vue comme « un centre d'immoralité », dont la population avait été corrompue par l'occupation soviétique et qu'ils voulaient purifier. En identifiant la pureté et la tradition avec l'islam du village et les valeurs pachtounes réinventées, ils se mettaient ainsi au niveau de la population dans les campagnes du sud où beaucoup ont une vue péjorative de la ville et de la culture urbaine. Ils ont voulu transposer leur propre expérience à tout le pays et imposer leur vision du monde aux villes, mais dans les campagnes, la vie a largement suivi son cours sans changement.

L'occupation et la gestion de Kandahar leur ont fourni une base. Ils ont monopolisé l'utilisation de la violence organisée et réduit la possibilité de contestation dans les régions pachtounes, ce qui leur a permis d'étendre leur pouvoir au-delà de la zone pachtoune. Dans les régions non pachtounes, notamment dans le nord, rejoindre les talibans était aussi un moyen de reprendre le dessus par rapport aux voisins non pachtounes (Ouzbeks ou Tajiks).

La lutte pour la légitimité était beaucoup plus complexe que ce que les médias occidentaux affirmaient. Au départ beaucoup de Pachtouns pensaient que les talibans étaient un mouvement éphémère, soutenu par les États-Unis, qui allait rétablir le roi Zaher Shah. La proclamation de Mullah Omar comme *amir al muminin* (commandeur des croyants) en avril 1996 a changé la dynamique ; elle symbolisait la contestation de l'ancienne hiérarchie religieuse représentée par les *oulemas* et les réseaux des familles Gailani et Mojaddedi et l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale issue de la guerre. Les Pachtouns éduqués qui ne partageaient pas l'interprétation rigide de l'islam par les talibans ont alors cessé de soutenir le mouvement, l'opposition aux talibans s'est faite sur une base sociale et non ethnique.

## Une entreprise économique

Les talibans avaient noué des liens avec la société pakistanaise, notamment avec l'administration de la NWFP (province de la frontière du Nord-Ouest) et du Balouchistan, et avec des lobbies économiques puissants, entre autres la mafia des transporteurs pachtoune qui les a financés et la diaspora pachtoune commerçante de Karachi et de Dubaï. Leur apparition en 1994 était dans l'intérêt des réseaux commerciaux transnationaux de cette diaspora liés à des groupes de contrebande et au commerce de la drogue – les trafiquants de drogue avaient intérêt à ce que le Helmand soit contrôlé par les talibans pour éviter que le trafic ne tombe aux mains de la mafia russe et ne leur échappe. L'importation de diesel en contrebande d'Iran était contrôlée par des familles liées au leadership taliban. La classe émergente des commerçants enrichis par l'économie de guerre et qui se cherchait une respectabilité religieuse a soutenu les talibans. Tous les grands commerçants pachtoune étaient soit ministres talibans, soit de la même tribu que des ministres talibans, soit clients tribaux de ministres talibans.

Ils ont profité du commerce (contrebande de produits électroniques avec Dubaï) et accessoirement de la culture du pavot qu'ils taxaient comme les autres récoltes (en juillet 2000, ils ont affirmé avoir supprimé les cultures, mais des milliers d'Afghans ont été privés de leur moyen de subsistance sans qu'aucune culture de substitution ne leur soit offerte).

La structure de pouvoir mise en place par les talibans a reproduit à l'inverse la structure de la monarchie : un État dominé par un petit groupe de solidarité (des Kandaharis sunnites produits de *madrassas* privées deobandies plutôt que des Mohammadzai), dépendant de l'aide étrangère et qui taxe l'agriculture commerciale (coton et caracul sous la monarchie et pavot sous les talibans) et le commerce étranger. Sous la monarchie l'aide étrangère permettait à une élite urbanisée de s'isoler du reste de la société et de créer une société parallèle superficiellement modernisée. Sous les talibans l'aide étrangère et la contrebande ont donné du pouvoir à un réseau basé dans les campagnes et les camps de réfugiés pour contrôler la capitale et exercer un pouvoir dont ils avaient été exclus.

Seuls l'Arabie, le Pakistan et les Émirats arabes unis ont reconnu les talibans comme gouvernement légitime de l'Afghanistan. Les talibans ont accordé refuge à Osama Ben Laden, revenu en Afghanistan avant la prise de Kaboul. Le Conseil de sécurité a adopté deux résolutions (1267 en 1999 et 1333 en 200) demandant qu'ils cessent de soutenir le terrorisme et livrent Osama Ben Laden pour qu'il soit jugé. Les talibans avaient réussi à réunifier la plus grande partie de l'Afghanistan, mais pas à mettre fin à la guerre civile. Comme les combats continuaient, les talibans soumis à l'embargo des États-Unis et des Nations Unies avaient besoin de ressources, ils ont été entraînés dans l'orbite d'Al-Qaïda et sont devenus dépendants de son soutien financier et militaire. Les conditions de vie dans les villes se sont dégradées, la sécheresse persistante et l'hiver 2000-2001 très rigoureux ont créé une situation de pénurie alimentaire et accru le flux de réfugiés au Pakistan. Apparus comme un recours en 1995-96, les talibans sont devenus impopulaires, ils n'ont pas reconstruit l'État afghan, leurs ressources étant mobilisées pour l'effort de guerre. En outre, ils étaient vus comme des envahisseurs par les populations non pashtouns du nord et de l'ouest.

Comme beaucoup de mouvements révolutionnaires, ils n'ont pas fait la différence entre diriger un mouvement populaire militarisé et gérer un État. Ils ont perdu le contact avec leur base quand le mouvement s'est étendu et qu'ils ont conquis le pouvoir politique, ils se sont isolés et ont imposé aux villes une moralité puritaine qui s'accompagnait d'atteintes aux droits humains.

## **La chute des talibans et leur retour**

En 2001, la légitimité des talibans était faible en raison notamment de la sécheresse, de la répression, et surtout de l'omniprésence des Arabes. Pourtant la débâcle du régime des talibans est due à l'effondrement militaire lié à l'arrêt du soutien pakistanais plutôt qu'à une contestation politique ou sociale.

Au moment de l'intervention américaine en Afghanistan à la fin de 2001, les talibans étaient divisés en 5 groupes : ceux qui ont été mis hors de combat, soit qu'ils aient été tués (8000 à 10000 soit 20 %,

blessés (20 000), ou faits prisonniers (7 000) ; les bureaucrates qui se sont ralliés à Hamid Karzaï et aux États-Unis ; les cadres et combattants détenus à Bagram et à Guantanamo ; les cadres réfugiés au Pakistan (notamment dans le quartier de Pashtunabad à Quetta et qui se sont réorganisés avec le soutien du Jui à partir des élections pakistanaises d'octobre 2002) ; enfin les combattants et cadres intermédiaires qui sont simplement rentrés dans leur village.

Le mouvement est réapparu à partir de 2003 dans le Helmand et à Zabul, voie d'accès depuis le Balouchistan. L'exclusion des talibans du processus de Bonn a alimenté la perception généralisée chez les Pachtouns, y compris les nationalistes pachtouns pakistanais de l'*Awami National Party* (ANP), que l'intervention militaire américaine était une guerre contre les Pachtouns. Ce sentiment s'est encore renforcé avec les dommages collatéraux des bombardements de la coalition dont les victimes ont été surtout pachtouns.

Les talibans ont alors réinventé le mouvement et réussi à se constituer une base sociale et idéologique qui leur garantit un rôle dans les luttes politiques à venir. Le combat mené par les talibans est la poursuite d'une guerre civile qui dure depuis 30 ans et qui est reformulée en insurrection contre la présence étrangère.

## **Comment mobiliser la population**

Dans une société fondée sur la mémoire et non sur l'histoire, le récit des talibans fait appel à la mémoire collective du *jihād* contre les infidèles et aux symboles pachtouns. La présence étrangère est perçue comme créant l'oppression et l'injustice qui justifient le *jihād*. Les talibans exploitent l'idéologie religieuse que l'Occident a délibérément encouragée dans les années 1980 pour vaincre l'Union soviétique. Par ailleurs, pour les jeunes hommes socialisés dans la mémoire des *jihāds* précédents, combattre les troupes étrangères est une sorte de rite de passage qui signifie émuler les générations précédentes qui ont combattu les Anglais puis les Soviétiques et acquérir le statut et la respectabilité donné par le combat. Celui qui a les capacités physiques de combattre et ne le fait pas a un statut social très bas et la volonté d'éviter le *peghor* (pression sociale pour la conformité) donne de l'ampleur au *jihād*.

En période de crise, quand les intérêts collectifs d'un groupe sont menacés et que l'ennemi peut être identifié comme non musulman ou mauvais musulman, la religion est un outil puissant de mobilisation et permet de donner un contexte religieux à un soulèvement social. En Afghanistan, la justification religieuse des révoltes a toujours pris le dessus même quand les revendications étaient économiques ou politiques, il était donc inévitable que les talibans formulent leur discours en termes religieux. Leur base naturelle de soutien n'était pas suffisante pour gagner la guerre civile et changer la structure de pouvoir, ils ont réussi à l'élargir en lui donnant un cadre de *jihad* qui permet de se référer à une identité plus large : afghane et musulmane.

Définir la politique gouvernementale comme opposée à l'islam et Hamid Karzaï comme l'esclave des États-Unis permet de mobiliser la population rurale par l'intermédiaire des réseaux cléricaux et de *madrassas* et d'appeler au *jihad* contre les occupants étrangers non musulmans et ceux qui les acceptent et les aident. L'identification des valeurs pachtounes à l'islam, même lorsqu'elles sont en contradiction, permet de présenter la défense du territoire et du mode de vie menacés par l'ingérence étrangère comme la défense de la foi. Comme dans les années 1980, l'occupation étrangère est vue comme une menace pour l'identité islamique du pays et pour les valeurs et beaucoup d'Afghans qui n'adhèrent pas à l'idéologie des talibans sont prêts à prendre les armes pour résister à la présence étrangère – et souvent à celle du gouvernement de Kaboul – dans leur région et pour défendre leur autonomie et leurs valeurs.

L'honneur est associé avec le maintien de l'autonomie et de l'intégrité de la famille par la capacité de protéger – et de contrôler – les femmes, la maison et la terre. C'est la raison pour laquelle la rhétorique des talibans fait sens : les raids nocturnes des forces spéciales américaines dans les villages violent l'espace privé (la maison et les femmes) et sont une atteinte à l'honneur collectif qui appelle la vengeance. De même l'insistance sur la scolarisation des filles et les droits des femmes est perçue comme une menace pour l'autonomie et l'honneur ; en effet tout ce qui concerne les femmes relève de la famille et non de l'État, et encore moins des étrangers. Comme dans les années 1980, l'éducation des filles est aussi perçue comme un moyen d'imposer une idéologie étrangère et comme une menace pour l'islam et les valeurs pachtounes.

Le soutien aux talibans est aussi l'expression de la peur de l'imposition d'un mode de vie étranger qui a ses racines dans l'antagonisme ancien entre la ville et la campagne. Comme dans les années 1980, les *mullahs* dénoncent la corruption morale de Kaboul où les étrangers et ceux que les Afghans ruraux appellent « les Afghans étrangers » – les Afghans de la diaspora – qui ne comprennent plus leur pays ont apporté un nouveau mode de vie vu comme une menace pour l'islam et les valeurs afghanes. Les racines de l'insurrection sont surtout culturelles et plus la reconstruction – les chaînes de télévision privées, internet, le cinéma, l'éducation des filles – réussit à Kaboul, plus les talibans font de nouvelles recrues.

La corruption généralisée, les humiliations subies par les prisonniers de Bagram, l'impunité dont bénéficient les troupes étrangères responsables d'atteintes aux droits fondamentaux des Afghans et l'absence de justice sont également des facteurs de mobilisation. La population qui en veut au gouvernement et aux forces de la coalition s'adresse aux talibans qui sont plus efficaces que les juges corrompus, leur justice est rapide, gratuite et impartiale, ils ne rendent pas leur décision en faveur du plus offrant mais selon l'interprétation rurale de la *sharia*. Durs avec les voleurs et les bandits et efficaces pour régler les litiges liés à la terre ou à la famille, leurs décisions sont vues comme justes et équitables.

Enfin, contrairement au discours occidental qui présente les combattants talibans comme motivés par un salaire, l'argent n'est pas un facteur de recrutement. Rejoindre les talibans permet de rester dans son village et de gagner le pouvoir et le prestige associés à l'image du guerrier et au statut de *mujahid*. Ainsi qu'un Afghane le faisait observer à un journaliste américain : il faudrait que l'armée paie vraiment beaucoup plus pour compenser tout cela.

## Conclusion

L'Occident a l'ambition de mener une contre-insurrection et de gagner les cœurs et les esprits qui selon certains seraient « encore libres » alors que les Afghans mènent un *jihād* et croient en leur supériorité morale. Les troupes de la coalition sont perçues par les populations rurales comme les derniers d'une série d'invasisseurs qui ont affirmé apporter la paix et qui ont tué des civils sans respecter les valeurs locales. Les Afghans n'attendent plus rien de quiconque et même si leur vie ne s'améliorera pas avec les talibans, ils préfèrent vivre avec ceux qu'ils connaissent même s'ils les craignent. Les mots d'un paysan de Zabul l'illustrent parfaitement : « *Ce sont les fils du pays. Nos problèmes seront résolus quand vous serez partis et que nous pourrions discuter avec les chefs talibans.* »

Mariam Abou Zahab  
Chercheure au Ceri





## POSTFACE

Il serait vain de vouloir résumer les propos très riches et très variés de cette journée de travail.

Je ne m'y risquerai pas ; mais, comme je m'interrogeais sur les raisons de l'invitation qui m'a été faite à parler devant vous aujourd'hui – outre le fait naturellement que le conflit afghan constitue un dossier majeur pour la délégation aux affaires stratégiques – je me suis dit qu'ayant longtemps travaillé sur les conflits d'Indochine, je pouvais éventuellement apporter un regard décalé et comparatif.

### Quelles spécificités du conflit afghan?

Ainsi le parallèle entre le conflit afghan et le troisième conflit indochinois conduit à constater de nombreux points communs : l'interaction entre les dimensions locale, régionale, et globale du conflit, même si dans le cas afghan il n'y a plus d'instrumentalisation du conflit dans le cadre d'un affrontement entre superpuissances. Les dimensions locales et globales ont longtemps été privilégiées, au point de nier l'évidence du soutien pakistanais – actif ou passif – aux insurgés, faute politique et erreur stratégique d'une grande gravité si l'on se rappelle qu'une insurrection armée a d'autant plus de chance de se développer ou de vaincre qu'elle dispose de soutiens et de sanctuaires extérieurs, comme le fut la Thaïlande pour la résistance khmère ou la Chine pour le Viêt-minh.

En l'occurrence, la dimension régionale du conflit a tout autant d'importance que sa dimension globale, à savoir la menace jihadiste internationale visant les pays occidentaux à partir de l'Afghanistan. Il n'y a qu'à voir la stratégie du Pakistan, qui vise à écarter l'Inde du théâtre afghan et – dans la perspective d'un retrait occidental d'Afghanistan – à rétablir son influence chez ce dernier, censé lui offrir une profondeur stratégique dans le cadre de son conflit traditionnel avec l'Inde.

Autre point commun, l'importance d'une bonne connaissance du « *bain culturel* » – pour reprendre l'expression chère au général

Prestat – afin de ne pas s’aliéner les populations et de mieux combattre les insurgés. On ne peut pas dire que les forces occidentales aient particulièrement manifesté leur maîtrise en un domaine à tous égards stratégique, car il s’agit depuis le début de *gagner les cœurs et les esprits* de la population – enjeu principal de tout conflit insurrectionnel/ contre-insurrectionnel – ce qui passe par une compréhension de ses codes et valeurs (ex : *pachtounwali*), de ses représentations historiques issues du temps long (pays dominé par les Pachtouns, ayant toujours repoussé les infidèles), de ses aversions (la corruption) et de ses aspirations (justice, développement, sécurité).

Enfin, comme dans beaucoup de conflits, on doit souligner l’importance des sentiments de haine entre les acteurs, nourris du sang versé et, pour la grande majorité de la population, le sentiment d’injustice, que tente naturellement d’exploiter l’insurrection. Rétablir progressivement la justice pour le plus grand nombre, qui est le plus sûr moyen de priver l’insurrection de ses soutiens.

Mais les différences entre les guerres d’Indochine sont également frappantes: si le rôle de la religion ne doit certainement pas être surévalué, il s’allie ici au nationalisme pachtoun dans un composé explosif redoutable. À cet égard, il est un composant particulier de la radicalisation du conflit, car il renforce l’altérité des combattants en la fondant sur une différence religieuse irréconciliable (infidèles contre croyants).

D’autre part, on ne peut que souligner, avec d’autres orateurs aujourd’hui, l’importance de l’éclatement ethno-linguistique du pays, l’insurrection étant essentiellement un fait pachtoun, à cheval sur une frontière afghano-pakistanaise totalement artificielle.

Les liens entretenus par les talibans avec des groupes jihadistes internationalistes – Al-Qaïda et *Lashkar e-Toiba* en particulier – constitue une autre spécificité et complique singulièrement la recherche d’une solution au conflit.

## Les enjeux

Comme cela a été souligné à plusieurs reprises, le rêve de l'administration Bush d'établir un régime démocratique en Afghanistan s'est progressivement évaporé, comme celui d'une reconstruction rapide du pays grâce à la générosité internationale. Plusieurs orateurs l'ont souligné, une trop grande part de l'aide internationale a profité à des sociétés occidentales chargées de la conception et de la mise en œuvre de projets d'assistance, et à des acteurs afghans corrompus, plutôt qu'à la population. Un effort de correction majeur doit être engagé dans ce domaine, en soutien à une nouvelle stratégie militaire.

Aussi, les trois enjeux stratégiques majeurs me semblent-ils désormais être les suivants :

- Neutraliser la mouvance jihadiste capable de conduire des actions à travers le monde, en particulier contre les intérêts occidentaux, soit indirectement en incitant les mouvements afghans à se distancer des groupes jihadistes internationalistes ; c'est l'objectif majeur des offres d'ouverture politique faites aux talibans, dont le succès n'est toutefois pas garanti, les relations entretenues entre les multiples groupes talibans et les jihadistes étant pour le moins complexes.
- Forcer le Pakistan à mener une politique afghane qui ne soit pas contraire aux intérêts de la Fias ou, en d'autres termes, faire en sorte que l'armée pakistanaise accepte de s'engager non seulement contre le talibans pakistanais mais aussi contre les talibans afghans agissant sur son territoire et les mouvements jihadistes (le T) ainsi que contre ceux qui leur sont liés (Haqqani). Cet objectif, crucial pour l'isolement de l'insurrection pachtoune, est certainement le plus difficile à atteindre.
- Stabiliser le gouvernement afghan *via* une augmentation et une amélioration qualitative de l'aide au développement, une assistance à la formation de ses forces armées et de sécurité, et un renforcement de la lutte contre la corruption et l'injustice. Seule l'afghanisation du conflit et un renforcement de l'État afghan sont en mesure de permettre un retrait progressif des forces occidentales, objectif ultime en ce qui nous concerne.

## Perspectives

Les échanges au cours du séminaire se rejoignent pour la plupart sur le diagnostic d'une détérioration régulière du contexte sécuritaire, en dépit de l'écrasante supériorité technique des forces alliées. Le renforcement en cours des forces armées alliées en Afghanistan est une réponse à ce constat, tant il est vrai qu'aucun développement économique ou amélioration des capacités de l'État afghan ne sont possibles sans un net rétablissement de la situation sécuritaire. Rappelons à cet égard que les effectifs vietnamiens au Cambodge atteignaient 220 000 hommes en 1979 – soit environ 110 soldats pour 100 km<sup>2</sup> – alors que ce ratio est inférieur à 15 en Afghanistan.

La mise en œuvre d'une stratégie globale à partir de 2010, fondée sur les efforts décisifs dans les domaines militaire, du développement et de la gouvernance, va dans le bon sens, car il met la population afghane au centre du dispositif : en visant à lui offrir plus de sécurité, de soutien économique et de justice, au travers d'institutions afghanes dont le développement devient une véritable priorité.

Si le succès de cette stratégie n'est pas assuré et le chemin semé d'embûches, il convient néanmoins de ne pas sous-estimer les capacités d'action de l'Alliance et de ne pas surestimer à l'inverse celle de l'insurrection, surtout si ses bases arrières pakistanaises deviennent moins sûres. La grande majorité de la population ne soutient pas les talibans et leur pénétration s'appuie autant sur la peur qu'ils inspirent que sur l'image dégradée du gouvernement Karzaï, incapable et corrompu. Enfin, sur un plan politique général, les conséquences d'un éventuel échec de la communauté internationale et de l'Alliance atlantique en Afghanistan seraient telles que ce spectre constitue un stimulant essentiel pour prévenir cette issue catastrophique.

Nicolas Regaud  
Adjoint au directeur chargé des affaires stratégiques  
Ministère de la défense

# ANNEXES

## CHRONOLOGIE

**1747** : fondation de la première dynastie afghane indépendante, les Durrani, sous le règne d'Ahmad Shah Abdali, à Kandahar

**1839-1842** : première guerre anglo-afghane, dans le cadre du Grand Jeu entre la Russie et l'Empire britannique des Indes

**1878-1879** : deuxième guerre anglo-afghane

**1880** : unification du pays par l'émir Abdur Rahman

**1893** : la ligne Durand coupe le pays pachtoun en deux

**1919** : troisième guerre anglo-afghane

**1921** : reconnaissance de l'indépendance du royaume afghan par le traité de Rawalpindi ; traité d'amitié entre l'Afghanistan et l'Union soviétique

**1931** : traité de neutralité et de non-agression entre l'Afghanistan et l'Union soviétique

**1933** : Muhammad Zaher Shah proclamé roi d'Afghanistan

**1939-1945** : neutralité de l'Afghanistan pendant la seconde guerre mondiale

**1964** : instauration d'une monarchie constitutionnelle

**1965** : création du Parti Démocratique du Peuple Afghan (PDPA), pro-communiste et pro-soviétique

**1973** : coup d'État militaire qui permet à Mohammad Daoud, ancien Premier ministre, de déposer le roi Zaher Shah, son cousin, et de proclamer la république

**27 avril 1978** : coup d'État du PDPA et assassinat de Daoud

**Décembre 1979** : nouveau coup d'État militaire, soutenu par l'URSS, qui porte Babrak Karmal au pouvoir ; entrée des troupes soviétiques en Afghanistan

**Décembre 1979-février 1989** : occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques (env. 100 000 hommes) ; la résistance afghane est rejointe par des musulmans de nombreux pays et soutenue par la CIA

**1986** : Mohammad Najibullah remplace Babrak Karmal à la tête du gouvernement

**15 avril 1988** : accords de Genève entre le gouvernement de Kaboul, l'URSS, le Pakistan et les États-Unis – non reconnus par l'opposition afghane

**Février 1989** : retrait des troupes soviétiques ; début de la guerre civile entre le gouvernement communiste et les moudjahidins

**16 avril 1992** : démission de Mohammed Najibullah, fin du régime communiste instauré par le coup d'État du 27 avril 1978 ; nouvelle guerre civile, mais entre factions moudjahidines rivales

**28 avril 1992** : Ahmed Shah Massoud, islamiste modéré tadjik, entre dans Kaboul avec plusieurs milliers d'hommes et devient ministre de la défense en mai ; dissidences au sein du gouvernement issu de la résistance

**Mai 1993** : démission de Massoud et reconstitution du gouvernement autour de Gulbuddin Hekmatyar, fondamentaliste de l'ethnie pachtoune (majoritaire)

**1994** : apparition sur la scène politico-militaire du mouvement des talibans, « étudiants en religion » provenant des régions pachtounes du sud du pays et soutenus par le Pakistan

**Septembre 1996** : prise de Kaboul par les talibans ; proclamation de l'émirat islamique d'Afghanistan ; assassinat de l'ancien président procommuniste Najibullah, réfugié depuis avril 1992 dans les locaux de l'Onu

**1997** : reconnaissance du régime des talibans par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les émirats arabes

**20 août 1998** : bombardement par les États-Unis d'une base du réseau de groupes radicaux associés à et financés par Oussama ben Laden dans l'est de l'Afghanistan où celui-ci s'est réfugié, en riposte aux attentats perpétrés le 7 contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar es-Salam

**Septembre 1998** : les talibans sont maîtres de 80 % du pays ; le 20, les forces du général Massoud bombardent Kaboul, faisant de nombreuses victimes civiles

**15 octobre 1999** : ultimatum du Conseil de sécurité des Nations Unies aux talibans, assorties de sanctions économiques, pour extradier le terroriste présumé Oussama ben Laden dans un délai d'un mois. Les sanctions prévues entrent en vigueur le 14 novembre

**9 mars 2001** : destruction des statues géantes de Bouddha (Bamiyan) par les talibans, sur ordre du mollah Omar

**9 septembre 2001** : le général Massoud, chef de l'Alliance du Nord, est victime d'un attentat-suicide à la bombe perpétré par des membres d'Al-Qaïda

**7 octobre 2001** : début de l'opération *Liberté immuable* et premiers bombardements anglo-américains sur des installations stratégiques du régime des talibans

**31 octobre 2001** : entrée en action des bombardiers lourds B-52

**13 novembre 2001** : évacuation de Kaboul par les talibans ; le 14, adoption par le Conseil de sécurité de l'Onu de la résolution 1378 prônant l'établissement d'un régime de transition « *pleinement représentatif du peuple afghan* » et proposant implicitement l'envoi d'une force internationale dans le pays. Cette dernière proposition est rejetée par l'Alliance du Nord

**5 décembre 2001** : accords de Bonn sur la création d'un gouvernement intérimaire dirigé par le leader pachtoun Hamid Karzaï

**31 décembre 2001** : conclusion d'un accord, à Kaboul, sur le déploiement de la Force internationale d'assistance pour la sécurité en Afghanistan (Fias en français ou Isaf en anglais), forte de 4 500 hommes et placée sous commandement britannique

**18 avril 2002** : retour à Kaboul de l'ancien roi d'Afghanistan, Mohammad Zaher Shah, après 29 ans d'exil

**13 juin 2002** : élection d'Hamid Karzaï à la tête de l'autorité de transition afghane par les délégués de la *Loya Jirga* (grand conseil national)

**11 août 2003** : transfert du commandement de la Fias à l'Otan, dont c'est la première intervention hors du continent européen

**4 janvier 2004** : adoption par la *Loya Jirga* d'une nouvelle Constitution créant une république islamique, instaurant un régime présidentiel fort et proclamant l'égalité des hommes et des femmes devant la loi

**9 août 2004** : l'Eurocorps, dont c'est la première mission hors d'Europe, prend le commandement de la Fias

**9 octobre 2004** : Hamid Karzaï est élu président de la République islamique d'Afghanistan avec 55,4 % des suffrages

**23 décembre 2004** : Hamid Karzaï nomme un gouvernement dominé par les Pachtouns réformistes issus de la diaspora



**2006** : recrudescence des opérations armées et des attaques-suicides des talibans dans le sud du pays

**Mai 2006** : violentes émeutes anti-américaines à Kaboul

**Octobre 2006** : relève de la force internationale par l'Otan sur l'ensemble du territoire afghan (30 000 hommes originaires de 37 pays) ; le mollah Omar proclame une intensification de la guerre

**6 mars 2007** : début de l'opération *Achilles* pour sécuriser le sud du pays

**Mai 2007** : affrontements entre forces afghanes et pakistanaises le long de la frontière

**2-4 avril 2008** : sommet de l'Otan à Bucarest

**12 juin 2008** : conférence internationale de Paris sur l'Afghanistan

**18-19 août 2008** : mort de 10 soldats français dans une embuscade à Uzbin, à 50 km de Kaboul

**22 août 2008** : mort de 90 civils, dont une cinquantaine d'enfants, lors d'un bombardement américain dans la province d'Hérat – nouvelle « bavure » des forces de l'Otan dénoncée par le président afghan. Selon un rapport de l'Onu, l'année 2008 sera la plus meurtrière pour les civils depuis le renversement des talibans

**22 septembre 2008** : débat sur l'Afghanistan au Parlement français

**17 février 2009** : Barack Obama annonce l'envoi de 17 000 soldats américains supplémentaires

**27 mars 2009** : annonce d'une nouvelle stratégie par Barack Obama incluant l'envoi de plusieurs centaines de coopérants civils et 4 000 soldats supplémentaires aux côtés des 75 000 soldats étrangers, dont 38 000 Américains déjà engagés

**Mai 2009** : offensive de l'armée pakistanaise dans la vallée de la Swat

**15 juin 2009** : nommé par le président Obama, le général Stanley McChrystal prend le commandement des forces américaines et des forces de l'Otan

**1<sup>er</sup>-2 juillet 2009** : début de la plus grande opération de la guerre dans la province du Helmand (4 000 Américains et 3 000 Britanniques) ; été le plus meurtrier depuis le début de la guerre

**20 août 2009** : élections présidentielles et provinciales, avec faible taux de participation et fraude avérée

**18 octobre** : début de l'offensive pakistanaise dans le sud du Waziristan

**20 octobre 2009** : après la polémique sur les fraudes, Hamid Karzaï accepte l'organisation d'un second tour face à son principal rival, Abdullah Abdullah

**2 novembre 2009** : Hamid Karzaï élu par défaut après le retrait de la candidature d'Abdullah Abdullah

**Décembre 2009** : Barack Obama annonce le déploiement accéléré de 30 000 hommes supplémentaires, portant à 100 000 hommes le contingent américain en Afghanistan ; renfort de 7 000 hommes annoncé par l'Otan

**28 janvier 2010** : conférence internationale de Londres sur l'Afghanistan

**13 février 2010** : début de l'opération *Mushtarak* (« ensemble ») pour la reconquête de l'Helmand (15 000 soldats de la coalition et de l'armée nationale afghane)

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

ABOU ZAHAB, Mariam ; ROY, Olivier, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, Paris, Autrement, 2002 (traduction anglaise et mise à jour en 2004).

BACHEBER, Éric, *L'Afghanistan en guerre. La fin du grand jeu soviétique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1998.

BARRY, Michael, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan, 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002.

BRIGOT, André ; ROY, Olivier (dir.), *La Guerre d'Afghanistan. Intervention soviétique et résistance*, Paris, La Documentation française, n° 4785, 1985-2010.

BOQUÉRAT, Gilles, *The Democratic Transition under Stress*, Asie. Visions 13, Centre Asie Ifri, février 2009.

BOQUÉRAT, Gilles ; ASBECK, Richard (dir.), *The India-Pakistan Reconciliation and Other Experiences in Post-Conflict Management*, Études de l'Ifri 2009.

[[http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=5684&id\\_provenance=96](http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=5684&id_provenance=96) – avril 2010].

BOQUÉRAT, Gilles ; GRARE, Frédéric (dir.), *India, China, Russia: Intricacies of an Asian Triangle*, Singapour, Marshall Cavendish Academic/India Research Press, 2004.

CHALIAND, Gérard, *L'Amérique en guerre : Irak et Afghanistan*, Paris, Éditions du Rocher, 2007.

*Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, 1994.

CHARLIER, Marie-Dominique, « Les sociétés militaires privées en Afghanistan », *Le Monde Diplomatique*, février 2010.

[<http://www.monde-diplomatique.fr/2010/02/CHARLIER/18793> – avril 2010].

« Analyse géostratégique en Afghanistan », *Doctrine Revue d'études générales*, n° 17, 2009, pp. 116-119.

COLL, Steve, *Ghost Wars: The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, New York, Penguin Press, 2004.

de DURAND, Étienne, « L'armée, la République impériale et ses soldats », *Hérodote*, n° 116, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, p. 22-42.

[[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_REVUE=HER&ID\\_NUMPUBLIE=HER\\_116&ID\\_ARTICLE=HER\\_116\\_0022](http://www.cairn.info/resume.php?ID_REVUE=HER&ID_NUMPUBLIE=HER_116&ID_ARTICLE=HER_116_0022) – avril 2010].

DESPORTES, Vincent, *La Guerre probable. Penser autrement*, Paris, Economica, 2008.

DOMBROWSKI, Patrick ; PIERNAS, Simone, *Géopolitique du nouvel Afghanistan*, Paris, Ellipses, 2005.

DORRONSORO, Gilles, *Afghanistan : Searching for Political Agreement*, *Carnegie Report*, avril 2010.

[[http://www.carnegieendowment.org/files/searching\\_polit\\_agreement.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/searching_polit_agreement.pdf) – avril 2010].

*Fixing a Failed Strategy in Afghanistan*, *Carnegie Report*, novembre 2009.

[[http://www.carnegieendowment.org/files/dorronsorofixing\\_failed\\_strategy2.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/dorronsorofixing_failed_strategy2.pdf) – avril 2010].

*The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan*, *Carnegie Report*, juin 2009.

[[http://www.carnegieendowment.org/files/taliban\\_winning\\_strategy.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/taliban_winning_strategy.pdf) – avril 2010].

*Afghans : peuple déchiré, 1992-2002*, Paris, Autrement, 2002.

« Afghanistan : chronique d'un échec annoncé », *Critique internationale*, n° 21, octobre 2003, p. 17-23.

[[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=CRII\\_021\\_0017](http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CRII_021_0017) – avril 2010].

*La révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000.

DORRONSORO, Gilles ; HARLING, Peter, « La guerre américaine en Irak et en Afghanistan : entre vision messianique et ajustements tactiques », *Politique étrangère*, n° 4, hiver 2005, pp. 857-866.

[[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=PE\\_054\\_0857](http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=PE_054_0857) – avril 2010].

GALULA, David, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008 (réédition ; préface du général Petraeus et introduction du lieutenant-colonel John Nagl).

GARAUDE, Pauline, *Faut-il avoir peur du Pakistan ?*, Paris, Larousse, 2008.

GARDNER, Lloyd, *The Long Road to Bagdad. A History of U.S. Foreign Policy from the 1970s to the Present*, New York, The New Press, 2008.

GIUSTOZZI, Antonio, *Empires of Mud: The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan 2002-2007*, Londres, Columbia University Press, 2009.

*Decoding the New Taliban: Insights from the Afghan Field*, Londres, Columbia University Press, 2009.

Koran, Kalachnikov and Laptop: *the Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, Londres, Columbia University Press, 2007.

GOODSON, Larry, *Afghanistan's Endless War: State Failure, Regional Politics, and the Rise of the Taliban*, Seattle, University of Washington Press, 2001.

GOYA, Michel, « Impressions de Kaboul », *La Lettre de l'IRSEM*, 12 novembre 2009, n° 1.

[<http://www.c2sd.sga.defense.gouv.fr/spip.php?article273> – avril 2010].

*Irak. Les armées du chaos*, Paris, Economica, 2008.

GOYA, Michel ; BIHAN, Benoist, *L'axe du moindre mal. Le plan Obama-McChrystal pour l'Afghanistan*, Cahiers de l'IRSEM n° 2, mars 2010 (traduction de Camille Sicourmat).

GRARE, Frédéric, *Reforming the Intelligence Agencies in Pakistan's Transitional Democracy*, Carnegie Report, mars 2010.

[[http://www.carnegieendowment.org/files/pakistan\\_intelligence\\_transitional\\_democracy.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/pakistan_intelligence_transitional_democracy.pdf) – avril 2010].

*Le Pakistan face au conflit afghan (1979-1985) : au tournant de la guerre froide*, Paris, L'Harmattan, 1997.

HAQUANI, Zalmai, « L'Afghanistan, six ans après », *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. IX, 2008.

[[http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/07\\_Haquani\\_Afghanistan.pdf](http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/07_Haquani_Afghanistan.pdf) – avril 2010].

*Une vie d'Afghanistan. Entretiens avec Zalmāi Haquani, ambassadeur d'Afghanistan en France* (avec la collaboration de Sébastien Brabant, Marc Hecker, Paul Presset), Paris, L'Harmattan, 2006.

HASSNER, Pierre ; VAÏSSE, Justin, *Washington et le monde. Les dilemmes d'une super puissance*, Paris, Autrement, 2003.

HERSH, Seymour, *Dommages collatéraux. La face obscure de la « guerre contre le terrorisme »*, Paris, Denoël Impacts, 2005.

JAFFRELOT, Christophe (dir.), *Le Pakistan. Carrefour de tensions régionales*, Paris-Bruxelles, Complexe, 2002 (2<sup>e</sup> édition).

JAUFFRET, Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée*, Paris, Autrement, 2010.

JONES, Seth, *In the Graveyard of Empires: America's War in Afghanistan*, New York, W.W. Norton, 2009.

KAKAR, Hassan, *A Political and Diplomatic History of Afghanistan 1863-1901*, The Netherlands, Brill Publishing House, 2006.

*Afghanistan, The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-82*, Berkeley, University of California Press, 1995.

KALINOVSKY, Artemy, *The Blind Leading the Blind: Soviet Advisors, Counter-Insurgency and Nation-Building in Afghanistan*, The Cold War International History Project Working Paper n° 60, janvier 2010.

[[http://www.wilsoncenter.org/topics/pubs/WP60\\_Web\\_Final.pdf](http://www.wilsoncenter.org/topics/pubs/WP60_Web_Final.pdf) – avril 2010].

KILCULLEN, David, *The accidental guerilla*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

LABROUSSE, Alain, *Afghanistan, opium de guerre, opium de paix*, Paris, Mille et une nuits, 2005.

LELLOUCHE, Pierre, *L'Allié indocile : La France et l'OTAN, de la Guerre froide à l'Afghanistan*, Paris, Éditions du Moment, 2009.

LE NEN, Nicolas ; de COURRÈGES, Hervé ; GIVRE, Pierre-Joseph, *Guerre en montagne : renouveau tactique*, Paris, Économica, 2006 (préface de Henri Bentégeat).

LEVESQUE, Jacques, *L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, 1979-1989*, Paris-Bruxelles, Complexe, 1990.

MALEY, William, *The Afghanistan Wars*, New York, Palgrave McMillan, 2009 (2<sup>e</sup> édition).

MELANDRI, Pierre, « Les États-Unis et la première guerre d'Afghanistan (1979-1989) : un "Viêt-nam soviétique" ? », in MELANDRI, Pierre ; RICARD Serge (dir.), *Les États-Unis et la fin de la guerre froide*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 103-127.

MERCHET, Jean-Dominique, *Une histoire des forces spéciales*, Paris, Jacob-Duvernet, 2010 ;

*Mourir pour l'Afghanistan*, Paris, Jacob-Duvernet, 2008.

NAWAZ, Shuja (dir.), « FATA - A Most Dangerous Place », Washington, *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), janvier 2009 (préface d'Arnaud de Borchgrave).

[<http://www.shujanawaz.com/pdf/FATA%20-%20A%20Most%20Dangerous%20Place.pdf> – avril 2010].

OLSSON, Christian, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des "cœurs et des esprits" », *Cultures & Conflits*, n° 67, automne 2007, p. 35-62.

[<http://www.conflits.org/index3102.html> – avril 2010].

PHILLIPS, Rufus, *Why Vietnam matters*, Annapolis, Naval Institute Press, 2008.

RASHID, Ahmed, *Le retour des talibans*, Paris, Delavilla, 2009.

*Descent into Chaos: The United States and the Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, Viking Adult, 2008.

*L'ombre des talibans*, Paris, Autrement, 2001 (préface d'Olivier Roy).

ROMER, Jean-Christophe, « Les mécanismes de prise de décision, en URSS : le cas afghan », *Relations internationales*, n° 85, printemps 1996, pp. 33-48.

« Afghanistan, An 30... Afghanistan, An 20 », *Cahiers de Mars*, n° 199, pp. 96-99.

ROY, Olivier, *Le Croissant et le Chaos*, Paris, Hachette Littérature, 2007.

*L'Afghanistan, Islam et modernité politique*, Paris, Seuil, 1985.

RUBIN, Barnett, *The Fragmentation of Afghanistan: State Formation and Collapse in the International System*, New Haven, Yale University Press, 2002 (2<sup>e</sup> édition).

SCHWARTZ, Moshe, *Department of Defense Contractors in Iraq and Afghanistan: Background and Analysis*, Congressional Research Service, 14 décembre 2009.

[<http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/R40764.pdf> – avril 2010].

SEMPLE, Michaël, *Reconciliation in Afghanistan*, Washington D.C., United States Institute of Peace, 2009.

STANTON, John, *General David Petraeus' Favorite Mushroom: Inside the US Army Human Terrain System*, Wiseman Publishing, 2009.

WOODWARD, Bob, *Bush s'en va-t-en guerre*, Paris, Denoël Impacts, 2003.

*State of Denial. Bush At War, Part III*, New York, Simon and Schuster, 2006.



## LES AUTEURS

### **Mariam Abou Zahab**

Chercheure rattachée au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), elle est chargée de cours à l'Institut d'études politiques (IEP) et à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). Ses recherches portent sur les violences confessionnelles (sunnites-chiites), les groupes jihadistes au Pakistan, les zones tribales et la société pachtoune au Pakistan et en Afghanistan. Auteur de nombreux articles, elle a publié avec Olivier Roy : *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise* (Paris, Autrement, 2002 - traduction anglaise et mise à jour en 2004). Elle est également l'un des auteurs du rapport « Fata - A Most Dangerous Place », publié sous la direction de Shuja Nawaz, en janvier 2009, par le *Center for Strategic and International Studies* (Washington).

### **Gilles Boquérat**

Chercheur au Centre Asie de l'Institut français des relations internationales, il est en charge du programme Inde/Asie du Sud. Il a séjourné au Pakistan de 2005 à 2008 en tant que chercheur résident auprès de l'Institut d'études stratégiques d'Islamabad. Il a écrit plusieurs articles sur l'évolution de la situation politique au Pakistan (dont *The Democratic Transition under Stress*, Asie, Ifri, Visions 13, février 2009). Il a également travaillé plusieurs années au Centre de sciences humaines de New Delhi sur la politique internationale de l'Inde (dont *India, China, Russia : Intricacies of an Asian Triangle*, (co-dirigé avec Frédéric Grare), India Research Press, 2004).

### **Marie-Dominique Charlier**

Lieutenant-colonel dans l'armée de terre, elle est chargée d'études à l'Irsem. Elle a occupé le poste de *Political Advisor* (conseiller politique) auprès du général américain commandant la Force internationale

d'assistance et de sécurité-Otan en Afghanistan (Général McKiernan), de février à août 2008. Docteur en droit public, elle est chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (lutte contre le terrorisme) depuis 2007. Elle a publié de nombreux articles, notamment dans les domaines de la défense et de la géopolitique.

### **John Gunther Dean**

Au cours d'une longue carrière diplomatique qui l'a conduit dans de nombreux pays, notamment en Asie et au Proche-Orient, John Gunther Dean a été successivement ambassadeur des États-Unis au Cambodge (1974-75), au Danemark (1975-78), au Liban (1978-1981), en Thaïlande (1981-85), puis en Inde entre 1985 et 1989. Il est l'auteur de : *Danger Zones: A Diplomat's Fight for America's Interests* (Washington DC, New Academia Publishing, 2009), dont une traduction française est à paraître en 2010.

### **Gérard Fussman**

Professeur au Collège de France, titulaire de la chaire d'histoire du monde indien depuis 1984, Gérard Fussman est aussi président du Conseil des Instituts d'Orient du Collège de France et président de la Société européenne pour l'étude des civilisations de l'Himalaya et de l'Asie centrale depuis 2007. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages, dont : *Monuments bouddhiques de la région de Caboul/Kabul Buddhist Monuments*, II (avec la collaboration de Baba Murad et Éric Ollivier), Publications de l'Institut de Civilisation Indienne du Collège de France, fasc. 76.1 et 76.2, Paris, 2008.

### **Michel Goya**

Breveté du Collège interarmées de défense et docteur en histoire, le colonel Michel Goya a longtemps servi en unité de combat et participé à plusieurs opérations extérieures en Afrique et dans les Balkans. Il a rejoint le Centre de doctrine d'emploi des forces de l'armée de terre

(CDEF) où il a étudié les conflits au Moyen-Orient pendant trois ans, avant de travailler comme rédacteur à l'état-major des armées. Il est désormais directeur d'études du pôle « nouveaux conflits » à l'Irsem. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont : *Irak, les armées du chaos*, Paris, Economica, 2008.

### **Zalmaï Haquani**

Professeur de droit public à l'Université de Caen, il a été conseiller du commandant Massoud pour les relations internationales entre 1997 et 2001, puis ambassadeur d'Afghanistan en France entre 2002 et 2006. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'Afghanistan, dont : *Une vie pour l'Afghanistan. Entretien avec Zalmaï Haquani, ambassadeur d'Afghanistan en France* (Sébastien Brabant, Marc Hecker, Paul Passet, Paris, L'Harmattan, 2006) ; « *L'Afghanistan, six ans après* » (*Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. IX, 2008). Il a également publié : *Droit international de l'économie* (Ellipse, 2007).

### **Pierre Journoud**

Docteur en histoire, il est chargé d'études à l'Irsem, chercheur associé à l'UMR-IRICE et au Centre d'histoire de l'Asie contemporaine de Paris I (Chac). Il est l'auteur de nombreux articles sur les aspects politico-stratégiques des conflits indochinois, et d'une thèse sur « *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Viêt-nam entre 1954 et 1975. De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix* » (Prix Jean-Baptiste Duroselle 2008) – à paraître en version abrégée chez Tallandier, au 2<sup>e</sup> semestre 2010.

### **Hassan Kakar**

Professeur et directeur du département d'histoire de l'Université de Kaboul entre 1982 et 1986, il enseigne depuis 1990 à l'Université de Californie (San Diego). Depuis 2002, il est aussi membre de l'Institut américain des études afghanes de la *Duke University* (Caroline du Nord).

Il est l'auteur de très nombreux articles et ouvrages sur l'Afghanistan, en pashto, en dari et en anglais, parmi lesquels : *Afghanistan, The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-82* (Berkeley, University of California Press, 1995) ; *A Political and Diplomatic History of Afghanistan 1863-1901* (The Netherlands, Brill Publishing House, 2006).

### **Pierre Lafrance**

Diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales (arabe, persan), Pierre Lafrance a été successivement secrétaire des affaires étrangères en Iran (1969-70) puis en Afghanistan (1972) ; conseiller des affaires étrangères au Koweït (1975) puis en Arabie Saoudite (1977) ; chargé d'affaires en Iran (1985), directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à l'administration centrale (1991), ambassadeur au Pakistan (1993-1997) et représentant spécial de l'Unesco en Afghanistan (2001). Il a été élevé à la dignité d'ambassadeur de France en 1996. Il est l'auteur de nombreux articles, ouvrages et contributions à des ouvrages collectifs, comme : *Le Pakistan. Carrefour de tensions régionales* (dirigé par Ch. Jaffrelot, Complexe, 1999).

### **Nicolas Regaud**

Ancien sous-directeur chargé du suivi des crises et des conflits internationaux à la direction des affaires internationales et stratégiques du secrétariat général de la défense nationale (SGDN), il est actuellement adjoint au directeur chargé des affaires stratégiques (Das) au ministère de la défense. Docteur en sciences politiques, auditeur de la 57<sup>e</sup> session de l'Institut des hautes études de défense nationale-IHEDN, il a publié de nombreux articles et ouvrages sur les conflits en Asie du Sud-Est, en particulier : *Le Cambodge dans la tourmente. Le troisième conflit indochinois 1978-1991* (Paris, L'Harmattan, 1992).